

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS
ET
L'ORGANISATION
DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE
en France et en Belgique

« Fraternité, Égalité, Liberté »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1907, à 8 heures 1/2

PAR

Paul CLERC

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

ATTACHÉ AU CABINET DU GARDE DES Sceaux MINISTRE DE LA JUSTICE

Président : M. SOUCHON.

Suffragants { MM. R. JAY,
DESCHAMPS, } *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS
ET
L'ORGANISATION
DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE
en France et en Belgique

« Fraternité, Égalité, Liberté »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'Acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Mercredi 5 Juin 1907, à 8 heures 1/2

PAR

Paul CLERC

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

ATTACHÉ AU CABINET DU GARDE DES SCEAUX MINISTRE DE LA JUSTICE

Président : M. SOUCHON.

Suffragants { MM. R. JAY,
DESCHAMPS, } *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1907



PRÉFACE

La fin du xix^e siècle et le commencement du xx^e ont vu se développer avec une surprenante rapidité dans tous les pays civilisés la législation ouvrière et sociale jusqu'alors presque complètement délaissée : législation du travail, habitations ouvrières, hygiène sociale, assurances de toutes espèces, prévoyance, etc., et nous ne pouvons qu'applaudir à cet universel et imposant mouvement de solidarité humaine.

La France républicaine, après s'être laissée dépasser dans cette voie par nombre de pays monarchiques, semble vouloir reprendre la place qui lui revient. Le Parlement a déjà voté dans ces dernières années la loi sur l'assistance médicale gratuite obligatoire, la loi sur les accidents du travail et la loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards et aux incurables indigents. Il n'y a donc plus maintenant en France de malade sans ressources condamné à mourir faute de soins médicaux, d'ouvrier blessé au cours de son travail qui ne puisse recevoir la juste réparation qui lui est due, de vieillard ou d'invalides indigent à qui l'État ne fournisse les modestes ressources, leur permettant de vivre sans tendre la main incapable maintenant de tenir l'outil.

Pour réunir les renseignements et les statistiques

indispensables à la rédaction et à la modification des lois sociales, pour renseigner et guider le monde ouvrier et pour être son intermédiaire auprès des pouvoirs publics, un décret présidentiel du 25 octobre 1906 a institué un Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Un dernier point, le plus important, reste à solutionner : il s'agit de la grave question des retraites pour la vieillesse. Deux systèmes s'offraient au législateur pour la résoudre : il pouvait adopter soit le système belge de la liberté subsidiée, principe suivi par les pays où s'est toujours librement développé l'initiative individuelle : l'Angleterre et l'Italie par exemple, soit le système allemand, attaché au dogme intangible de la retraite obligatoire avec organisation administrative de la prévoyance.

La Chambre, soucieuse d'assurer au plus tôt la retraite à tous les travailleurs sans exception, a cru devoir recourir à un système mixte : l'obligation de l'acte de prévoyance avec la liberté des moyens. Elle a voulu montrer que la prévoyance ne devait pas être considérée comme une vertu mais comme un devoir. Ce moyen terme ne semble pas du reste devoir amener l'entente entre les champions de l'obligation et les partisans de la liberté.

Tout en nous inclinant devant les idées généreuses qui ont guidé les auteurs du projet de loi, nous nous permettrons de remarquer que le législateur n'a peut-être pas envisagé avec toute la précision désirable les diverses répercussions qu'entraînera le système de la retraite obligatoire. Les statistiques fournies par les

administrations compétentes sur le nombre des assujettis sont des plus contradictoires; quant aux sommes à inscrire au budget pour l'application de la loi, l'écart entre les divers chiffres donnés est stupéfiant. Cela est d'autant plus grave que nous voyons actuellement le budget allemand de plus en plus obéré par suite des dépenses occasionnées par le système de la retraite obligatoire.

Quel deviendra en outre le rôle de la Mutualité avec la nouvelle loi? On a certes beaucoup vanté cette institution au cours des débats à la Chambre des députés, mais ces louanges n'étaient-elles pas une sorte d'oraison funèbre? Le projet a préparé pour l'avenir, à la Mutualité, une voie parsemée de fleurs dans laquelle celle-ci, d'abord défiante, semble maintenant prête à s'engager. N'y aurait-il pas lieu de scruter ce qui se cache sous ces trop beaux dehors?

Les sociétés mutuelles deviendront un rouage administratif, l'égoïsme le plus sec présidera à la constitution des retraites, l'initiative et la prévoyance individuelles seront annihilées, le si noble principe de solidarité qui fait la force de la Mutualité et devant lequel s'inclinent tous les partis, ne tardera pas lui-même à disparaître et les allocations de l'Etat deviendront des primes à l'insouciance et à l'imprévoyance.

Telle est la situation à laquelle peut nous amener le régime de l'obligation et cela au moment où nous assistons à l'épanouissement complet de la Mutualité, dont les progrès marchent à pas de géant et qui, depuis moins d'un demi siècle, s'est amassé sou à sou

un imposant capital d'un demi milliard ; au moment où, comme le disait Waldeck-Rousseau, « en assurant la sécurité aux populations laborieuses, elle consolide l'édifice républicain et se dresse comme une barrière infranchissable devant l'armée du désordre : partisans des régimes déchus, partisans de la révolution sociale ».

Il y a lieu de se demander, dans ces conditions, si la loi belge n'est pas plus prévoyante au point de vue budgétaire et si, en ce qui concerne soit les sociétés mutuelles, soit les prévoyants individuels, le système des primes belges accordées sous le régime de la liberté ne vaut pas mieux que la retraite obligatoire bureaucratique et automatique de la loi allemande.

De toute façon, les pensions ouvrières ne peuvent plus être ajournées, il est urgent que le projet de la Chambre des députés, modifié ou non, soit définitivement voté. Des milliers d'ouvriers, artisans de la richesse nationale, réduits jusqu'à présent à osciller entre l'hôpital qui réclame les malades et la prison qui réclame les mendiants, attendent anxieusement les bienfaits de la loi depuis si longtemps promise.

Quinze ans après l'Allemagne, six ans après la Belgique et l'Italie, la France républicaine ne peut différer plus longtemps le vote de cette grande loi de solidarité sociale, dont la démocratie attend, avec une si légitime impatience, un peu plus de bien-être et un peu plus de justice.

Paris, le 1^{er} mai 1907.

Paul CLERC.

INTRODUCTION

I. Insuffisance de la prévoyance individuelle, dette sociale de l'État et dette patronale. — II. Divers systèmes de retraites en vigueur. — III. Système allemand et projet de loi français. — IV. Système néo-zélandais. — V. Système belge.

I. — Il est certain qu'aujourd'hui une des plus grosses questions sociales est celle de rechercher par quels moyens il est possible d'assurer les ressources nécessaires pour l'existence à l'ouvrier qui, arrivé au seuil de la vieillesse, se trouve dans l'incapacité de gagner sa vie en travaillant. Il est incontestable que la population indigente augmente et qu'elle est formée en grande partie d'individus, qui, à raison de leur âge, se voient privés des moyens de subsistance dont profitent leurs camarades plus jeunes. Une des crises les plus terribles qui puissent sévir sur la famille ouvrière est assurément celle qu'engendre la vieillesse, et cette crise ne semble pas avoir été diminuée par les transformations subies par l'industrie. Il y a des professions qui exigent un labeur pénible et qui ne tardent pas à user les forces de celui qui les exerce ; le travail sédentaire, les poussières nocives,

l'air vicié des ateliers, les mouvements perpétuellement identiques nécessités par la conduite des machines, épuisent l'ouvrier qui devient rapidement un vieillard précoce.

Dans les campagnes, les travailleurs âgés résistent mieux ; d'autre part, un sentiment de solidarité plus étroite anime les habitants des villages où tout le monde se connaît et se considère un peu comme faisant partie de la même famille. En outre, les individus arrivés à la vieillesse trouvent plus facilement à s'employer dans les campagnes que dans les villes : on leur confie des travaux peu fatigants qui justifient leur droit à l'assistance. Enfin, la charité est pratiquée au village d'une manière plus efficace que dans les villes. On ne se désintéresse pas de la situation d'un individu qui, chargé de famille, ne possède plus, par suite d'accidents ou d'infirmités, la force physique nécessaire pour assurer la nourriture des siens. Tout le monde lui vient plus ou moins en aide, soit par des secours en argent, soit par des prestations en nature.

Au contraire, dans les villes industrielles, la misère est implacable. Ce n'est point par dureté de cœur ou par indifférence que les patrons se décident à se séparer de leurs vieux ouvriers : ils sont contraints d'obéir aux conditions économiques de la production. Autrefois, les crises de la production étaient rares, il était facile de prévoir les besoins des consommateurs,

parce que les limites du marché étaient plus restreintes qu'aujourd'hui et que le nombre des demandes d'une même marchandise était susceptible d'être calculé d'avance avec une certaine exactitude. Mais aujourd'hui, les marchés ayant dépassé les limites autrefois connues, on peut affirmer, sans risquer de paraître téméraire, qu'avec la rapidité des moyens de communications et l'institution des bourses de commerce, qui répartissent le cours des produits dans le temps et dans l'espace, il n'y a plus de marchés régionaux. La production est devenue mondiale, depuis le plus petit atelier jusqu'à l'usine la plus considérable cette observation s'applique et il n'est donné à aucun chef d'entreprise de déterminer, d'une manière exacte, le nombre des demandes qui lui seront adressées par les consommateurs.

Du moment qu'il ne s'établit plus aucun équilibre entre l'offre et la demande, dès lors que les marchés sont ouverts à tous, et peuvent, dans une région déterminée, subir le contre-coup d'une surproduction qui survient à l'autre extrémité du monde, aucune adaptation n'est plus possible entre la production et la consommation. Les conditions dans lesquelles fonctionne l'industrie contemporaine sont des plus désastreuses pour l'ouvrier qui souffre grandement de cette irrégularité maintenant si fréquente.

Dans le discours qu'il a prononcé au Sénat, le

26 mars 1900, M. Waddington qui est à la tête d'une grande exploitation cotonnière, constatait que la tendance actuelle des affaires est d'avoir une marche essentiellement intermittente. Autrefois, on pouvait, dans une certaine mesure, apprécier les chances de vente, tandis qu'aujourd'hui, à des périodes où les consommateurs se précipitent sur les marchandises et exigent leur livraison dans le plus bref délai, succèdent de longs intervalles où le négociant est surpris par la mévente, voit s'accumuler ses stocks et se trouve quelquefois obligé de suspendre son exploitation.

C'est là le plus grand mal dont puisse souffrir la classe ouvrière. D'abord, elle ne possède pas la sécurité du lendemain. D'autre part, c'est surtout sur les vieux ouvriers que retombent les conséquences des crises de l'industrie : contraints de diminuer leur personnel, les chefs d'entreprise commencent par se séparer de leurs ouvriers âgés, qu'ils payent aussi cher que les autres en échange d'un travail beaucoup moindre. Mais les ouvriers ainsi renvoyés ne trouvent plus facilement un autre emploi dans une maison similaire. Il en est ainsi, d'une manière générale, pour tous les ouvriers qui ont dépassé 50 ans : ce n'est que par une chance extraordinaire qu'ils peuvent rencontrer une autre situation, et ce malheur leur arrive après qu'ils ont consacré leur énergie, leurs forces physiques, à la prospérité de l'usine à laquelle ils étaient employés.

Si l'on consulte la statistique, on s'aperçoit facilement de l'importance et de la gravité que présente une pareille constatation : la proportion des personnes âgées de plus de 50 ans, sur 1.000 habitants, est de 222 en France, de 181 en Belgique et en Suisse, de 175 en Italie, de 156 en Allemagne, de 141 en Angleterre (1).

Il est évident que, dans ce nombre, les ouvriers figurent pour un chiffre important. « Or, la vieillesse est l'aboutissement normal de toute la vie (2), tandis que la maladie et l'accident sont des faits relativement rares dans l'existence humaine et qui, en tout cas, n'y apportent généralement qu'une perturbation passagère ». On peut affirmer, qu'en France, la vieillesse, c'est-à-dire la condamnation au repos, à partir de 50 ou 60 ans, atteint chaque année une population ouvrière comptant plus de 200.000 individus.

Assurément, il existe (on pourrait du moins le prétendre), une compensation à ce sombre tableau : la prévoyance individuelle ne doit-elle pas avoir pour but de parer à cette triste éventualité, qui s'annonce la même pour tous ? La prévoyance est certainement une qualité essentielle à l'homme ; habitué à se préoccuper de l'avenir, il peut conjurer la mauvaise fortune. La forme normale de la prévoyance, c'est l'épar-

(1) *Le Carnet de l'homme d'État* (Extrait de la *Revue de statistique*) p. 328.

(2) GIDE, *Économie sociale*, Paris, 1904, p. 297.

gne, c'est-à-dire la mise en réserve d'un excédent non consommé sur les revenus, en vue de constituer un capital. Mais, les calculs et l'expérience démontrent que, pour assurer à un homme arrivé à l'âge de 60 ans, une rente viagère égale à la moitié de son gain, et réversible pour partie sur sa veuve, il faut prélever 15 % sur son salaire. Ainsi donc, un ouvrier qui gagne 1.200 fr., devrait dans ces conditions, prélever 180 fr. par an sur son salaire. Il est trop évident qu'il n'y faut pas songer (1).

D'ailleurs, même à supposer qu'avec une conduite irréprochable et une rigoureuse économie, quelques privilégiés arrivent à se constituer pour la vieillesse des ressources à peu près suffisantes, ce ne serait pas une raison pour que la société se désintéresse du sort de ceux qui, moins favorisés par les circonstances ou grevés de charges plus lourdes, arrivent à un âge avancé sans posséder aucune économie. Il est du devoir de l'Etat de s'intéresser à toutes les institutions de prévoyance. Il appartient aussi au patron de compléter l'effort individuel et de venir en aide à l'ouvrier, quand il laisse tomber l'outil de ses mains, sous la fatigue occasionnée par l'âge et que, désormais, privé de ressources, il est réduit à recourir à la charité.

Du moment que le rôle de l'ouvrier doit être, en partie du moins, négligé dans l'œuvre de prévoyance

(1) GIDE, *Op. cit.*, p. 297.

nécessaire, on est forcément amené à songer à l'Etat ou au patron, pour accomplir cette œuvre sans lui. Suivant la formule de Jean Dollfus, « le patron doit à son ouvrier plus que le salaire » : il est en effet inadmissible que le patron abandonne celui qui a été un des principaux agents de sa prospérité commerciale parce que l'heure de la vieillesse a sonné ; l'accomplissement strict du contrat de travail ne suffit pas à dégager le chef d'entreprise des devoirs qui lui incombent vis-à-vis de son ouvrier.

De même l'Etat acquitte un véritable engagement envers les classes déshéritées, en venant à leur secours, sur le déclin de la vie, et c'est vers lui qu'on tourne le plus souvent les yeux, pour résoudre le problème des retraites ouvrières. Ne peut-on pas soutenir qu'en accordant une subvention aux travailleurs, l'Etat n'opère qu'une restitution ? Il n'est pas douteux, en effet, que la plupart des impôts, surtout les impôts indirects, pèsent proportionnellement davantage sur la classe pauvre que sur la classe riche (1). Si le patron a le devoir d'assurer la vieillesse de l'ouvrier par le système des retraites, l'Etat, comme représentant de la collectivité, ne saurait se désintéresser de la question ; c'est d'ailleurs une garantie pour la paix publique que d'assurer aux

(1) GUIEYSSE, *Rapport relatif à la création nationale d'une caisse de prévoyance*, déposé à la Chambre, le 11 février 1893 (*J. off.*, Ch. Annexe 2,576).

ouvriers le droit à l'existence, même dans la vieillesse la plus avancée.

En définitive, ce que le travailleur parvenu à la vieillesse demande, ce n'est pas une aumône, c'est le paiement d'une dette dont la société est tenue à son égard, puisque, lorsqu'il était en pleine possession de ses moyens physiques, l'ouvrier a puissamment contribué, par son activité, à accroître la prospérité générale, et qu'il est un rouage indispensable de la vie industrielle.

II. — Seulement, la question des retraites soulève, il ne faut pas se le dissimuler, des difficultés considérables. Les retraites engendrent, en effet, tous les dangers que comportent les engagements à long terme. Il s'agit d'organiser immédiatement une institution qui, relativement aux hommes de la jeune génération, ne produira ses effets que dans un temps plus ou moins éloigné, 20, 30 ou 40 ans. C'est alors qu'il devient difficile d'établir une concordance régulière entre les engagements qu'on assume et les ressources dont on disposera plus tard. Il importe de s'entourer de toutes les données scientifiques indispensables ; il s'agit de découvrir l'organisme le plus propre à assurer l'exécution de ces engagements contractés à longue échéance.

III. — En partant de l'idée que c'est surtout à l'Etat qu'incombe le devoir d'organiser les re-

traites ouvrières, trois systèmes apparaissent comme possibles (1) :

Le premier est le système allemand de l'assurance obligatoire contre la vieillesse, institué par la loi du 22 juin 1889. Cette loi, qui a été votée à 20 voix de majorité sous la pression énergique de Bismarck, et dont on a dit qu'elle avait été la dernière victoire du Grand Chancelier, impose à tous les travailleurs âgés de 16 ans et dont le salaire est inférieur à 2.000 marks (2.460 francs), de s'assurer en vue d'obtenir de l'Etat une pension à laquelle les intéressés ont droit après 70 ans ; les pensions servies sont de 60, 90, 120, 150 ou 180 marks ; *l'Etat contribue pour une allocation annuelle forfaitaire de 50 marks (62 francs) à chaque pension*. Mais les ressources nécessaires au service de la pension sont également imposées au salarié et au patron, chacun pour moitié.

Le système allemand est suivi par le projet français, dont le texte a été voté par la Chambre des députés, le 23 février 1906. Les versements seraient opérés, comme en Allemagne, par les ouvriers et par les patrons et enfin complétés par l'Etat. Le versement est, d'ailleurs, obligatoire pour les ouvriers et employés qui se trouveront dans les conditions d'application de la loi. Ils devront verser 2 % de leur salaire, y compris le salaire en nature. Les versements patronaux

(1) GIDE, *Op. cit.*, p. 305 et s.

sont obligatoires comme ceux à la charge des ouvriers, et leur quotité est la même que celle des versements ouvriers (2 % du salaire). Quant au versement par l'Etat, il a seulement pour objet de compléter la retraite ouvrière, au moment où l'ouvrier est sur le point de la toucher. D'autre part, l'obligation de l'Etat présente un caractère particulier : *il y a un minimum de retraite que l'Etat est tenu d'assurer*, quand les versements du patron et de l'ouvrier n'aboutissent pas à la constitution du capital nécessaire au service d'une retraite annuelle de 360 francs. Enfin, les intéressés auront droit à la retraite, d'abord une fois parvenus à l'âge de 60 ans, et même auparavant, dans les hypothèses exceptionnelles où, par suite de la maladie ou d'une infirmité quelconque (exclusion faite toutefois des accidents dont la réparation est prévue par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail), ils seront devenus complètement invalides.

D'autre part, si, en raison des versements antérieurs, la retraite dépassait 360 francs, l'excédent des versements ne serait pas obligatoirement consacré à augmenter le chiffre de la retraite ; l'ouvrier demeurerait libre d'affecter le surplus à une assurance en cas de décès au profit de sa femme ou de ses enfants, ou à l'acquisition d'une propriété ou d'une maison *érigée en foyer de famille, déclarée inaliénable et insaisissable*.

IV. — Dans une deuxième conception, *l'Etat se charge de tous les frais occasionnés par le service des retraites* ; mais, bien entendu, l'Etat rentre dans ses déboursés, en les faisant payer aux contribuables sous forme de majoration d'impôts. Il en est ainsi en Nouvelle-Zélande, depuis la loi de 1898 : tout individu parvenu à l'âge de 65 ans, et dont le revenu ne dépasse pas 34 livres sterling (850 fr.), a droit à une pension de 18 livres sterling (450 fr.). Dans le cas même où son revenu serait inférieur à 52 livres sterling (1.300 fr.), l'allocation d'une pension est encore possible, mais, avec une réduction telle, que le chiffre de cette dernière et le revenu personnel du pensionné, additionnés, ne puissent pas dépasser la limite de 1.300 fr. Comme le remarque M. Gide (1), la Nouvelle-Zélande est, de tous les Etats, celui qui se montre le plus large, en fixant la limite de l'assistance fournie à 1.300 fr.

V. — Dans un troisième système, *l'Etat se borne à aider ceux qui ont commencé à s'aider eux-mêmes*, en majorant par des subventions les versements qu'ils auront faits personnellement dans les sociétés de secours mutuels ou autres institutions privées. C'est le système de la liberté subsidiée ; il repose sur la liberté, mais il s'appuie aussi sur les encouragements et les subventions de l'Etat. On part de ce point de

(1) GIDE, *Op. cit.*, p. 206, en note.

vue que l'individu, abandonné à lui-même, est exposé à bien des défaillances et que, d'ailleurs, il n'a pas toujours la possibilité de jouir d'un excédent qu'il puisse mettre en réserve. De là, l'organisation de groupements dans lesquels on intéresse l'individu à entrer ; ces groupements obéissent à une organisation collective et l'homme, sans rien aliéner de sa liberté, se trouve placé sous l'empire de règles auxquelles il s'habitue peu à peu et qui l'aident à réaliser des économies que, seul, il n'aurait pas l'énergie morale d'accomplir. Tel est le système qui fonctionne en Belgique, depuis la loi du 10 mai 1900.

PREMIÈRE PARTIE

Institutions de prévoyance qui existaient en Belgique avant la loi du 10 mai 1900.

PRÉAMBULE. — On l'a répété souvent : si la Belgique est un pays petit par l'étendue et la population, c'est au contraire une grande nation par les initiatives sociales qu'elle a su déployer.

La pratique des institutions de prévoyance remonte en Belgique à une époque reculée. M. Edm. Lefranc rapporte que les rentes viagères (lettres de rentes viagères) étaient pratiquées dès le ^{xiii}^e siècle à Tournai et à Gand (1).

Lors de l'occupation française, des tontines furent créées en vue de servir des pensions de retraite aux ouvriers mineurs, ainsi qu'à leurs veuves et à leurs orphelins ; mais il ne semble pas que ces institutions aient survécu au 1^{er} Empire. D'ailleurs, les premières institutions de prévoyance établies par le Gouvernement belge ne paraissent pas avoir été inspirées par

(1) LEFRANC, *Notice sur la marche de la science actuarielle en Belgique. Compte-rendu du congrès international des actuaires*, Paris, 1900.

des idées scientifiques bien exactes ; c'est le reproche que l'on pourrait adresser à la caisse des veuves et orphelins de l'armée, fondée en 1815 et réorganisée en 1831 ; à la caisse de pensions et de secours en faveur des employés des chemins de fer de l'Etat ; aux caisses de pensions des fonctionnaires et aux caisses des veuves et orphelins des fonctionnaires de l'Etat belge, organisées par la loi du 20 juillet 1844.

Dans les institutions patronales de prévoyance, d'autre part, les ouvriers n'étaient point assurés de bénéficier de la retraite en vue de laquelle ils supportaient des retenues ; en effet, tout droit à une pension était perdu pour eux, si le chef de l'entreprise tombait en faillite, s'ils étaient l'objet d'un renvoi ou s'ils quittaient l'établissement, de leur gré, pour un motif quelconque.

Ce fut seulement en 1850 que la classe ouvrière put pratiquer l'épargne avec sécurité ; à cette époque, en effet, fut créé un établissement officiel, la Caisse générale d'épargne et de retraite, destinée à favoriser l'épargne, par la constitution de rentes viagères. Cette institution, qui n'avait donné au début que des résultats insignifiants, fut appelée, par la suite, à prendre une grande extension et l'on peut dire que, depuis la loi du 10 mai 1900, elle tend à monopoliser en Belgique toutes les opérations relatives à la constitution des rentes viagères pour la classe laborieuse (1). Si l'Etat se désintéressa, pendant une grande partie du

(1) ARSANDAUX, *Les Retraites ouvrières en Belgique*. Thèse Paris, 1903.

xix^e siècle, du fonctionnement des institutions de prévoyance, il a compris, par la suite, que son rôle était d'intervenir, soit pour garantir aux intéressés le bon fonctionnement des institutions existantes, soit pour encourager les efforts tentés par les travailleurs pour se constituer une retraite.

CHAPITRE PREMIER

INSTITUTIONS BELGES PRIVÉES DE PRÉVOYANCE

I. Associations spéciales. — II. Mutualités. — III. Fédérations. — IV. Tontines, pseudo-mutualités. — V. Institutions dues à l'initiative patronale. — VI. Projets d'organisation de caisses ouvrières et patronales. — VII. Institutions de retraites patronales privées.

Nous allons d'abord examiner les institutions privées ayant pour but d'organiser la prévoyance en Belgique. Le plus grand nombre de ces institutions sont organisées en *Mutualités* ; mais, il convient de dire quelques mots de *certaines établissements qui ne présentent pas ce caractère* : les caisses de prévoyance des pêcheurs, les syndicats ouvriers et les sociétés coopératives de consommation.

I. — a) *Les caisses de prévoyance des pêcheurs* ont pour but de venir en aide aux pêcheurs âgés, malades, blessés ou estropiés, et aussi aux familles des pêcheurs qui ont été victimes d'un naufrage. Pour être admis à bénéficier du secours de la caisse, il faut tirer de la pêche les ressources nécessaires à l'existence. Mais, les étrangers comme les Belges, sont admis à profiter

de cette institution ; il y a 5 caisses principales de ce genre, qui ont fait approuver leurs statuts par des arrêtés royaux. Ce sont celles de Blankenberghe (2 février 1843), d'Heyst (17 octobre 1843), de la Panne-Adinkerke (24 décembre 1831), de Nieuport (25 novembre 1851) et d'Ostende (2 décembre 1850), toutefois, la première a cessé de fonctionner depuis 1867.

Les ressources de ces caisses sont alimentées : 1° par des retenues opérées sur le produit des pêches, ou par des cotisations imposées aux propriétaires de bateaux ou aux pêcheurs, 2° par des libéralités et par des subventions émanant des pouvoirs publics. Mais il paraît que, dans la pratique, les cotisations ne sont pas très régulièrement versées (1).

Elles sont administrées par des commissions de 5 à 7 membres qui exercent gratuitement leurs fonctions ; la composition de ces commissions est ordinairement la suivante : le bourgmestre, un membre du bureau de bienfaisance, deux armateurs de bateaux de pêche, un pêcheur et deux pilotes ; la pension de retraite n'est accordée que lorsque le pêcheur est incapable de prendre la mer.

Le taux de la pension est généralement peu élevé ; il n'est guère que de 10 à 25 fr. par mois à Ostende, pour les pêcheurs âgés de 60 à 75 ans, à la condition

(1) VELGHE, *Rapport sur les travaux de la commission des pensions ouvrières*, p. 17 et s.

qu'ils aient pratiqué la pêche jusqu'à 60 ans. Or, la caisse d'Ostende est une de celles qui accordent les allocations les plus élevées aux pensionnés. Généralement, des majorations sont dues, 2 fr. ou 5 fr. par mois lorsque la femme du pêcheur est âgée de plus de 60 ans. Les veuves des pêcheurs décédés, soit en activité de service, soit après l'entrée en jouissance de leur pension, bénéficient d'une réversion de cette pension à concurrence de 5 à 10 fr. par mois, suivant l'âge de la veuve et l'âge auquel le mari a cessé de pratiquer son métier de pêcheur. La pension est perdue en cas de nouvelle union contractée par la femme. Elle est au contraire majorée d'autant de fois 2 fr. qu'il existe d'enfant âgé de moins de 14 ans. Des pensions réduites peuvent être servies aux pêcheurs qui deviennent, avant l'âge de 60 ans, incapables de continuer leur métier, par suite d'un accident survenu dans l'exercice de leur profession.

La pension n'est d'ailleurs acquise qu'à l'individu qui justifie avoir habité pendant un certain temps (5 ou 10 ans) la localité où fonctionne la caisse. Il faut retenir que la condamnation à une peine infamante et aussi le fait de s'adonner à l'ivrognerie, ou d'avoir troublé l'ordre public par des rixes, entraîne la déchéance du droit à la pension. La plus importante de ces caisses est celle d'Ostende.

b) *Les organisations ouvrières* ont abouti également à la création d'institutions de retraite. Dans l'ancien

droit, les corporations ouvrières, qui étaient très développées dans les provinces flamandes, avaient adopté des combinaisons pratiques tendant à garantir les affiliés contre les risques du chômage et les effets de la vieillesse. Mais la doctrine individualiste de la Révolution française, avec la loi Chapelier, du 14 juin 1791, s'éleva contre toutes les associations ou corporations et les ouvriers furent dès lors livrés à leurs propres forces. On peut affirmer que, pendant toute la première moitié du xix^e siècle, le but constant de l'Etat, en Belgique comme en France, fut d'entraver l'association sous toutes ses formes et sans s'inquiéter du but qu'elle poursuivait. Cependant l'hostilité contre les groupements ouvriers ou patronaux n'aboutit pas à empêcher certaines initiatives de se former et d'agir.

Tandis que les patrons constituaient des bourses particulières, les ouvriers se réunissaient dans des bourses communes, le but de ces deux organismes était de remédier aux maux résultant des accidents du chômage ou de l'invalidité. Ces associations ne comprenaient guère, d'ailleurs, que des gens du même métier ; elles étaient fermées à ceux qui appartenaient à d'autres professions : il y avait notamment des associations de chapeliers, de typographes, de bijoutiers. Elles couvraient les risques les plus divers : accident, maladie, etc., distribuaient des secours de vieillesse à leurs membres ; leur situa-

tion financière était d'ailleurs loin d'être toujours brillante (1).

c) En 1885, un évènement capital se produisit pour la classe ouvrière : les groupes socialistes d'Anvers, de Charleroi, de Bruxelles, le Vooruit de Gand fusionnèrent ensemble et ainsi fut constitué, le 9 avril, à Bruxelles, le parti ouvrier. Ce parti a un programme, qui ne porte pas seulement sur les questions politiques ou d'ordre économique, il prétend s'imposer à l'esprit et au cœur de l'homme par l'attrait d'une doctrine philosophique capable de le disputer à la doctrine chrétienne (2).

Le parti ouvrier belge a pour base essentielle des groupements coopératifs qui fournissent à leurs affiliés des subsides, en cas de conflit avec les patrons. La plus connue de ces sociétés coopératives est le Vooruit (ce qui signifie « en avant »), fondé à Gand en 1880 par Anseele, et qui comptait en 1898, 9.895 membres (3). On sait que le Vooruit est essentiellement une boulangerie coopérative sur laquelle se sont greffés, par la suite, divers services accessoires concernant le vêtement et l'alimentation. De plus, on y donne des conférences, des représentations populaires, des concerts en vue de permettre aux ouvriers, à la fois de s'ins-

(1) VANDERVELDE, *Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique*, Bruxelles, 1891, 2^e part., tit. I; — VARLEZ, *Economie sociale*, Belgique *Rapport général présenté à l'Exposition universelle de Paris de 1900*, Bruxelles, 1901, p. 184.

(2) DESTREE et VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, Paris, 1898.

(3) DESTREE et VANDERVELDE, *Op. cit.*, p. 33.

truire et de se distraire. Un service de pensions fonctionne depuis 1892 au Vooruit : tous ceux qui, outre le pain, achètent pour 150 fr. de marchandises par an, ont droit, après 20 ans de participation, et à 60 ans d'âge, à une pension qui varie de 0 fr. 40 à 1 fr. par jour (1). Signalons, d'autre part, qu'à Bruxelles, la Maison du peuple a organisé une caisse d'assurance mutuelle au profit de ses membres, depuis 1896.

II. — Mais c'est incontestablement à la *Mutualité* que doivent être attribués les progrès rapides accomplis par les institutions de prévoyance en Belgique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le Gouvernement, qui s'était d'abord montré méfiant vis-à-vis des associations de toute nature, reconnut officiellement l'existence des Mutualités par la loi du 3 avril 1851 ; il y avait alors 200 sociétés existantes, avec près de 70.000 membres ; mais, le progrès accompli par cette réforme législative fut atténué par les formalités nombreuses que la loi imposait à toute société désirant obtenir la reconnaissance officielle. Aussi, en 1887, les Mutualités reconnues n'avaient guère prospéré, et elles n'étaient encore qu'au nombre de 254, avec un effectif de 36.000 membres. Bien plus nombreux étaient les groupements qui s'étaient cons-

(1) Zoo, *La Coopération ouvrière socialiste*, Bruxelles, 1900 ; — DESTREE et VANDERVELDE, *Op. cit.*, p. 25 et s.

titués d'une manière indépendante, et qui n'avaient sollicité aucune intervention gouvernementale (1).

Comme la reconnaissance par l'Etat procurait aux sociétés de secours mutuels le bénéfice de la personnalité juridique, le Gouvernement entreprit, vers 1887, une propagande en vue d'amener les sociétés indépendantes à bénéficier de la reconnaissance légale. Cette entreprise réussit et, à la fin de 1893, il y avait 532 sociétés mutuelles officiellement reconnues, comptant 74.104 membres actifs et 11.554 membres honoraires.

Ce fut sur ces entrefaites que fut votée la loi du 23 juin 1894, qui a réglementé à nouveau la Mutualité en Belgique. Aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, la reconnaissance légale est de droit pour les sociétés mutualistes ayant leur siège social en Belgique, et constituées dans le but : 1^o d'assurer aux sociétaires et aux membres de leurs familles des secours temporaires en cas de maladie, blessures ou de décès; 2^o de faciliter aux sociétaires et aux membres de leurs familles l'affiliation aux caisses d'épargne, de retraite et d'assurance dépendant de la Caisse générale d'épargne et de retraite placée sous la garantie de l'Etat. Dans ces sociétés sont comprises, mais à titre facultatif seulement, celles qui ont pour objet la constitution d'un fonds destiné à venir en aide, par

(1) DESTREE et VANDERVELDE, *Op. cit.*, p. 20 et s.; VERMEERSCH, *Manuel social*, Louvain, 1900.

des allocations annuelles, aux sociétaires âgés ou infirmes, ou, après leur mort, aux membres de leurs familles. La loi spécifie que ces allocations ne doivent être prélevées que sur les revenus des capitaux et sur les autres ressources annuelles ; leur taux, qui est sujet à révision, ne peut excéder le chiffre de 1.200 fr. par personne. Ces fonds sont désignés sous le nom de fonds spéciaux de retraite (1).

La reconnaissance légale confère aux sociétés mutualistes des avantages sérieux : elle leur permet d'ester en justice, de recevoir des dons ou legs et de posséder des immeubles. Indépendamment de la personnalité morale, la loi de 1894 a concédé aux sociétés mutualistes de nombreuses immunités fiscales : le *Moniteur* insère gratuitement les publications prescrites par la loi ; elles jouissent de la franchise postale dans leur correspondance avec les diverses autorités publiques ; elles sont exonérées des droits de timbre et d'enregistrement (2) ; elles peuvent être gratifiées de subventions annuelles, et elles possèdent des facilités spéciales dans leurs rapports avec la Caisse générale d'épargne et de retraite et la Banque nationale (dépôt et encaissement de valeurs gratuits) : c'est ainsi que, depuis 1897, la Caisse générale d'épargne ne prélève aucun courtage ni aucune indemnité de

(1) MAHILLON, *Les pensions de retraites ouvrières et les fonds spéciaux de retraite*, Bruxelles, 1891. Travaux des membres de la commission des pensions ouvrières, Bruxelles, 1899.

(2) SOENENS, *La Mutualité en Belgique*, Louvain, 1900, p. 190 et s.

gestion pour les opérations relatives aux carnets de rente des sociétés mutualistes reconnues : et elle alloue un intérêt de faveur de 3 % aux fonds déposés par ces Mutualités sur les livrets de la caisse d'épargne.

Il faut ajouter encore que, depuis l'année 1898, les subsides et les primes d'encouragement accordés par les pouvoirs publics sont uniquement destinés aux sociétés belges reconnues, c'est-à-dire à celles qui ont leur siège sur le territoire belge.

Une décoration spéciale a été créée pour récompenser le dévouement des personnes qui ont mis leur activité au service de la cause mutualiste. Le Gouvernement belge ne ménage pas non plus l'argent nécessaire à l'extension de la Mutualité : c'est ainsi qu'à la veille de la promulgation de la loi du 10 mai 1900, le crédit ouvert dans ce but atteignait 700.000 fr. (1).

De pareilles faveurs ne sont pas accordées aux Mutualités sans que celles-ci aient à supporter des obligations multiples ; aux termes de l'art. 5 de la loi de 1894, toute société reconnue doit faire connaître ses statuts au gouverneur de la province où se trouve le siège social, et lui communiquer en même temps la liste de ses administrateurs ou fondateurs ; en outre, ces sociétés sont tenues de transmettre leurs comptes au Ministère de l'Industrie et du Travail et de répondre à toutes les demandes de renseignements qui leur sont

(1) ARSANDAUX, *Op. cit.*, p. 132.

adressées, soit par le Gouvernement, soit par la commission permanente ou par les comités de patronage des sociétés de secours mutuels. Les sociétés qui ne se conformeraient pas à toutes ces obligations, ou qui méconnaîtraient le but en vue duquel elles se sont formées, se verraient retirer le bénéfice de la personnalité civile par le tribunal de 1^{re} instance du siège social. Il y a là, suivant les cas, soit une faculté, soit une obligation pour ce corps judiciaire : il a la faculté d'ordonner la dissolution, à la demande d'un intéressé ou du ministère public, lorsque l'association se trouve, en raison de l'insuffisance de ses ressources, dans l'impossibilité de satisfaire à ses obligations (loi de 1894, art. 23). Mais le tribunal est tenu de prononcer cette dissolution, à la demande d'un associé ou du ministère public, si l'association cesse de poursuivre le but en vue duquel elle a été reconnue, ou si elle se livre à des opérations d'une autre nature (1).

Le Gouvernement ne peut, dans aucun cas, retirer la reconnaissance à une société reconnue. Lorsqu'une société, après avoir été spécialement avertie par le Gouvernement, ne se conforme pas aux dispositions légales ou à ses statuts, celui-ci peut lui retirer certains avantages ; les administrateurs contrevenant de mauvaise foi aux dispositions de la loi sont passibles d'une amende de 1 à 200 francs, dont le montant sera

(1) DESTREE et VANDERVELDE, *Op. cit.*, p. 25 et s.

versé à la caisse de la société à laquelle ils appartiennent.

Le 1^{er} janvier 1900, les Mutualités reconnues se divisaient en 1.615 sociétés d'assurance contre la maladie, la vieillesse ou la mort, 1,287 Mutualités d'affiliation à la Caisse de retraite et 26 sociétés sans destination bien spécialisée.

D'une manière générale, ces sociétés peuvent être réparties en deux groupes : les associations professionnelles, et celles qui n'ont pas ce caractère. On peut affirmer, d'ailleurs, que le mouvement mutualiste a été considérable en Belgique à l'époque la plus récente. Voici, en effet, le nombre des sociétés et des fédérations qui ont été reconnues dans le cours des six dernières années, il existait :

Au 31 décembre 1900, 4.993 sociétés et 26 fédérations.					
Au 31	—	1901, 5.807	—	39	—
Au 31	—	1902, 6.166	—	47	—
Au 31	—	1903, 6.447	—	58	—
Au 31	—	1904, 6.766	—	76	—
Enfin au 31	—	1905, 7.079	—	84	—

Sur ce dernier chiffre, il y avait le 31 déc. 1905, 2.400 sociétés d'assurance-maladie, 4.562 sociétés de retraites et 177 sociétés spéciales (1).

Les Mutualités recrutent leurs membres parmi toutes les catégories sociales ; on y rencontre des

(1) PIC et GODARD, *Questions pratiques de législation ouvrière*, Paris, 1906, p. 343.

personnes exerçant des professions libérales, des employés et des ouvriers et même des membres du clergé. Il y a aussi des Mutualités réservées aux hommes et des Mutualités réservées aux femmes, des Mutualités pour enfants, des Mutualités mixtes et des Mutualités familiales (1). Il est intéressant de remarquer qu'on n'hésite pas en Belgique à accepter les enfants, à partir de l'âge de 6 ans, dans les Mutualités scolaires (loi du 9 août 1897, et arrêté du 27 août 1897). On cherche par là à développer le sentiment de la prévoyance chez les jeunes générations (2).

Les résultats obtenus sont d'ailleurs des plus encourageants ; parmi les versements effectués à la Caisse générale de retraite en 1901, ceux provenant des Mutualités scolaires se sont élevés à 1.628.963 fr. (3).

Au 31 décembre 1904, le nombre des sociétés mutualistes scolaires affiliant leurs membres à la Caisse de retraite était de 744 (4).

Toutefois, il est permis de se demander s'il n'y a pas quelque danger à inculquer trop profondément le goût de l'épargne aux enfants ; on leur recommande, lorsqu'ils ont quelque argent, de ne pas le dépenser en achats de jouets ou de livres, mais de l'employer à

(1) SOENENS, *Op. cit.*, p. 155 et s. ; — *Compte-rendu du congrès mutualiste provincial de Liège*, Rapport de M. Smets, Liège, 1901, p. 5 et s.

(2) SOENENS, *Op. cit.*, p. 161.

(3) *Compte-rendu de la Caisse générale de retraite pour 1902*.

(4) BELLOM, *La Mutualité libre à l'Etranger*, Bordeaux, 1906.

l'acquisition de timbres-épargne, parce qu'au bout de peu de temps la somme économisée, même la plus faible, leur rapportera un intérêt. Il nous semble qu'en procédant ainsi, on risque d'étouffer les sentiments généreux de l'enfant et de le porter non seulement à épargner, mais aussi à thésauriser. Il n'est pas inutile de rappeler, d'ailleurs, que les Mutualités scolaires ne sont pas une création de la prévoyance belge, et que cette institution a été pratiquée pour la première fois en France par M. Cavé en 1889.

III. — A la différence de la loi du 3 avril 1851, qui était muette sur la possibilité, pour les mutuelles, de se fédérer, la loi de 1894 (art. 3), autorise les fédérations ; mais moins libérale que la loi française du 1^{er} avril 1898, elle spécifie les cas dans lesquels les fédérations pourront bénéficier de la reconnaissance légale ; il en sera ainsi, s'il y a : 1^o mutation de fédération à fédération ; 2^o organisation en commun de certains services (par exemple réassurance) ; 3^o institution de conseils d'arbitrage destinés à aplanir les différends qui surgiraient entre les sociétés fédérées. La statistique que nous avons rapporté plus haut démontre que le nombre des fédérations n'a pas cessé de s'accroître dans ces dernières années.

Ces associations ont, en effet, une utilité incontestable : par la mutation, elles exonèrent les mutualistes qui changent de société du paiement d'un nouveau droit d'entrée et d'un nouveau stage. Par l'organisa-

tion en commun de leurs services médicaux et pharmaceutiques, elles réservent aux sociétés de sérieux bénéfices. Par l'institution de conseils d'arbitrage, elles règlent les différends et aplanissent les difficultés qui peuvent s'élever entre les membres des Mutualités fédérées et évitent les froissements qui pourraient résulter de jugements rendus par les autorités publiques. Par la réassurance, elles viennent en aide aux sociétaires malades ; en effet, les ressources des sociétés ne leur permettent guère de secourir leurs membres pendant toute la durée d'une longue incapacité de travail (la durée moyenne des subsides est, en général, de 3 à 6 mois). Lorsque la société a rempli ses obligations, la fédération continue à payer, pendant le temps nécessaire, à l'occasion pendant plusieurs années, l'indemnité que la société allouait. Ce dernier service a pris une grande importance depuis quelques années et la majeure partie des fédérations l'ont organisé.

Parmi les principaux de ces groupements, on peut citer, la fédération des sociétés de secours mutuels du bassin de Charleroi, fondée en 1895, et qui compte environ 7.000 adhérents, et la fédération des Mutualités chrétiennes des provinces wallonnes, comprenant près de 10.000 membres (1). Parmi ces sociétés, un grand nombre et notamment la fédération mutualiste des sociétés de l'arrondissement de Liège n'ont pas

(1) SOÉNENS, *Op. cit.*, p. 160.

d'autre objet que la constitution de pensions de vieillesse (1). Le progrès de ces institutions est facile à comprendre si l'on réfléchit que, depuis plus de 20 ans, le Gouvernement n'a pas cessé de mener une propagande très active en faveur de leur extension. Dans ce but, ont été créés la commission permanente des sociétés mutualistes (depuis la loi de 1894) et le bureau des institutions de prévoyance de l'Office du travail (2). Le Gouvernement n'a pas ménagé non plus les subsides en vue d'assurer le succès de ces institutions.

IV. — Il faut remarquer, d'ailleurs, que ce sont les sociétés de retraite qui tiennent la place prépondérante dans la Mutualité, au moins par le nombre de leurs affiliés. Il faut observer, à cet égard, que si la reconnaissance légale est de droit relativement aux sociétés qui ont pour but de faciliter l'affiliation à la Caisse générale de l'Etat, les caisses d'allocations annuelles, c'est-à-dire celles qui se proposent la constitution d'un fonds destiné à servir des secours annuels aux sociétaires âgés ou infirmes, ou, après la mort de ces derniers, à leurs familles, ont seulement la faculté d'obtenir la reconnaissance (loi de 1894, art. 2, § 3). Mais les sociétés du second type se rencontrent peu fréquemment en Belgique ; citons seulement la Caisse de prévoyance et de secours du corps

(1) SOÉNENS, *Op. cit.*, n° 1,047.

(2) VARLEZ, *Rapport sur la loi des pensions des pensions de retraites en Belgique, présenté au 2^e congrès national des retraites pour la vieillesse*, Paris, 1905, p. 166.

médical belge, fondée en 1870, comme ayant bénéficié des dispositions de l'art. 2 de la loi de 1894.

Contrairement à la loi française du 1^{er} avril 1898, le législateur belge n'autorise pas, en principe, les sociétés de secours mutuels à constituer elles-mêmes des pensions à leurs membres (loi de 1894, art. 2, § 2). Les caisses de pensions de retraite proprement dites ne peuvent pas obtenir la reconnaissance légale. Le législateur belge a été frappé des inconvénients que présente la constitution de pensions de retraite dans des groupements où le petit nombre des adhérents ne permet pas de prévoir l'application des lois de la mortalité avec une approximation suffisante. C'est pour cette raison que la loi belge n'a pas voulu permettre aux sociétés de secours mutuels de prendre la responsabilité de ces problèmes; elles ne peuvent que servir d'intermédiaires entre leurs membres et la Caisse générale de retraite; on a craint que, sous l'enthousiasme des premiers moments, les sociétés ne fussent portées à faire des promesses imprudentes. Or, si les calculs ne sont pas établis suivant des données scientifiques rigoureuses et que la charge des pensions grossisse chaque année, la marche de la société se trouve arrêtée, si elle n'est pas en mesure de s'imposer de lourds sacrifices et de proportionner ses efforts à la grandeur du but à atteindre. Les sociétés dont les adhérents sont jeunes, et qui contractent des engagements lointains, ne songent pas toujours

à tous les procédés financiers qu'il faudra mettre en jeu pour arriver à tenir leurs promesses. Les auteurs de la loi belge ont pensé qu'il était sage « de ne pas s'écarter de la pensée des auteurs de la loi de 1851 (pour qui les sociétés de secours mutuels et la Caisse de retraite de l'Etat devaient se compléter réciproquement), non plus que de la voie dans laquelle s'était engagé le Parlement en votant, depuis plusieurs années, un crédit en faveur des sociétés mutualistes affiliant leurs membres à la Caisse de retraite de l'Etat sous la forme du livret individuel » (1).

Contre cette opinion, on avait fait valoir qu'il serait possible aux sociétés de secours mutuels de se grouper en fédérations suffisamment importantes pour recourir à des administrateurs compétents au point de vue scientifique et technique. Mais cette considération ne prévalut pas et, en définitive, la Caisse générale de retraite se trouve investie d'un monopole de fait.

Cette conception législative a donc abouti à faire des sociétés mutuelles des intermédiaires au profit de la Caisse de retraite, et les affiliés ne peuvent qu'y gagner au point de vue de la certitude qu'ils possèdent de toucher la pension qui leur sera due, en échange de leurs versements, lorsque arrivera la vieillesse. Il va sans dire qu'une pareille combinaison n'est pas de nature à enlever aux sociétés le caractère d'une Mutualité (2).

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des représentants, 1893-94, p. 1760 et s.).

(2) SOENENS, *Op. cit.*, p. 169.

Les Mutualités n'ont d'autre but que de faciliter à leurs membres l'affiliation et les versements ultérieurs à la Caisse générale de retraite ; les sociétaires s'engagent à verser une cotisation périodique minima que la société doit faire parvenir à la Caisse générale, dès que l'ensemble des versements effectués représente le prix d'achat d'un franc de rente. C'est à l'intéressé qu'il appartient de fixer le mode de versement (à capital aliéné ou réservé), qu'il préfère (1). Si l'affilié quitte la société, il conserve son droit aux rentes qui sont inscrites sur son livret individuel.

Il est possible, d'ailleurs, à la société, de majorer proportionnellement les versements de ses membres au moyen de fonds provenant d'une caisse spéciale constituée à la fois par des libéralités, des souscriptions particulières, des amendes et des subsides du Gouvernement. Seules, les personnes qui sont sociétaires depuis un certain temps, ou celles dont la situation est particulièrement intéressante, peuvent bénéficier de ces majorations.

On a critiqué ce mode de répartition des subventions (2), en raison de la faveur qu'il crée au profit des sociétaires qui sont inscrits depuis un certain

(1) Une pension à capital aliéné est l'équivalent d'une pension constituée à fonds perdu ; le capital est aliéné définitivement ; au contraire, quand la pension est à capital réservé, ce capital fait retour sans intérêt aux héritiers du pensionné ; il est évident que les pensions de la première catégorie sont plus élevées que les autres.

(2) ARSANDAUX, *Op. cit.*, p. 176.

nombre d'années. Il est possible de soutenir, en effet, que les libéralités ou les subventions s'adressent également à tous les membres qui font actuellement partie de l'association ; en conséquence, il serait peut-être plus conforme à l'équité de distribuer également, entre tous, les majorations de versement résultant des dons, legs ou subventions annuels.

Les sociétés mutuelles jouent de cette manière, en Belgique, le rôle d'agents actifs, ayant pour mission de développer le sentiment de la Mutualité dans la population. Ce sont des intermédiaires utiles, parce qu'elles prennent à leur charge l'accomplissement de toutes les formalités exigées par la Caisse de retraite (production de pièces, passation d'écritures sur le livret). Non seulement leurs adhérents sont exonérés de tout souci à cet égard, mais encore, ils ont la perspective de bénéficier d'une pension supérieure à celle que leur procurerait exactement leurs versements, en raison des majorations opérées par les sociétés, grâce aux subsides et aux dons. Par suite de la faveur dont elles sont entourées par le Gouvernement, qui n'a pas hésité à leur accorder des subventions importantes, les Mutualités de retraite n'ont pas cessé de progresser depuis 1900. Au 1^{er} janvier 1900, ces sociétés n'étaient qu'au nombre de 1.287 (1) ; au 31 décembre 1903, on en comptait 4.562 (2).

(1) ARSANDAUX, *Op. cit.*, p. 178.

(2) PIC et GODARD, *Op. cit.*

A côtés des sociétés mutuelles proprement dites, il existe en Belgique comme en France, des entreprises de prévoyance et de retraite, de nature tontinière, qui comptent un certain nombre d'adhérents. Elles obtiennent de leurs membres l'engagement de verser une cotisation mensuelle, destinée à constituer un capital inaliénable, dont les revenus sont répartis, après un certain nombre d'années, entre tous les associés survivants qui ont régulièrement payé leurs cotisations. Dans une pareille organisation, la situation des affiliés est inégale : ceux qui sont entrés les plus jeunes sont favorisés au détriment des plus âgés, puisque les chances de mortalité croissent avec l'âge, ce ne sont donc pas de vraies institutions de Mutualité, parce que, suivant le principe inscrit dans l'art. 2, § 2, de la loi française du 1^{er} avril 1898, les sociétés de secours mutuels doivent garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autres distinctions que celles qui résultent des cotisations fournies et des risques apportés (1).

Un autre inconvénient des groupements de ce genre, c'est qu'ils sont exposés à n'avoir qu'une durée éphémère : en effet, les cotisations versées étant affectées à la formation d'un capital inaliénable, les membres de la société ont intérêt à la dissoudre, lorsque le

(1) DUBOISDENGHIEN, *Quelques expériences au sujet des pseudo-mutualités de retraite*, Bruxelles, 1899; — *Les institutions de prévoyance de Belgique*, Bruxelles, 1900, p. 49.

capital s'est élevé à un chiffre considérable et, en tout cas, ils seront fatalement amenés à se montrer très sévères à l'égard des adhésions nouvelles en vue de garder pour eux les fonds accumulés grâce aux versements antérieurs : plus le nombre des adhérents est faible, plus la part de chacun est considérable. Or, si les efforts des Mutualités doivent avoir pour but d'assurer le droit à l'existence, sur l'âge de la vieillesse, à ceux qui n'auront pas eu les moyens de se constituer des économies, elles ne doivent pas avoir pour résultat de dégénérer en sociétés de spéculation, où les adhérents de la première heure se considéreraient comme ayant des droits supérieurs à ceux des nouveaux affiliés.

Les dangers résultant des inégalités qui règnent entre les associés sont encore aggravés par les espérances chimériques et irréalisables que ces sociétés propagent dans le public (1).

Presque toutes promettent de servir des rentes viagères supérieures à celles qui sont fournies par la Caisse générale de retraite ; or, une pareille allégation ne peut séduire et convaincre que les personnes étrangères aux questions financières et techniques de la prévoyance : il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les répartitions provenant de la Caisse générale de retraite sont effectuées à la fois avec le capital et les

(1) DUBOISDENGHIEN, *pseudo-mutualités*, *Op. cit.*, p. 16 et s.

revenus de ce capital, tandis que, dans les sociétés dont il s'agit, le capital, étant inaliénable, ne peut entrer pour aucun élément en ligne de compte dans le service de la pension. Aussi ces institutions particulières, connues en Belgique sous le nom de pseudo-mutualités, ont-elles toujours été regardées comme de nature à nuire à la véritable épargne, et l'on a dit qu'elles en compromettaient le développement par leurs réclames fallacieuses et leurs agissements. Une véritable campagne de presse a été entreprise contre elles (1) et, si une intervention prohibitive du législateur ne s'est pas jusqu'à ce jour manifestée à leur encontre, c'est sans doute parce qu'elles ont échoué sous la réprobation unanime. Les sentiments égoïstes qui dominent dans ces associations proviennent de leur caractère tontinier ; on peut dire qu'elles n'offrent aucun des traits distinctifs des institutions de prévoyance, qui reposent essentiellement sur des idées altruistes.

V. — Les institutions de prévoyance, en Belgique, n'ont pas été organisées seulement grâce à l'effort des ouvriers ; les patrons ont compris qu'ils devaient contribuer à leur développement. Il nous reste donc, avant d'arriver au rôle de l'Etat dans la prévoyance, à mentionner les institutions dues à l'initiative patronale.

Celles-ci se divisent en deux groupes : il y a, d'abord, les institutions qui sont affiliées à la Caisse

(1) *Le National bruxellois*, 7 nov. 1900.

générale de retraite. Mais la majorité poursuit une œuvre indépendante et n'a pas bénéficié, par suite, de la reconnaissance légale. On reproche à ces dernières de n'être par établies sur des données scientifiques très rigoureuses (1). Des critiques d'un autre ordre sont dirigées contre elles : bien que les ouvriers contribuent, pour la plus grosse part, à alimenter les caisses patronales, ils perdent le plus souvent, et sans aucune compensation, tout droit à une pension de retraite, le jour où ils quittent l'établissement industriel auquel sont annexées ces caisses. En outre, un autre inconvénient s'attache à l'institution des caisses patronales : les patrons, craignant que, par suite de l'aléa des affaires commerciales, ils ne soient pas toujours en mesure d'assurer le service des pensions stipulées, sont amenés à opérer fréquemment des réductions et à manquer ainsi souvent à leurs promesses. Enfin, les ouvriers qui versent aux caisses patronales voient leur liberté entravée dans une certaine mesure ; ils sont exposés à perdre le fruit de leurs économies s'ils quittent l'établissement à la caisse patronale duquel ils ont commencé à verser une fraction de leurs salaires. Et même, en supposant qu'ils n'aient aucun grief contre le patron, qu'ils n'aient aucun motif de se séparer de lui, ils ne sont jamais à l'abri d'une crise commerciale qui, atteignant l'usine, amène du même coup la faillite et la liquidation de la caisse de pré-

(1) LEFRANC, *Op. cit.*

voyance sur le fonctionnement de laquelle ils avaient légitimement compté (1).

Certes, l'organisation de ces caisses est une entreprise digne d'être approuvée ; elle témoigne d'un louable sentiment de solidarité entre les patrons et les travailleurs ; elle constitue la preuve manifeste que beaucoup de chefs d'entreprise songent aux intérêts de leurs ouvriers et cherchent à atténuer leur misère. Mais il faudrait aller encore plus loin dans cette voie : il est désirable que les retenues opérées sur les salaires des ouvriers, et qui représentent leurs cotisations, soient placés à l'abri de toutes les éventualités et puissent leur assurer, en toute hypothèse, la retraite qu'ils ont espéré pendant toute leur existence. De là, une tendance incontestable à ce que les institutions patronales de prévoyance, de même que les Mutualités ordinaires, se transforment en intermédiaires ayant pour but de faciliter l'affiliation des employés et des ouvriers des grandes sociétés industrielles à la Caisse générale de l'Etat.

C'est cette dernière idée qui a présidé à l'évolution des caisses patronales au cours du xix^e siècle. Ce fut sous l'influence d'un ingénieur de Liège, Auguste Visschers, que les caisses patronales de prévoyance commencèrent à se répandre (2). D'après lui, « pour

(1) SOENENS, *Op. cit.*, p. 165 et s.

(2) VISSCHERS, *De l'établissement des caisses de prévoyance en Belgique en faveur des ouvriers mineurs*, Bruxelles, 1839.

ériger une caisse de prévoyance, il est nécessaire d'y faire participer principalement et obligatoirement les ouvriers intéressés, en leur inculquant les principes de prévoyance et d'économie auxquels tout homme vigilant doit s'attacher ». Il considère que cette institution, pour fonctionner, suppose trois éléments : D'abord, une certaine popularité dans le milieu ouvrier, de manière que les cotisations des salariés forment la première base du capital indispensable pour le service des retraites. Ensuite, l'assistance financière des patrons, qui sont tenus de venir en aide à leurs ouvriers, là où le versement intégral des cotisations nécessaires constituerait pour ces derniers, en raison du taux minime de leurs salaires, une gêne insurmontable. Enfin, l'intervention du Gouvernement doit aussi se manifester, d'abord en accordant des subsides à l'institution, et ensuite en pratiquant un contrôle rigoureux des opérations faites, de manière à garantir aux ouvriers, le cas échéant, le service de la retraite, en vue de laquelle ils se sont imposés des sacrifices.

Ce fut sous l'influence de Visschers que se fondèrent les principales caisses patronales, entre 1839 et 1844, à Liège, Namur, Mons, Charleroi et Luxembourg (1). La situation de ces caisses fut, dès le début, très prospère, la loi du 28 mars 1868 leur accorda une

(1) SMEYSTERS, *Les institutions de prévoyance dans les charbonnages belges*, p. 364.

personnalité civile restreinte, avec quelques-uns des avantages dont les sociétés mutualistes bénéficiaient depuis la loi du 3 avril 1851. En vue de favoriser la prévoyance, les cahiers des charges des concessions minières accordées par le Gouvernement obligent les concessionnaires à s'affilier à une institution patronale collective, et l'organisation de ces diverses caisses est surveillée par une commission permanente instituée par l'arrêté du 25 février 1874.

Les caisses de prévoyance sont alimentées : 1° par une retenue opérée sur les salaires des ouvriers ; 2° par des versements patronaux ; 3° par des subsides des pouvoirs publics ; 4° par des dons, legs et par les revenus de l'encaisse.

A l'origine, la retenue était fixée ainsi que les versements patronaux, à 0,50 % des salaires. Mais ce taux a été assez rapidement augmenté. En 1870, les versements à la caisse de Mons ont été portés à 2 1/2 %, la moitié en étant prélevée sur les salaires. Les caisses de Charleroi et de Namur ont décidé de laisser à la charge des exploitants le versement des subventions annuelles, interdisant même, d'une façon absolue, d'en faire supporter la moindre part aux ouvriers.

Ces caisses de prévoyance sont administrées par des commissions, qui sont composées de patrons et d'ouvriers ; ces commissions comprennent de droit certains fonctionnaires : le commissaire d'arrondissement et le gouverneur de la province. Le siège de

cette commission est au chef-lieu de l'arrondissement ou de la province ; chaque commission nomme son président et son secrétaire ; elle statue sur les demandes de secours qui lui sont adressées, elle arrête son règlement et elle publie un compte-rendu annuel de ses opérations. Les caisses de prévoyance servent des pensions temporaires ou viagères, des secours qui sont accordés :

1° A des personnes sans titre suffisant pour obtenir une pension, mais qui, néanmoins, par leur situation particulière, sont jugées dignes d'être assistées ; puis des pensions viagères auxquelles ont droit les ouvriers, mutilés ou blessés dans leur travail, effectué soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'exploitation ;

2° Aux veuves des ouvriers qui ont péri par accident, en travaillant dans la mine ;

3° Aux pères, mères, aïeuls ou aïeules des ouvriers qui ont péri par accident, lorsque incapables de s'entretenir eux-mêmes, ils étaient à la charge du défunt.

Quant aux pensions temporaires, elles sont accordées aux enfants d'ouvriers qui ont été pensionnés pour incapacité de travail, aux enfants de veufs pensionnés, aux orphelins de père et de mère, quand le père ou la mère survivant a péri dans un accident ;

4° Aux jeunes frères et sœurs de l'ouvrier qui a péri par accident, lorsqu'ils sont dans le besoin, et que le défunt était leur principal soutien. Ces pensions sont temporaires comme les besoins auxquels

elles ont pour but de pourvoir, et, en général, la période pendant laquelle l'enfant est incapable de subvenir à sa subsistance est fixée à un âge variant, suivant les caisses, entre 12 et 15 ans.

En outre, des secours temporaires ou viagers sont accordés, par les caisses, pour l'intervalle qui s'écoule entre le jour où un ouvrier est frappé par un accident et l'époque à laquelle s'ouvre son droit à la pension.

En ce qui concerne les conditions d'admission à la pension de vieillesse, on exige, en général, que le postulant ait atteint l'âge de 65 ans révolus et compte de 30 à 35 ans de service dans l'industrie des mines. La pension est constituée principalement par les cotisations des exploitants (de 1 1/2 à 2 % des salaires) ; à cette cotisation, il faut ajouter les subventions fournies par l'Etat ou les provinces. D'ailleurs, le taux de ces pensions est assez modique ; elles atteignent rarement le chiffre de 200 fr. ; le plus souvent, elles varient de 150 à 190 fr. Les travailleurs mutilés et incurables bénéficient seuls d'une pension plus élevée, qui peut s'élever jusqu'à 300 fr.

On a critiqué le chiffre modique de ces pensions ; notamment, au congrès international des mineurs d'août 1904, le délégué belge affirmait que, dans son pays, les pensions servies aux vieux ouvriers étaient insuffisantes pour leur assurer l'existence ; ainsi, dans le Borinage, les mineurs ne touchent leurs pensions qu'à l'âge de 65 ans, et elles ne s'élèvent la plupart

du temps qu'à 15 fr. par mois ; à Charleroi, cette pension mensuelle ne dépasse pas 20 fr. (1).

Ces critiques sont d'autant plus fondées que des transformations dans les procédés industriels, des méthodes nouvelles appliquées à l'exploitation des mines, peuvent concentrer la production minière entre les mains d'un nombre d'entrepreneurs plus restreint, et l'abaissement à la fois du nombre et du montant des cotisations patronales peut être le résultat de cette transformation. Enfin, l'industrie minière elle-même est exposée à des crises et, au cas de liquidation de certaines sociétés minières, on n'est pas sans inquiétude sur la situation qui serait faite alors aux intéressés, dans l'hypothèse où les capitaux en caisse ne pourraient répondre aux exigences du service des pensions. Il y a là un premier danger possible.

Un second vice de l'organisation de ces caisses, c'est qu'elles ont eu le tort de n'opérer aucune distinction entre les opérations de prévoyance relatives aux accidents et les opérations ayant pour objet la retraite. Or, la confusion de ces deux sortes d'assurances (assurances d'accidents et assurances de vieillesse) est de nature à entraîner des complications d'ordre technique. M. Lepreux, appréciant la pratique, suivie par les caisses de prévoyance d'accorder, tout à la fois, des pensions ou des secours à la suite d'accidents ou d'infirmités et des pensions de vieillesse,

(1) LAVOLLÉE, *Les classes ouvrières en Europe*, 2^e éd., t. II, p. 269, Paris, 1884 ; — Article de M. CAWROT, paru dans le *Petit Parisien* du 14 août 1904.

constate que, tandis que la charge annuelle provenant des pensions octroyées aux ouvriers infirmes est restée presque constante pendant une période de 17 années, la dépense due aux pensions de vieillesse a quadruplé pendant le même temps ; d'où des difficultés pour établir l'équilibre entre les charges et les ressources. Il propose de dédoubler l'organisme des caisses communes, de leur conserver exclusivement leur caractère principal d'institutions de prévoyance contre les accidents du travail, et de les établir sur de nouvelles bases que l'actuaire aura pour mission de fixer ; puis de rattacher le service des pensions de retraite à la Caisse générale de l'État (1).

Les critiques formulées par l'éminent publiciste paraissent des plus fondées ; la péréquation des engagements et des ressources est déjà fort délicate, lorsqu'il s'agit d'assurer le seul service des retraites. On conçoit, dès lors, qu'elle soit plus difficile à obtenir, lorsqu'il faut faire face, à la fois, aux indemnités dues pour accident et aux retraites proprement dites. Quand il s'agit de servir une retraite à partir d'un âge déterminé, on voit à peu près, d'après les tables de mortalité, quelle est l'importance des charges que l'on assume. Mais d'autres éléments entrent en jeu en ce qui concerne les accidents. Nombreuses sont les familles où cette dernière éventualité peut faire des

(1) LEPREUX, *Les pensions de vieillesse en Belgique. Rapport présenté au 2^e congrès international d'actuaire*, Londres, 1899.

victimes, et la difficulté rencontrée dans la constitution d'un fonds de réserve suffisant provient de l'indétermination des sinistres et de l'influence que peut exercer sur eux la volonté de l'ouvrier qui s'y expose ; de sorte que l'on ne sait plus où l'on va et on est entraîné à élargir indéfiniment le cadre de l'assurance. En toute hypothèse, l'éparpillement des ressources a pour conséquence de réduire la part de chaque assuré à une fraction excessivement minime.

VI. — Aussi ne faut-il pas s'étonner que des projets aient été élaborés, soucieux d'appliquer plus rigoureusement les méthodes scientifiques, principalement au sujet des pensions de retraite des ouvriers mineurs. L'un des derniers projets émane de M. de Fuisseaux, qui, avec plusieurs de ses collègues, a déposé le 17 janvier 1895, une proposition de loi sur les pensions des vieux houilleurs (1). M. de Fuisseaux rappelle, qu'à raison du procédé défectueux adopté par les caisses des houillères belges, qui ont le tort de mélanger à la fois les secours en cas de maladie et d'accident et le service des retraites, ces caisses se sont trouvées parfois dans des situations tellement embarrassées, que les retraites acquises ont été réduites dans de très fortes proportions (2). En conséquence, le projet sépare nettement les indemnités pour accident et les retraites proprement dites,

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1895, p. 423.

(2) SCHOENFELD, *Les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs en Belgique*, Bruxelles, 1888.

et il réglemente seulement ces dernières. D'après cette proposition, une pension annuelle de 600 fr., inaliénable et insaisissable, serait allouée à tout mineur ayant travaillé 30 ans au fond, ou 35 ans à la surface, et, âgé d'au moins 50 ans dans le premier cas, et de 55 ans dans le second. Cette caisse serait alimentée : 1° par une retenue de 0 fr. 10 opérée sur chaque journée de travail de l'ouvrier ; 2° par un versement égal de l'employeur ; 3° par un subside de l'Etat, égal aux deux tiers de la somme des versements précédents. L'assurance serait obligatoire, et la pension réversible sur la veuve ou les orphelins, âgés de moins de 16 ans. En outre, le patron payerait une contribution de 0 fr. 20, pour chaque journée de travail de chacun des ouvriers étrangers employés par lui.

Cette proposition a été reprise, par le même député, le 29 novembre 1900. Le chiffre de la pension et les conditions de son obtention sont maintenus, avec cette modification, toutefois, que les retenues sur le salaire, égales au versement du patron, sont de 3 % ; en outre le subside de l'Etat atteint les 2/3 du total de ces versements (1).

Les idées de M. de Fuisseaux ont été acceptées, sauf quelques légères additions, par M. de Ponthière, qui a déposé, le 3 mai 1901, une proposition visant plus spécialement les mineurs qui sont employés à des travaux de fond : le versement aux caisses de

(1) *Documents parlementaires*, Ch. des rep., 1900, n° 14. Séance du 27 nov. 1900.

prévoyance représenterait 6 % des salaires et serait constitué par des contributions fournies, par parts égales, par les ouvriers, par les patrons et par l'Etat. Les capitaux ainsi obtenus seraient répartis, jusqu'à concurrence de 30 fr. par tête, entre les mineurs ayant au moins 15 ans consécutifs de travail au fond, et justifiant d'une invalidité de nature à réduire, au moins de moitié, leur aptitude à tout travail. L'excédent alimenterait un fonds de réserve. La pension serait d'ailleurs réversible, inaliénable et insaisissable.

Signalons enfin la proposition de M. Emile Harzé, qui, généralisant l'idée inspiratrice des propositions précédentes, imagine d'instituer, par la voie de l'obligation, des pensions de retraite en faveur des ouvriers appartenant aux industries exploitées en vertu d'une concession permanente de l'Etat. Le service des pensions dont il s'agit serait assuré par la Caisse générale de retraite, moyennant une contribution fournie par les ouvriers, les patrons et l'Etat, dans la proportion d'un tiers pour chacun. Le droit à la pension s'ouvrirait, à 58 ans pour l'ouvrier du fond et à 63 ans pour l'ouvrier de la surface (1).

VII. — Outre les institutions patronales collectives, dont nous venons de parler, et qui sont communes à un certain nombre d'entreprises, il existe en Belgique une certaine quantité d'institutions de retraites patronales privées, c'est-à-dire dont tous les affiliés appar-

(1) *Travaux des membres de la commission des pensions ouvrières*, Bruxelles, 1900.

tiennent à la même exploitation. Ces institutions privées ne sont pas très nombreuses, malgré les efforts qui ont été tentés pour en favoriser l'essor. Comme caractère commun, ces caisses ont leur actif constitué, en majeure partie, par des subventions patronales, et dans beaucoup, l'affiliation à ces caisses est obligatoire (1).

Nous signalerons notamment la caisse de retraites établie par la Société de la Vieille-Montagne (2). Cette société a accompli une œuvre très complète de prévoyance sociale. Elle pratique avec succès un système de salaires avec primes rémunérant l'intensité de l'effort ; elle a créé une caisse d'épargne et construit des habitations ouvrières à bon marché, qui peuvent devenir la propriété du locataire ; enfin elle a fondé des institutions de prévoyance proprement dite, comprenant : 1° une caisse de secours en cas d'accident, de maladie ou d'infirmité ; 2° une caisse de retraites en faveur des employés ; 3° une maison de retraite pour les vieux ouvriers sans famille et pour les orphelins. La caisse de prévoyance alloue des pensions, calculées sur deux éléments : d'abord, $\frac{1}{5}$ du salaire le plus élevé reçu par l'ouvrier ; ensuite, une augmentation, par jour, de 1 centime par année de travail de

(1) LEPREUX, *Op. cit.*, p. 774 et s. ; — DUBOISDENGHIEU, *Institut. de prév. en Belgique*, *op. cit.*, p. 191 et s.

(2) DALLEMAGNE, *Étude sur les pensions ouvrières d'invalidité et de vieillesse*, Liège, 1897.

15 à 25 ans révolus, de 2 centimes de 25 à 35 ans révolus, de 3 centimes à partir de la 36^e année et au delà. Pour avoir droit à la retraite, il faut avoir au moins, soit 15 ans de service suivis d'une incapacité de travail, soit des blessures graves subies au service de la société quelle que soit la durée des services. Cette caisse distribue des pensions ou des secours à près de 1,500 individus.

On peut encore citer, comme un modèle de réglementation, les statuts de la caisse de retraites des employés de la société anonyme John Cockerill, à Seraing. L'actif de cette caisse est composé des éléments suivants : 1^o une retenue de 3 % sur les salaires ; 2^o une allocation égale fournie par la société ; 3^o des retenues et des versements spéciaux ; 4^o des intérêts à 4 % l'an, à partir du 1^{er} juillet de chaque année, afférents aux prélèvements antérieurs de l'exercice et aux autres fonds de la caisse. La caisse sert des pensions qui sont allouées, soit après l'âge de 60 ans, soit plus tôt en cas d'invalidité. Depuis 1896, l'affiliation des ouvriers de la société à la caisse est devenue obligatoire. Il convient de remarquer que cette caisse reconnaît aux ouvriers qui, pour une raison quelconque, quitteraient le service de la société, le droit de réclamer, en capital et intérêts, les sommes qui ont été prélevées sur leurs salaires. D'autre part, en cas de décès du participant, avant l'âge de 60 ans, le solde du compte qu'il possède dans la caisse est remis à sa veuve ou à ses héritiers.

Au contraire, les ouvriers ou les employés renvoyés perdent leurs droits à une pension de retraite, d'après les statuts de la caisse générale de secours et de retraite de la société anonyme de Marcinelle-Couillet. Le fonds des retraites est alimenté dans cette caisse par : 1° des retenues opérées sur les salaires (3 % pour les ouvriers et 2 % pour les employés) ; 2° des amendes ; 3° des subsides ; 4° des subventions de la société ; 5° les salaires non réclamés après les trois mois qui suivent la quinzaine du payement. Pour avoir droit à la retraite, il faut avoir 30 ans de service et 60 ans d'âge, ou 25 ans de service et 65 ans d'âge, suivant que le postulant appartient à la catégorie des ouvriers ou à celle des employés.

A la société anonyme de Mariemont et Bascoup, tous les employés sont tenus de s'affilier à la caisse des pensions, à l'exception de ceux âgés de moins de 20 ans ou de ceux qui ont dépassé 40 ans. Les ressources de la caisse sont constituées par des retenues sur les salaires, composées du premier mois de tout traitement ou toute augmentation de traitement et de 2 1/2 % du traitement mensuel. Le droit à la pension s'ouvre, soit à 60 ans d'âge, soit après 35 années de service, et le chiffre de la pension est basé sur le traitement moyen des cinq dernières années (1).

(1) ARSANDAUX, *Op. cit.*

Ce qu'on peut reprocher à beaucoup de ces caisses patronales privées, c'est qu'elles imposent souvent aux ouvriers des sacrifices qui ne sont pas en proportion avec les avantages qu'ils recueillent par la suite.

D'autre part, il est regrettable que, dans beaucoup de cas, la continuité des services soit une condition *sine quâ non* de l'obtention de la retraite ou des avantages similaires et que l'ouvrier qui, pendant de longues années, a opéré des versements à la caisse patronale, ne soit pas toujours assuré de pouvoir, s'il cesse son travail avant le temps, prélever sa part du fonds de prévoyance qu'il a contribué à former.

CHAPITRE II

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE CRÉÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS AVANT LA LOI DU 10 MAI 1900.

. Caisses de retraite des fonctionnaires. — II. Caisse générale d'épargne et de retraite. — III. Caisse de retraite et de secours des ouvriers des chemins de fer et des postes. — IV. Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, naviguant sous pavillon belge. — V. Caisses diverses organisées par les provinces et les communes belges pour leur personnel.

I. — Ainsi que nous venons de le voir, il y avait en Belgique, avant la loi du 10 mai 1900, des institutions de prévoyance d'origines très diverses. Le problème des retraites ouvrières avait déjà préoccupé les esprits.

Dès 1844, l'Etat s'était, lui aussi, inquiété d'organiser des caisses de secours et de pensions au profit de certains fonctionnaires, de leurs veuves et leurs orphelins (caisse des veuves et des orphelins des officiers de l'armée belge ; caisse de pensions et de secours du personnel des chemins de fer de l'Etat belge).

La réglementation des pensions civiles fut organisée par la loi du 24 juillet 1844, qui repose sur les

deux principes suivants : 1° obligation pour l'Etat de rémunérer les loyaux services de ses fonctionnaires, lorsque l'âge ou les infirmités les mettent hors d'état de continuer leurs fonctions ; 2° création de caisses de pensions alimentées par des retenues sur les traitements, au profit des veuves et des orphelins des magistrats, fonctionnaires et employés.

Dans toutes les entreprises qui ont eu pour but l'organisation de la prévoyance, l'éminent philanthrope Visschers prit une part considérable. On l'a dépeint comme « un esprit élevé qui devança véritablement son époque dans l'étude des questions ouvrières, où il produisit de plus grands biens. Malheureusement, il n'avait pas, en matière d'institutions de prévoyance les connaissances techniques indispensables pour lui permettre d'établir les rapports nécessaires entre les excellents principes qu'il assignait comme bases à ses institutions et les détails de leur fonctionnement » (1).

On doit ajouter que les principes de la science des actuaires n'étaient pas répandus à cette époque comme ils le sont aujourd'hui et les prévisions mathématiques n'étaient pas très exactement combinées dans les institutions de prévoyance fondées par l'Etat belge. Enfin, les pensions n'étaient pas organisées suivant des conditions analogues pour tous les fonctionnaires, et l'on appliqua l'idée de Visschers, consistant

(1) MAHILLON, *Op. cit.*

à instituer des caisses spéciales pour chaque catégorie de fonctionnaires. On considérait, à cette époque, qu'il valait mieux se diriger d'après les principes de solidarité et de confraternité entre tous les employés d'un même ordre, plutôt que de s'appuyer sur les chances de survie (1).

II. — Cependant, si les institutions belges créées au cours du XIX^e siècle méritent des critiques, on doit reconnaître que la Caisse générale d'épargne et de retraite, offre une sécurité certaine pour les travailleurs. C'est de 1850 que date l'idée première de cette institution ; elle avait pour but de combler une lacune regrettable et de ramener dans le public la confiance à l'égard des institutions d'épargne. Le goût de la prévoyance disparaissait, surtout dans les classes ouvrières, en raison des inconvénients présentés par le service de retraites alors existant, qui fonctionnait dans des conditions déplorables. Ainsi, les ouvriers qui travaillaient dans les mines étaient exposés, après avoir subi quelquefois pendant 30 ans des prélèvements sur leurs salaires, à les perdre en totalité, par suite de la faillite de l'établissement où fonctionnait la caisse de pensions. La même éventualité les atteignait, quand ils quittaient, avant l'âge fixé pour la retraite, l'atelier à la prospérité duquel ils avaient consacré la meilleure partie de leur existence (2).

(1) DUBOISDENGHIEU, *Institut. de prév. en Belgique*, Op. cit., p. 32.

(2) DOAT, *Pensions de retraites des ouvriers* (Bulletin de l'Union des

Ce fut pour donner satisfaction aux plaintes qui se produisaient à cette époque, que fut créée la Caisse générale d'épargne et de retraite, par la loi du 8 mai 1850 ; elle commença à fonctionner à partir de 1851, mais, on peut dire que son organisation définitive ne remonte qu'à 1868.

On doit noter, dès à présent, que cette Caisse est devenue, par la suite, l'organisme principal du système de retraites ouvrières créé par la loi du 10 mai 1900. Dès 1850, l'administration de la caisse est placée sous la direction du Gouvernement, qui revise les bases des calculs et arrête les tarifs, dont le taux avait été réglé en se référant à la table de mortalité dressée par Quételet, pour des observations réunies pendant les années 1841 à 1845 (1).

Le minimum des rentes à toucher est fixé à 24 fr. ; la caisse ne peut accepter de versements inférieurs à 5 fr., émanants de personnes âgées de 18 ans au moins et qui restent improductifs jusqu'au jour où des versements ultérieurs permettent à l'intéressé d'acquérir la rente minima de 24 fr. L'entrée en jouissance des rentes doit être différée d'au moins 10 ans, et ne peut être fixée qu'à 55, 60 ou 65 ans ; elles s'acquièrent seulement à capital aliéné ; leur maximum est fixé à 720 fr.

patrons en faveur des ouvriers, Liège, 1889) ; — DEJACE, *La loi sur les pensions de vieillesse* (*Revue générale*, août, Paris, 1900).

(1) Voir table de Quételet : Annexes, p. 181.

Les plus grands efforts furent tentés pour vulgariser l'institution ; cependant le nombre des adhésions resta toujours très limité ; le 31 juillet 1868, il n'existait encore que 1954 livrets (1). La commission administrative, découragée par des résultats aussi lents, semblait renoncer à toute propagande nouvelle.

On a attribué à trois motifs l'insuccès de la loi de 1850 : 1° l'irrévocabilité de l'aliénation des versements effectués ; 2° la rigueur des conditions relatives au minimum des versements et des rentes (5 fr. et 24 fr.) ; 3° l'insuffisance de latitude, pour les intéressés, quant au choix de l'âge de l'entrée en jouissance (2).

En conséquence, la loi du 16 mars 1865, dont l'objet principal consiste dans l'affirmation de l'idée qu'à la Caisse générale de retraite est adjoindre désormais une Caisse générale d'épargne fonctionnant sous la surveillance de l'Etat, pose trois grands principes : elle permet une option, pour l'acquisition de la rente, entre le système du capital réservé et celui du capital abandonné ; elle autorise la fixation de l'entrée en jouissance à un des âges entiers compris entre 50 et 65 ans ; enfin, le minimum des rentes et le minimum des versements sont respectivement abaissés à 10 fr. et à 12 fr. Les rentes peuvent, en outre, être immédiates ou différées, et être constituées avec ou sans

(1) ARSANDAUX, *Op. cit.*, p. 93.

(2) VISSCHERS, *Mémoire annexé au compte-rendu des opérations de la Caisse générale pour 1856*.

réserve du capital au décès de l'assuré. Le maximum des rentes inscrites au nom d'un affilié ne peut dépasser 720 fr. (loi du 16 mars 1865, art. 47).

Les tarifs, établis sur les mêmes bases que celles adoptées en 1850, tiennent compte à la fois de l'intérêt calculé à 4 1/2 %, des chances de mortalité appréciées d'après la table de Quételet, et des frais d'administration établis sur le pied de 5 % (1) ; cette réglementation nouvelle n'a été appliquée qu'à partir du 1^{er} août 1868.

Cette Caisse générale d'épargne et de retraite est administrée : 1^o par un conseil général composé d'un président et de vingt-quatre membres, nommés par le Roi et révocables par lui ; 2^o par un conseil d'administration choisi parmi le conseil général et comprenant un président et six membres désignés également pour 6 ans. Les recettes effectuées sont, d'après la loi du 1^{er} juillet 1869, appliquées en achat de fonds publics belges ou autres, garantis par l'Etat, d'obligations sur les provinces, les villes ou les communes belges ou de cédules hypothécaires.

Cette loi de 1869 a apporté en outre deux modifications à la législation antérieure ; elle dispose : 1^o que le maximum des rentes est élevé à 1,200 fr. ; 2^o que les rentes fournies par la caisse seront payées aux titulaires nationaux ou autres, résidant en Belgique ou à l'étranger, tandis qu'auparavant, les rentiers ne

(1) LEPREUX, *Op. cit.*, p. 768.

pouvaient conserver le bénéfice de la pension s'ils résidaient à l'étranger, qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Gouvernement belge.

Grâce aux améliorations apportées en 1865 et en 1869, l'institution créée par l'Etat accomplit quelques progrès ; cependant le succès espéré ne fut pas encore atteint et le nombre des livrets existant le 31 décembre 1897 ne dépassait pas 7,860. D'où provenait une pareille défaveur ? D'abord la pratique des opérations à long terme n'était pas très familière aux populations belges ; ensuite, la propagande réalisée au profit de la caisse avait été insuffisante. Bien des ouvriers ignoraient son existence ; en outre la pratique avait montré la nécessité d'opérer certains remaniements dans les tarifs, aussi, pour remettre son œuvre d'aplomb, le législateur dut la compléter par de nouvelles dispositions. En vertu d'un arrêté royal du 13 juillet 1887, le tarif de capitalisation, jadis de 4 1/2 %, est abaissé désormais à 3 %. A la même époque, l'administration de la caisse d'épargne et de retraite recourt à une publicité intense pour attirer sur elle l'attention des masses. Des notices sont affichées dans les gares, dans les wagons de chemin de fer, dans les bureaux de poste ; des brochures illustrées d'exemples, sont distribuées à profusion ; des démarches sont tentées auprès des chefs d'industrie par les fonctionnaires de la caisse. La presse quotidienne entreprend une campagne dans le même but ; elle s'applique à vulgariser les idées

d'épargne et à signaler aux citoyens prévoyants l'intérêt que présente pour eux le fonctionnement de la caisse.

L'Etat lui-même intervient : les lois du 9 août 1889 et 16 août 1897, relatives aux habitations ouvrières, instituent, dans chaque arrondissement, un ou plusieurs comités de patronage composés de 5 à 18 membres nommés pour 3 ans et qui ont pour mission d'encourager le développement de l'épargne et de l'assurance, ainsi que des institutions de crédit, de secours mutuels et de retraites. Par une heureuse initiative, la loi de 1889 autorise le conseil d'administration de la caisse à prêter ses fonds disponibles aux sociétés qui se proposent la construction et l'achat de maisons ouvrières. D'autre part, une innovation non moins importante consiste dans la faculté, concédée par un arrêté du 26 novembre 1889, d'acquérir une rente par l'effet de versements partiels d'un franc au minimum. Lors de l'entrée en jouissance, les versements qui seraient insuffisants pour acquérir le minimum de 12 fr. de rente fixé par la loi du 16 mars 1865, sont assimilés à des dépôts de caisse d'épargne, et remboursés comme tels augmentés des intérêts.

Pour accroître encore davantage les effets de la prévoyance, l'administration des postes de Belgique a été associée au fonctionnement de la caisse par un arrêté du 25 octobre 1890. De plus grandes facilités

ont ainsi été offertes au public pour l'acquisition d'un livret par la mise à sa disposition de tous les guichets de la poste. Le même arrêté permet, comme en France, de constituer par l'apposition de timbres-poste sur un imprimé fourni par l'administration le minimum de versement (un franc) exigé par l'arrêté de 1889. Un autre arrêté, en date du 4 septembre 1896, a décidé que tout versement d'un franc est productif d'intérêts et que, dès que l'ensemble des versements permet d'acquérir un franc de rente, cette rente entre définitivement dans le patrimoine de l'intéressé ; si les versements ou une fraction de ces versements partiels ne sont pas assez élevés pour acquérir un franc de rente à l'entrée de l'époque en jouissance, l'assuré est invité par l'administration à parfaire cette quotité ; lorsqu'il s'y refuse, les versements partiels lui sont remboursés avec les intérêts (art. 2 de l'arrêté précité).

Ce ne sont pas seulement les majeurs qui ont été invités à apporter leurs économies à la caisse. D'après la loi du 9 août 1897, complétée par un arrêté du 27 du même mois, toute personne âgée de 18 ans révolus est autorisée à effectuer des versements au nom de tiers âgés de 6 ans au moins. On veut inculquer les idées de prévoyance aux enfants. Il y a là un courant d'idées qui se manifeste dans plusieurs pays, et, en France, une conception analogue a présidé à l'établissement de certaines sociétés, « les petites Cavé ».

Enfin, lorsque la question des retraites ouvrières

s'est imposée à l'attention du monde parlementaire belge, on a naturellement songé à la Caisse de retraite, comme étant la plus propre à faciliter l'accomplissement des nouvelles réformes sociales. Mais, comme le régime de la liberté a toujours paru aux Belges être le seul compatible avec la tradition et les habitudes prises au cours du XIX^e siècle, chaque affilié demeure le maître de cesser, à tout moment, l'œuvre d'épargne qu'il a entreprise, et de renoncer pour l'avenir à la rente, contre le remboursement de la valeur de rachat du capital réservé (arrêté du 11 mars 1901).

Toutes ces dispositions ont eu pour résultat d'accélérer rapidement la délivrance de livrets nouveaux ; le nombre des affiliés s'est élevé de 5.504 en 1895, à 66.356 en 1899, il était de 136.384 en 1900, de 133.606 en 1901, de 90.797 en 1902, de 72.147 en 1903 et de 66.825 en 1904 (1). Sur ce nombre la majorité des affiliés appartient aux classes ouvrières. Un grand nombre de femmes (30.885 en 1901) se sont fait ouvrir des comptes.

En résumé, le régime actuel de la Caisse générale de retraite, tel qu'il résulte des dispositions précédentes, est le suivant : toute personne ayant plus de 18 ans peut faire des versements d'au moins un franc, soit pour son compte, soit dans l'intérêt de tiers. Les rentes sont immédiates ou différées ; on ne peut entrer en jouissance de la rente qu'à partir de chaque

(1) BELLOM, *op. cit.*, p. 20.

année d'âge accompli, depuis 50 jusqu'à 65 ans. Les rentes peuvent être constituées avec ou sans réserve du capital au décès de l'assuré. Le minimum des rentes est fixé à 12 fr., et le maximum à 1.200 fr., pour l'ensemble des rentes accumulées.

Toute rente est personnelle au titulaire. Cependant, sous le régime de la communauté, en cas de rentes constituées avec des deniers communs, chacun des conjoints a la faculté de percevoir la moitié de la rente en cas de dissolution de la communauté. La femme ne peut acquérir de rentes sans l'autorisation de son mari ; sauf à la justice à autoriser la femme, en cas d'empêchement ou de refus injustifié du mari. Si l'époux, qui avait droit à une pension, meurt avant l'ouverture de celle-ci, le capital qu'il avait déposé est remboursé sans intérêts aux héritiers ou légataires, à la condition que la demande en ait été formulée lors du dépôt.

Par exception, tout assuré dont le travail garantit l'existence, et qui, avant l'âge fixé, se trouve hors d'état de pourvoir à sa subsistance, est admis à jouir immédiatement des rentes, mais elles sont réduites en proportion, lors de l'entrée en jouissance.

Les rentes sont servies à ceux au profit desquels elles sont inscrites, soit mensuellement par douzième, soit trimestriellement par quart, par l'entremise des caisses d'épargne ou des receveurs des contributions dans l'arrondissement desquels résident les rentiers.

La jouissance de la rente cesse à l'expiration du mois qui précède celui pendant lequel est survenu le décès du rentier. Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les livrets de la Caisse de retraite indiquent le montant de chaque versement et la quotité de la rente qui y correspond, suivant que le capital est ou n'est pas réservé. Ils sont, comme ceux de la Caisse d'épargne, délivrés gratuitement par les agents qui reçoivent les versements (1).

III. — Indépendamment de la Caisse générale, il existe une autre institution de prévoyance due à l'Etat : c'est la caisse de retraite et de secours des ouvriers des chemins de fer et des postes (2). Elle a subi une transformation importante après la loi du 21 juillet 1844, et les statuts actuellement en vigueur ont été fixés par l'arrêté du 16 décembre 1859.

Elle sert des retraites pour invalidité, des pensions pour les veuves, orphelins et ascendants d'ouvriers employés dans ces services, des secours pour les ouvriers atteints d'une incapacité temporaire de travail ; elle est alimentée à la fois par des cotisations des intéressés et par des subsides de l'Etat. L'affiliation y est obligatoire ; elle est administrée par une commission composée de dix membres nommés par

(1) *Note de la Caisse générale de retraite sur l'affiliation à cette caisse des membres d'une société mutualiste*, rapportée dans ARSANDAUX, *op. cit.*, p. 120 et s.

(2) DUBOISDENGHIEN, *Institut. de prév. en Belgique*, *op. cit.*, p. 90 et s.

le Ministre pour 4 ans ; c'est cette commission qui statue sur les demandes de pensions et de secours.

Les personnes appelées à bénéficier de cette institution sont de deux catégories : il y a d'abord les associés qui recueillent tous les avantages de la caisse ; ce sont les agents de l'administration immatriculés, occupant un poste permanent et âgés de plus de 18 ans. Un second groupe de personnes se compose des ouvriers provisoires ou des employés auxiliaires qui n'ont pas droit à la pension de retraite, mais seulement à des secours temporaires, comprenant notamment la rémunération des frais de maladie et des honoraires médicaux en cas d'incapacité de travail.

Quant aux pensions, elles ne peuvent être accordées qu'à l'âge de 60 ans et après un certain nombre d'années d'exercice, qui sont comptées, en principe, depuis l'âge de 18 ans. La pension ne peut en aucun cas dépasser 60 % du salaire ou excéder 2.750 francs. Lorsque l'associé a participé à la caisse pendant 15 ans au moins, sa veuve a droit à une pension, si le mariage remonte à plus de cinq années avant le décès. Cette pension est calculée à raison de 20 % du salaire moyen des trois dernières années, augmentée de 2 % de ce salaire, pour chaque enfant mineur de 13 ans. Le maximum de la pension ne peut dépasser ni 4.600 fr., ni la pension à laquelle le mari aurait pu prétendre.

IV. — Pour terminer avec les institutions de prévoyance dues à l'initiative gouvernementale, mentionnons la caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (1). Elle a son siège à Anvers et elle est régie par les arrêtés des 19 septembre 1845, 28 février 1885, 5 juin et 29 octobre 1888. Y sont affiliés tous les capitaines, officiers, sous-officiers, matelots, mécaniciens, chauffeurs, maîtres d'hôtel, cuisiniers et mousses naviguant sous pavillon belge et inscrits au rôle d'équipage d'un navire belge, à l'exception des marins de l'Etat et de ceux qui naviguent à la pêche. La caisse est alimentée par des retenues opérées sur les salaires, par des dons et legs et par des subsides du Gouvernement. Elle sert des pensions pour incapacités de travail dues, soit à des accidents survenus dans le service, soit à la vieillesse, à la condition que les intéressés comptent un certain nombre d'années d'embarquement et aient contribué à la caisse pendant un certain temps (arrêté du 28 février 1885, art. 20). Le taux des pensions varie suivant les grades, de 225 à 250 fr.

La pension peut être réversible sur la veuve et les orphelins, sans pouvoir dépasser 60 fr., à la condition que le mariage ait duré au moins un an et que le défunt compte 15 ans de navigation et 20 ans de participation à la caisse.

(1) DUBOISDENGHEN, *Institut. de prév. en Belgique*, op. cit., p. 118 et 126.

V. — Les provinces et les communes belges sont astreintes à imiter l'Etat, et à appliquer à leurs employés un service de pensions. Là encore, on retrouve certains des inconvénients qui ont suscité des critiques autrefois dirigées contre l'initiative gouvernementale (absence de méthode scientifique et prise en charge des risques les plus divers). D'après M. Duboisdenghien, « la plupart de ces institutions sont conçues sur le plan d'ensemble des institutions gouvernementales ; elles présentent les mêmes vices constitutionnels et les mêmes dangers aggravés par cette circonstance que, généralement, les provinces et les communes qui ont créé des institutions de cette espèce ont pris envers elles des engagements directs des plus onéreux (1) ».

Mais, la plupart du temps, les administrations provinciales ou communales se bornent à affilier leurs membres à la Caisse générale de retraite. M. Velghe (2) constate qu'en 1899, toutes les provinces encourageaient l'affiliation à la Caisse de retraite et inscrivaient à leur budget des crédits dans ce but. D'une manière générale, le chiffre des pensions accordées augmente à la fois avec l'âge et les versements effectués ; mais, comme les subsides provinciaux et communaux ne sont pas établis par une

(1) DUBOISDENGHEIN, *Institut. de prév. en Belgique*, op. cit., p. 34 ; — VARLEZ, *Rapp. op. cit.*

(2) VELGHE, op. cit., p. 158.

loi, ils ne permettent pas de fixer avec une grande régularité le montant des pensions servies aux employés ; d'où une grande infériorité par rapport aux allocations qui émanent de l'Etat.

DEUXIÈME PARTIE

Organisation des retraites ouvrières en Belgique, d'après la Loi du 10 mai 1900 (1).

CHAPITRE III

TRAVAUX LÉGISLATIFS PRÉPARATOIRES

I. Projet de Fuisseaux. — II. Projet de Malander. — III. Projet Guchtenacre.
— IV. Projet Denis. — V. Travaux de la commission législative :
motion Verhaegen, motion Beco. — VI. Projet définitif de la com-
mission.

I. — La loi du 10 mai 1900 n'émane pas d'une initiative unique. Au moment où elle fut appelée à statuer sur le texte qui devint la loi de 1900, la Chambre des représentants était saisie de diverses propositions. D'abord, en 1895, M. de Fuisseaux avait songé aux retraites ouvrières pour les houilleurs, et

(1) Session de 1899-1900; — Chambre des représentants; — *Doc. parl.*: Exposé des motifs et texte du projet, n° 136; Rapport de la Section centrale, n° 162.

Ann. parl. : Dépôt du projet, Séance du 11 avril 1900; Dépôt du rapport de la Section centrale, Séance du 30 avril 1900; Discussion générale, Séances des 2, 3, 4 mai 1900; Discussion des articles et premier vote,

son projet leur assurait, soit à l'âge de 50 ou de 55 ans, soit en cas d'invalidité, des pensions de retraite (1). Les retraites auraient été constituées par des versements obligatoires et égaux, des intéressés et des patrons (0 fr. 10 par journée de travail), auxquels serait venu s'ajouter une subvention de l'Etat.

D'autres députés ou publicistes avaient imaginé de faire participer, non pas une fraction seulement des travailleurs, mais tous les salariés au bénéfice de la loi des retraites.

II. — D'après le projet de M. Malander, tous les travailleurs touchant une rémunération annuelle inférieure à 2,200 fr. devaient être assurés obligatoirement contre l'invalidité et la vieillesse, le service des pensions étant constitué par des versements effectués à la Caisse de retraite par les salariés et les patrons, et majorés par l'Etat à concurrence des 2/3 (2).

III. — Dans une autre proposition émanant de M. Guchtenaere, le service de l'assurance obligatoire contre la vieillesse et l'invalidité était assuré par des

Séance du 4 mai 1900; Deuxième vote des articles amendés et adoption du projet, Séance du 5 mai 1900.

Sénat : *Doc. parl.* : Rapport des commissions réunies de l'Industrie et du Travail, des Finances et des Travaux publics, n° 88.

Ann. parl. : Discussion générale, discussion des articles et adoption du projet. Séance du 7 mai 1902.

(1) Rapport VELGHE, p. 66, *Doc. parl.*, Ch. des repr., 1895, n° 62.

(2) Rapp. VELGHE, p. 67, *Doc. parl.*, Ch. des repr., 1895, n° 98.

caisses professionnelles et avec la participation à la fois des intéressés, des patrons et de l'Etat (1).

IV. — Citons encore la proposition de M. Denis, l'un des adeptes les plus autorisés du socialisme belge, qui voulait étendre à la Belgique le système de l'obligation, tel qu'il fonctionne en Allemagne, depuis la loi de 1889 (2).

En définitive, toutes les propositions dues à l'initiative parlementaire se caractérisaient par un trait commun : le principe de l'obligation.

Mais il n'y avait pas qu'à la Chambre des représentants où l'on se préoccupait de la question des retraites. Cet aspect du problème social se présentait comme une difficulté urgente à résoudre, et les publicistes y consacraient leur attention ; les congrès les plus divers avaient inscrit à leur ordre du jour l'étude de l'organisation des retraites ouvrières. Presque tous les congrès mutualistes, qui avaient envisagé la question, se prononçaient dans le sens de l'obligation (3). Les mêmes tendances se retrouvaient dans la presse ; les organes socialistes se rattachaient avec énergie au principe de l'obligation ; la même thèse était défendue avec son talent habituel, par le

(1) Rapp. VELGHE, p. 68 ; *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1895, n° 129.

(2) *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1897, n° 40.

(3) Voir notamment les vœux adoptés par les congrès de 1894, 1898, 1899, 1900, 1901, et les indications contenues dans le *Mutueliste* du 4^{er} juillet 1902.

chef du parti démocrate chrétien, l'abbé Daens (1). Il paraît même qu'une manifestation populaire, qui réunit un grand nombre d'adhérents, eut lieu à Bruxelles, au mois de mars 1900, en faveur de l'assurance obligatoire (2).

V. — Comment expliquer qu'en présence de la campagne entreprise en faveur du système de l'obligation, ce soit cependant une autre conception qui ait triomphé ? Il y a trois grandes causes :

1° Le mouvement qui portait les ouvriers des villes vers l'idée de l'obligation ne s'était pas généralisé aux habitants des campagnes, et ceux-ci paraissent plutôt hostiles au principe de l'assurance obligatoire (3) ;

2° Le système de l'obligation se présente comme l'expression même des idées socialistes, dont l'idéal est d'établir une réglementation de tous les services sociaux par l'Etat, de réduire au minimum la part de l'initiative individuelle en matière de prévoyance et d'épargne et de protéger les travailleurs, en quelque sorte, contre eux-mêmes. En face de cette théorie, se dresse la conception individualiste, qui maintient énergiquement le principe que l'homme doit être le principal agent de son existence ; elle préconise l'effort

(1) *Le Peuple*, nos des 6 et 9 janv. 1900; 7 et 13 févr.; 14, 27 et 30 mars; 13, 14, 18, 24, 28, 29, 30 avr.; 16 mai 1900 et 6 avr. 1901; — *Le Messager de Bruxelles*, nos des 10, 17 janv., 13 et 28 avr., 1^{er} mai 1900.

(2) *Le Peuple*, Nos des 14, 27 mars et 30 avril 1900.

(3) *Enquête française sur les retraites ouvrières*, t. III, Ch. des dép., session 1901, n° 2660.

personnel, et elle ne promet l'aide légale qu'aux personnes qui ont déjà songé à se constituer des ressources pour la vieillesse. Or, la doctrine individualiste est évidemment celle qui prédomine parmi les représentants du peuple belge.

3° Ce sont surtout les travaux de la commission des pensions ouvrières qui ont montré l'opportunité de ne pas se rallier au système absolu de l'obligation ; cette commission extra-parlementaire, nommée par le Gouvernement en 1895, était composée à la fois de théoriciens et de praticiens ; elle comprenait des professeurs, comme M. Denis ; des hommes de l'art, comme M. Bégault, actuaire de la compagnie belge « Assurance générale sur la vie » ; des magistrats comme M. Campioni et surtout des directeurs ou administrateurs de sociétés d'assurances ou d'épargne, notamment M. Mahillon.

La commission tint 48 séances, entre le 27 avril 1895 et le 30 janvier 1900. Ses travaux constituent une des plus importantes contributions qui aient été apportées de nos jours à l'étude des retraites ouvrières. La commission rechercha d'abord quelles étaient les causes de l'insuffisance de l'épargne dans la classe ouvrière belge ; elle constata, en premier lieu, que l'augmentation des besoins, les désirs de luxe, une propension trop marquée pour les plaisirs et les boissons alcooliques affaiblissaient chez les salariés la notion de la prévoyance. Contre ce pre-

mier danger, l'assurance obligatoire se présentait évidemment comme un remède efficace ; et de longues discussions s'engagèrent sur le point de savoir si l'Etat devait prescrire que l'assurance serait obligatoire (1). L'obligation représentait évidemment l'idée d'un devoir social : l'Etat a pour mission de protéger les moins bien doués contre leur propre faiblesse. Donc, il doit les obliger à se prémunir contre l'infériorité résultant pour eux de l'approche de la vieillesse.

Mais, en face de cette idée, apparaissaient les résultats constatés dans les pays où la retraite obligatoire avait déjà été mise en pratique. Les appréciations les plus contradictoires étaient formulées dans ces pays sur les avantages ou les inconvénients du système de l'obligation. Ce n'était un mystère pour personne que le fonctionnement de la loi de 1889 commençait à grever lourdement le budget de l'Allemagne (2) et les charges imposées de ce chef à l'Etat dépassaient déjà toutes les prévisions. Il y avait donc lieu de ne

(1) Travaux des membres de la commission des pensions, *op. cit.*, p. 412 et s.

(2) L'*Office impérial allemand des assurances ouvrières* vient de publier une statistique des pensions versées par lui en 1905. Elles atteignent un total de 145.200.000 marks contre 136.000.000 en 1904, 124.800.000 en 1903, 111.500.000 en 1902, 97.900.000 en 1901, 87.100.000 en 1900.

Les pensions pour invalidité occupent une place de plus en plus grande : 114.400.000 marks en 1905, contre 53.600.000 en 1900. Seules les retraites pour la vieillesse ont sensiblement diminué : 19.500.000 contre 26.200.000 en 1900. Cette diminution résulte, par une corrélation nécessaire, de l'augmentation des retraites d'invalidité liquidées pendant les années précédentes au profit d'ouvriers ou d'employés qui, sans cette circonstance, auraient figuré dans le contingent des septuagénaires retraitables en 1905.

pas s'engager, d'une manière trop enthousiaste, dans la voie de l'obligation, cela semblait d'autant moins opportun, que la population ouvrière des villes n'était pas entièrement acquise à cette idée, contre laquelle de vives résistances se dessinaient dans les campagnes (1).

Mais sur quelle base allait-on organiser les retenues nécessaires au service des retraites ? On se trouva d'abord en présence d'une motion de M. Verhaegen : les ouvriers étaient présumés désirer se constituer une retraite, et devaient y participer au moyen de retenues opérées sur leur salaire, sans qu'une charge correspondante fut imposée aux patrons (2) ; cette proposition aboutit à un échec complet : il y a, en effet, quelque injustice à ne pas associer les patrons aux sacrifices des ouvriers, dont la collaboration leur est, en définitive, indispensable et dont les services ont facilité la prospérité de l'exploitation.

Une autre théorie fut développée par M. Beco, secrétaire général du Ministère de l'Agriculture. Pour lui, les retraites devaient fonctionner par de libres affiliations à la Caisse générale, encouragées à la fois par une participation de l'Etat, et par une propagande active sur tous les points du territoire.

C'était cette conception qui devait l'emporter. Elle se trouve indiquée dans l'avis suivant, que la commission

(1) Rapp. VELGHE, *Op. cit.*, p. 129.

(2) Rapp. VELGHE, *Op. cit.*, p. 129 et s.

fut amenée à formuler : « Il y a lieu de solliciter l'inscription, au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail, d'un crédit ainsi libellé : frais de propagande en vue de l'affiliation des ouvriers à la Caisse de retraite » (1).

C'est donc le système de la *liberté subsidiée*, qui a été définitivement adopté, et qui est devenu la loi du 10 mai 1900. On peut le définir : un système qui, à l'exclusion du principe de l'obligation, consiste dans l'affiliation libre encouragée par les pouvoirs publics.

La légitimité de l'intervention de l'Etat, ne fut pas sérieusement contestée : l'initiative individuelle n'est pas, en effet, abolie, et la loi n'assure son concours qu'à l'individu qui a déjà cherché personnellement à se mettre à l'abri du besoin pour le déclin de sa vie (2).

La conception de la liberté subsidiée apparaissait, d'ailleurs, à une époque où toutes les circonstances étaient favorables à son succès : on constate en effet, dans la même période que les sociétés montées pour la construction d'habitations ouvrières, les sociétés de crédit agricole, les sociétés mutualistes reconnues étaient encouragées par des subsides et des allocations de l'Etat.

Sans doute, l'intervention de l'Etat ne s'opère pas toujours conformément à la justice absolue, et des considérations politiques peuvent parfois le porter à

(1) *Procès-verbaux des séances de la Commission des pensions ouvrières*, Bruxelles, 1900, p. 205.

(2) Rapp. VELGHE, *Op. cit.*, p. 138 et s.

subventionner certains organismes plus largement que d'autres. Mais il vaut mieux accepter ce système avec ses imperfections que de laisser un mal pire étendre ses ravages dans la société, car un pays où les idées d'épargne tendent à disparaître est affligé bientôt d'un grand nombre de plaies sociales : la misère, le vagabondage et les délits contre la propriété se multiplient. Toute solution, si imparfaite soit-elle, de la question des retraites, ne peut donc qu'être encouragée et répandue comme étant de nature à servir les intérêts collectifs de la nation.

VI. — Les propositions de la commission étaient contenues dans un rapport qui fut remis au Gouvernement le 30 janvier 1900 ; ce projet, déposé à la Chambre des représentants le 11 avril, fut voté par cette assemblée, en seconde lecture, le 30 avril, et par le Sénat le 7 mai. Enfin, le 10 mai 1900, la loi était promulguée.

On ne doit pas s'étonner qu'une loi sociale de cette importance n'ait été précédée aux Chambres que d'une discussion aussi brève ; car les travaux antérieurs de la commission avaient élucidé toutes les difficultés et le législateur n'avait plus qu'à se prononcer sur des textes dont la rédaction avait été consciencieusement mise au point. D'ailleurs, à la Chambre, le projet ne rencontra pas d'opposition en dehors des socialistes, qui, partisans convaincus du système de l'obligation,

ne pouvaient accepter que l'idée contraire passât dans la loi. Et ils s'abstinrent au moment du vote définitif. Cette loi a été suivie d'un arrêté royal du 20 octobre 1900, et d'une loi complémentaire du 20 août 1903, qui ont eu pour but d'en préciser l'application et la portée. On peut dire, d'une manière générale, que cette loi n'a pas créé un régime nouveau ; elle s'est bornée à consacrer la pratique des subsides précédemment accordés par le Gouvernement aux personnes affiliées à la Caisse générale de retraite, par l'intermédiaire des sociétés de secours mutuels ; d'autre part elle se rattache aux idées antérieurement admises, au système de la liberté, puisqu'elle ne consacre aucune obligation de versement.

CHAPITRE IV

INSTITUTIONS QUI PERMETTENT DE RÉALISER LE PRINCIPE DE PRÉVOYANCE.

Caisse générale d'épargne et de retraite, Caisse d'assurances sur la vie.

Avant d'examiner les principales dispositions de cette loi, il importe d'établir une différence entre les trois institutions qui, en Belgique, permettent de réaliser pratiquement la prévoyance : les Belges qui sont soucieux de se prémunir contre les risques inhérents à la vieillesse ont à leur disposition trois procédés différents : 1° et 2° la Caisse générale d'épargne et de retraite (le service de l'épargne et de la retraite formant deux organisations différentes) ; 3° la Caisse d'assurances sur la vie sous la garantie de l'Etat.

La Caisse d'épargne permet de constituer un capital par l'accumulation d'économies successives. Le montant des dépôts, au 31 décembre 1902, s'élevait au chiffre de 730.563.054 fr.

La Caisse de retraite permet l'acquisition d'une

pension de retraite à l'aide de versements de minime importance. Pendant l'année 1902, il a été ouvert 90.597 livrets nouveaux et les versements se sont élevés à près de 10 millions de francs.

La Caisse d'assurances sur la vie garantit à l'assuré le paiement d'un capital déterminé, quelle que soit l'époque à laquelle survient le décès de l'intéressé. Cette institution est également très prospère ; le nombre des contrats, qui, le 31 décembre 1892 ne s'élevait qu'à 521, dépassait 20.000 le 31 décembre 1902. Pendant la même période, les capitaux assurés s'élevaient, de 1.377.061 fr. à 48.320.753 fr. ; et les versements de primes passaient de 76.064 fr., pour 1892, à 2.245.651 fr., pour 1902 (1). Au 31 décembre 1904, le nombre des contrats en cours était de 26.213. Le nombre des capitaux assurés de 60.314.639 fr. 82. Les primes correspondantes encaissées en 1904 s'élevaient à 2.533.010 fr. 32 (2).

On comprend facilement les différences qui séparent l'assurance de l'épargne ou de la retraite ; mais l'épargne et la retraite sont également deux institutions sans analogie :

1° Les capitaux déposés à la Caisse d'épargne sont disponibles ; ils sont indisponibles à la Caisse de retraite. Le titulaire d'un livret de Caisse d'épargne peut à volonté retirer son argent ; au

(1) BRASSEUR, *Etude sur les lois des 10 mai 1900, et 20 août 1903*, Liège, 1904, p. 9.

(2) BELLOM, *op. cit.*, p. 25.

contraire, celui qui possède un livret de Caisse de retraite ne peut jamais réclamer son remboursement ; ce qui est versé à la Caisse de retraite est affecté au service d'une pension, et doit y rester affecté. L'affilié ne peut réclamer le remboursement que s'il a opéré des versements à capital réservé et seulement à partir de l'entrée en jouissance de la rente (art. 7, al. 1, de la loi du 10 mai 1900). Il y a donc là deux institutions qui répondent à deux besoins distincts ; la Caisse d'épargne permet de se constituer des disponibilités en vue de parer à des besoins sérieux et urgents ; au contraire, la Caisse de retraite a pour but de remédier à la perspective de la vieillesse et de s'assurer le repos des vieux jours par des versements pécuniaires qui, une fois opérés, sont irrévocablement aliénés par celui qui les a effectués. En effet, on verse, ou bien à capital abandonné et ce capital est définitivement perdu, ou bien on verse à capital réservé et la Caisse de retraite n'ayant assumé qu'une seule obligation, celle de servir une pension, les sommes versées ne sont remboursées, en principe, qu'aux héritiers, sauf en cas de rachat du capital.

2° Le fonctionnement de la Caisse de retraite est fondé sur les tables de mortalité ; la Caisse d'épargne n'en tient aucun compte.

3° Tandis qu'à la Caisse d'épargne, les intérêts composés grossissent le capital de l'intéressé, à la Caisse de retraite, ces intérêts contribuent à la formation de la rente et les héritiers de l'intéressé qui a versé à

capital réservé ne touchent à son décès que le capital, moins 3 %.

Ces observations présentées, il nous faut examiner le système de la loi du 10 mai 1900.

CHAPITRE V

LOI DU 10 MAI 1900

SECTION I

SYSTÈME DE LA LIBERTÉ SUBSIDIÉE APPLIQUÉ PAR CETTE LOI

Personne n'est astreint à verser à la Caisse de retraite ; seulement, le déposant qui effectue des versements dans les conditions prévues par la loi profite d'un avantage légal. L'Etat augmente son dépôt par une allocation qui grossira d'autant le montant de la somme épargnée. Cette mesure s'applique aussi bien à celui qui verse directement qu'à celui dont les fonds sont versés par l'intermédiaire d'une société mutualiste.

D'autre part, la loi de 1900 comprend deux catégories de dispositions : des dispositions définitives qui s'appliquent pour l'avenir et des dispositions transitoires que peuvent invoquer des personnes qui, à raison de leur âge, n'étaient pas à même de profiter, lors de la promulgation de la loi, des avantages offerts

aux nouvelles générations (art. 8 à 10). Le Gouvernement ne se désintéresse pas de l'initiative personnelle, l'intervention de l'Etat se manifeste, en principe, par des primes d'encouragement destinées à augmenter les versements opérés volontairement par les intéressés à la Caisse de retraite ; mais l'exposé des motifs contient cette affirmation, que « la contribution des intéressés à la constitution de leur pension de retraite doit être considérée comme une donnée essentielle du problème à résoudre » (exposé des motifs, p. 2).

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement indique aussi les raisons pour lesquelles il n'a pas cru devoir se rallier au système de la retraite obligatoire. Il a déclaré que l'institution d'un contrôle entraînait des frais considérables qui rendraient les charges de l'industrie encore plus lourdes, indépendamment des vexations possibles, résultant de la surveillance minutieuse à laquelle astreindrait un régime obligatoire. Or, l'accroissement de dépenses résultant des retraites obligatoires serait de nature à avoir une répercussion sur l'Etat tout entier. Par suite de l'augmentation de ses frais généraux, l'industrie belge se trouverait dans la nécessité d'augmenter le prix de ses produits, parce qu'elle ne dispose pas d'un marché intérieur comparable en étendue à celui qui existe en Allemagne. Le système de l'obligation pourrait donc engendrer des conséquences néfastes pour le pays tout entier. D'ailleurs, la retraite obligatoire se concilierait

mal en Belgique, en raison des retenues qu'elle suppose, avec le taux insuffisant de certains salaires (1).

Telles sont les causes de l'adoption par le Gouvernement du système de l'assurance libre, convenablement subsidiée par les pouvoirs publics. Ce système est fondé sur la délivrance d'un livret individuel, grâce auquel le droit à la retraite est irrévocablement acquis à chaque participant.

Comme la Caisse de retraite pratiquait le système du livret individuel et qu'elle offrait toute garantie pour le service des rentes viagères promises par elle à ses adhérents, le Gouvernement, reconnaissant ses éminents services, la considérait en quelque sorte comme la cheville ouvrière de la nouvelle loi (exposé des motifs, p. 3 et 4).

Pour permettre à la loi d'accomplir le maximum d'effets utiles, le Gouvernement a voulu encourager les efforts de ses auxiliaires, les Mutualités (c'est-à-dire les sociétés constituées en vue de faciliter à leurs membres l'acquisition de pensions de vieillesse par l'affiliation à la Caisse de retraite), en leur accordant des subventions annuelles (art. 12). Le Gouvernement belge a considéré, avec raison, que la Mutualité de retraite n'est qu'un intermédiaire entre ses membres et la Caisse de l'État. Ce n'est pas d'ailleurs la Mutualité qui gère les fonds et sert les pensions ; les versements faits par les membres de

(1) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1900, p. 1336 et 1344.

ces sociétés sont transmis par celles-ci dans un bref délai à la Caisse générale établie sous la garantie de l'Etat, et c'est cet organisme central qui reçoit tous les fonds, les gère et sert les pensions. Les Mutualités favorisent la constitution des retraites, d'abord par la publicité à laquelle elles se livrent, ensuite en se chargeant de toutes les démarches et formalités et, en épargnant, par suite, aux intéressés, des soucis et des pertes de temps. Tout le monde, d'ailleurs, peut faire partie des Mutualités belges, à l'exception des agents de l'Etat, qui ont droit, en cette qualité, à une pension (art. 2, *in fine*). La seule condition pour que les membres jouissent des faveurs accordées par l'Etat, c'est qu'ils ne versent pas de leurs propres deniers par l'intermédiaire de la société plus de 60 fr. par an à la Caisse de retraite (art. 1, § 1).

Il convient toutefois de remarquer que : 1° les sommes versées, soit par les Mutualités au moyen de fonds sociaux, soit par les patrons ou des tiers, ou les pouvoirs publics, n'entrent pas en ligne de compte pour établir le chiffre annuel maximum de 60 fr., fixé par la loi pour l'allocation des primes ; 2° le membre d'une Mutualité qui, par l'intermédiaire de la société, a opéré des versements ne dépassant pas le maximum de 60 fr., peut être admis au bénéfice des primes d'encouragement, sans avoir besoin de justifier qu'il n'est pas atteint par l'exclusion établie à l'art. 2 de la loi du 10 mai 1900 et concernant les personnes qui

payent une somme d'impôts d'au moins 50 à 80 fr., suivant la population de la commune (circulaire du 10 janvier 1902).

Comme, d'ailleurs, il n'existe pas partout des sociétés de retraite reconnues, les subsides légaux profitent aussi aux personnes qui sont affiliées directement à la Caisse générale de l'Etat, à moins qu'elles ne payent, comme contributions directes, patentes comprises, une somme d'au moins 50, 60, 70 ou 80 fr., suivant le chiffre de la population de la commune où elles habitent ou qu'elles ne versent à cette caisse une somme annuelle supérieure à 60 fr.

L'entrée des Mutualités est d'ailleurs accessible aux personnes les plus modestement rétribuées ; le minimum des versements y est fixé très souvent à 0 fr. 25 par mois. Or il est à la portée de tous les ouvriers de payer des sommes aussi modiques (1).

Il est à noter que, parmi les dispositions de la loi belge sur les retraites, on ne trouve aucune règle relative à l'obligation pour le patron de verser pour ses ouvriers. Le Gouvernement a bien reconnu qu'il existe pour le patron une obligation morale de contribuer à la pension de ses collaborateurs dont le concours lui est indispensable pour la prospérité de son industrie ; mais, il s'agit là d'un simple devoir de conscience, et le principe de l'obligation n'est inscrit nulle part dans

(1) BRASSEUR, *Op. cit.*, p. 5.

la loi (1). L'idée que le patron est lié par une loi morale, mais non par une loi positive, a été développée surtout lors de la discussion, par le rapporteur M. de Nyssens : « Aucune obligation n'est imposée au patron, du chef de la pension. Si nous ne pouvons nous rallier aux raisons qu'en donne l'exposé des motifs, raisons qui détruiraient du même coup la base de toutes les pensions payées par les pouvoirs publics, nous devons reconnaître que la solution est dans la logique du système du projet de loi : la liberté, pas d'obligation pour le patron, pas d'obligation pour l'ouvrier ; c'est le « laisser-faire », corrigé par une large et généreuse intervention de l'Etat. Si cette solution, que les Chambres voteront à titre d'expérience, est assurée des applaudissements de ceux qui se sont constitués les défenseurs et les organes de certains groupes industriels, puisqu'ils y verront la consécration de leur thèse (pas d'obligation légale), il ne sera pas inopportun qu'il soit répondu ici, comme du haut de la tribune nationale, par ceux qui acceptent et voteront le projet du Gouvernement : pas *d'obligation légale*, soit, mais *obligation morale*... Jetant un regard sur l'avenir, nous n'hésitons pas à dire que le sort de la loi est aux mains des patrons belges : leur initiative et leur bon vouloir à répondre à l'invitation du législateur donneront de la vitalité à

(1) *Ann. parl.*, Sénat, 1900, p. 610).

la loi; leur abstention serait l'avènement prochain d'une législation basée sur le principe de l'obligation » (1).

Le rapporteur lui-même considérait donc les patrons comme tenus en conscience de participer à la formation de la retraite de leurs ouvriers. Mais l'absence de toute coercition légale, suscita des critiques très vives de la part des socialistes et même des députés de gauche (2). Et il y a là une conception totalement différente de celle qui a présidé à la loi allemande du 22 juin 1889, et qui prédomine dans l'élaboration actuelle du projet français sur les retraites ouvrières adopté par la Chambre des députés, le 23 février 1906.

Il y avait aussi à prévoir que l'invalidité peut être causée par d'autres circonstances que la vieillesse. Un ouvrier peut être, avant l'âge, placé dans l'impossibilité de continuer son travail. Cette hypothèse est visée par l'art. 50 de la loi du 16 mars 1865, auquel renvoie purement et simplement l'exposé des motifs de la loi de 1900 (p. 8). D'après ce texte, pour obtenir, contrairement au principe général de l'art. 49, la jouissance anticipée de la rente acquise, il faut que l'intéressé satisfasse à deux conditions essentielles : 1° que son existence ne soit assurée que grâce à son travail ; 2° qu'il se trouve désormais dans l'incapacité de pourvoir à sa subsistance, quelle que soit la cause de l'incapacité de travail (maladie ou accident) (3).

(1) *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1900, p. 227.

(2) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1900, p. 1290 et s.

(3) ROUSSEAU, *Pensions de vieillesse*, Tournai, 1901, p. 31.

Cette invalidité prématurée donne droit à une rente, mais à une rente réduite, proportionnellement à l'âge de l'invalidé, au moment de son entrée en jouissance. Par exemple, si une personne a effectué depuis l'âge de 20 ans, des versements de 1 fr. par semaine à capital réservé, l'entrée en jouissance de la rente étant fixé à 60 ans et qu'un accident ou une maladie, survenu à 40 ans, la mette en situation de jouir par anticipation de sa rente réduite, le chiffre de cette rente sera calculé ainsi qu'il suit : la rente acquise à 60 ans par cet individu se serait montée à 306 fr. 19 ; mais, les versements cessant à 40 ans, la rente acquise à cet âge est égale à la différence entre 306 fr. 19 et la rente de 72 fr. 50 qu'elle aurait obtenue par les versements effectués à partir de 40 ans. Cet individu aura donc acquis, à 40 ans, une rente de $306 \text{ fr. } 19 - 72 \text{ fr. } 50 = 233 \text{ fr. } 69$, rente prenant cours à 60 ans. La Caisse générale déterminera quelle est, pour l'âge de 40 ans, la valeur de cet engagement de servir une rente de 233 fr. 69 à 60 ans, et elle emploiera le montant de cette valeur à l'acquisition de rentes immédiates et forcément inférieures, d'après les tables des actuaires, à la rente qui prendrait cours à 60 ans. Telle est une première hypothèse (1).

Mais l'art. 50 en prévoit une autre, celle où l'invalidé a droit à la jouissance immédiate de la rente entière,

(1) ARSANDAUX, *Op. cit.*, p. 248 ; — HALLAERT, *Utilité et avantages de la caisse des pensions*. Roulers, 1902.

acquise depuis 5 ans au moins, mais sans que cette rente anticipée puisse dépasser 360 fr. par an. Cette pension est calculée d'après l'âge primitivement fixé par lui pour l'entrée en jouissance de la rente, et *n'est pas réduite*, comme dans le premier cas, *en proportion de l'âge de l'invalidé*. Par exemple, une personne qui se trouverait dans la situation visée par l'art. 50, 2^e alinéa de la loi de 1865, à l'âge de 45 ans, jouirait à cette époque immédiatement des rentes qui lui étaient acquises depuis 5 ans au moins, sans que leur chiffre puisse excéder 360 fr. Toutefois, pour obtenir la jouissance anticipée de la rente entière, il faut que l'incapacité provienne de la perte d'un membre ou d'un organe ou d'une infirmité permanente résultant d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la profession de l'affilié.

Des fonds spéciaux correspondants n'ayant pas été prévus au budget de la Caisse générale, cette dernière se montre très rigoureuse pour accorder ces rentes exceptionnelles et, en fait, le nombre des pensions liquidées dans ces conditions est des plus restreint.

SECTION II

PERSONNES QUI SONT ADMISES A BÉNÉFICIER DES AVANTAGES
DE LA LOI

D'après l'art. 1^{er} de la loi de 1900, des subsides annuels, destinés à augmenter les versements volontairement effectués à la Caisse générale de retraite, en vue de la constitution d'une pension, sont accordées : 1^o aux personnes assurées à la Caisse générale de retraite par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue par le Gouvernement, à condition que le montant des versements effectués par elles ne dépasse pas 60 fr. pour l'année entière ; 2^o aux personnes assurées directement à la caisse, qui ne sont pas exclues du bénéfice de la loi en vertu d'un texte. Il ne faut pas oublier que, pour ces personnes, la constitution d'une retraite est facultative, mais, dans les limites légales, l'intervention de l'Etat est obligatoire.

A qui sont réservées les primes accordées par l'Etat, pour augmenter les rentes acquises par les versements personnels ?

Pour être admis à participer aux encouragements de l'Etat, il faut réunir certaines conditions relatives à la nationalité, à l'âge de la personne, à la possession d'un livret de Caisse générale d'épargne et de retraite

et à l'exigence de certains versements opérés sur ce livret.

1° *En ce qui concerne la nationalité* (art. 3, 1°), une personne ne peut être admise aux bénéfices des primes d'encouragement si elle n'est Belge de naissance ou par naturalisation, et si elle n'a pas de résidence en Belgique. Cependant les étrangers possédant une résidence en Belgique depuis dix ans et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges (tels sont les Allemands et les Neuchâtelois), bénéficient également de ces subsides (arrêté du 20 février 1901, art. 2) (1). La qualité de Belge se constate pour les hommes électeurs par l'inscription sur les listes électorales. Quant aux individus non électeurs et aux femmes non mariées, leur nationalité est déterminée par les règles générales du droit civil belge. Or, tout enfant né d'un Belge, même en pays étranger, est Belge (art. 10 C. civ.). L'enfant issu de parents, l'un Belge, l'autre étranger, suit la condition de son père. Celui qui se prétend Belge par la naissance est tenu de prouver que son père était lui-même Belge. Mais c'est là une preuve compliquée, qui exigerait à la rigueur, à l'infini, celle de la nationalité des ancêtres.

Aussi la loi du 22 août 1885 est venue établir la présomption d'après laquelle tout individu qui demande son inscription sur les listes électorales est présumé

(1) BRASSEUR, *Op. cit.*, p. 12.

Belge, s'il est né en Belgique d'un père né lui-même en Belgique. La preuve que le père est né en Belgique pourrait d'ailleurs résulter, soit de l'acte de naissance, soit de l'acte de mariage du père, mais non de son acte de décès (1).

Quant à la nationalité des femmes, lorsqu'elles sont mariées, elle se détermine d'après les règles tracées aux art. 12 et 19, al. 1 du C. civ. La femme étrangère qui épouse un Belge suit la condition de son mari, elle acquiert la nationalité de ce dernier et la conserve même après le décès de son mari, si elle continue à résider en Belgique. Au contraire, une femme belge qui épouse un étranger perd la qualité de Belge et acquiert la nationalité de son mari. Toutefois, elle peut recouvrer la qualité de Belge à la mort de son mari, à la condition qu'elle réside en Belgique à cette époque, ou qu'elle y rentre ultérieurement avec l'autorisation du Roi, et qu'elle déclare qu'elle veut s'y fixer (art. 20 C. civ.). Si la nationalité a été acquise par la naturalisation, comme celle-ci a été accordée par une loi, il suffira d'indiquer, en guise de preuve, le numéro du *Moniteur* où la loi a été promulguée.

Pour être admis au bénéfice des primes, il faut de plus avoir une résidence en Belgique. La résidence en Belgique s'entend, soit du domicile réel, soit de l'établissement principal. Le but du législateur a été de

(1) CAMERLINCK, *Les pensions de vieillesse*, 4^e éd., Liège, 1902, p. 6.

ne pas refuser les avantages de la loi aux nombreux ouvriers agricoles et aux briquetiers qui s'expatrient pendant une partie de l'année pour travailler à l'étranger. Du moment qu'ils ont conservé en Belgique le centre de leurs intérêts, ils doivent être admis à participer aux primes de la loi.

2° *Au sujet de l'âge de l'affiliation.* — Il y a une distinction à établir entre les personnes affiliées directement à la Caisse de retraite et celles qui y ont été affiliées par l'intermédiaire d'une société mutualiste (art. 3, 2°). Les affiliés directs ne sont admis aux bénéfices des primes que s'ils sont âgés de 16 ans accomplis. C'est l'âge fixé également en Allemagne par la loi du 22 juin 1889 sur les pensions ; en effet, c'est seulement à cet âge que l'on commence à travailler et à gagner ; il est possible, dès lors, d'économiser une partie de son gain pour les vieux jours, et l'effort personnel que le législateur veut encourager peut être réalisé. Toutefois, les personnes qui s'affilient à la Caisse de retraite par l'entremise d'une Mutualité, jouissent, dès l'âge de 6 ans, des subsides accordés par l'Etat. Cette exception a été votée en vue d'encourager les Mutualités scolaires de retraite, qui permettent d'inculquer avec profit les idées de prévoyance à la jeunesse. Il est exigé de tous ceux qui veulent profiter des avantages légaux, l'indication de l'âge, compris entre 55 et 65 ans révolus, auquel ils désirent entrer en jouissance des rentes qu'ils ont acquises (art. 4, al. 3).

3° Pour bénéficier des encouragements de l'Etat il faut être titulaire d'un livret de la Caisse générale de retraite.

4° Il est nécessaire d'avoir effectué sur ce livret un ou plusieurs versements dans le courant de l'année qui précède l'exercice budgétaire (art. 3, 3° et 4°). Par exemple, seront distribués en 1907, les subsides de l'Etat pour les versements qui auront été opérés en 1906.

Quelles seront donc les personnes exclues du bénéfice des primes ? L'idée du législateur, c'est qu'il faut se trouver dans le besoin, c'est-à-dire ne disposer que de ressources insuffisantes par rapport aux charges, pour profiter des subsides des pouvoirs publics. En conséquence, la loi de 1900 ne saurait être invoquée :

1° Par les individus qui payent à l'Etat comme contributions directes, patentes comprises, un chiffre de 50 fr. dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ; de 60 fr. dans les communes de 10.000 à 25.000 habitants ; de 70 fr. dans les communes de 25.000 à 50.000 habitants ; de 80 fr. dans les communes de 50.000 habitants et plus. Mais les sommes que l'on paye en qualité de locataire, les centimes additionnels au profit de la province ou de la commune, et les autres charges ne sont pas comprises dans ces sommes. D'ailleurs, si la personne affiliée directement est exclue à cause du montant de ses contributions directes, son conjoint et ses enfants demeurant avec elle sont éga-

lement exclus (art. 2). Les personnes de cette catégorie sont considérées comme étant assez avantagées de la fortune pour pouvoir se passer des subsides de l'Etat ; mais, d'un autre côté, on a exigé le payement d'un chiffre relativement élevé d'impôts pour ne pas priver des subsides gouvernementaux les négociants, les artisans et les cultivateurs.

2° Les agents de l'Etat qui ont droit à une pension, sans qu'ils aient à fournir aucune contribution pour la constituer, ne peuvent prétendre aux subsides de l'Etat, même s'ils sont membres d'une société de retraite, mais cette exception n'atteint pas l'épouse et les enfants de ces agents, ni les employés qui dépendent d'administrations autres que celles de l'Etat. Par application de ces règles, sont exclus du bénéfice des primes : Les professeurs, les instituteurs des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat, les percepteurs, les sous-percepteurs, commis et facteurs des postes, les chefs de station, les agréés dans les stations, les télégraphistes, les commis et auxiliaires télégraphistes, les chefs de gares, les gardes-convoi, les commis et employés des chemins de fer, les géomètres du cadastre, les pontonniers, les éclusiers, les gardes-déversoirs, les douaniers, les accisiens, les gendarmes, les brigadiers, gardes, agents et préposés de l'administration forestière, les surveillants des prisons, des écoles de bienfaisance et des asiles d'aliénés de l'Etat, etc .. (On sait qu'en Belgique le réseau des chemins

de fer est exploité par l'Etat). Mais les secrétaires, receveurs, professeurs et instituteurs communaux n'étant pas considérés comme agents de l'Etat ne sont pas exclus des primes (1).

SECTION III

PRIMES ACCORDÉES PAR L'ÉTAT ET VERSEMENTS QUI Y DONNENT DROIT

Les primes et les subventions sont fixes ; en conséquence leur montant global varie d'année en année d'après le nombre des affiliés et les sommes qu'ils ont versées. Pour la première année de l'application de la loi, en 1900, le Gouvernement avait mis à la disposition des Belges, en vue des pensions, une somme de 12 millions (1). D'après l'article 5, le montant de la prime annuelle allouée par l'Etat est fixé à 0 fr. 60 par franc et par livret, jusqu'à concurrence de 15 fr. versés. Voici comment il faut entendre cette règle : chaque année, le Gouvernement verse au profit de l'intéressé, le montant des primes calculé à raison de 0 fr. 60 par franc versé jusqu'à 15 fr. au cours de l'exercice précédent. Ainsi, lorsque l'affilié verse un franc, une prime de 0 fr. 60 sera inscrite à son compte de retraite, au cours de l'exercice suivant, par l'Etat.

(1) A. et F. DEFREYN, *Pensions de retraite*, Tubize, 1902, p. 11.

(1) BRASSEUR, *Op. cit.*, p. 13.

Si l'affilié verse 15 fr., une prime de $15 \times 0^{\text{e}} 60 = 9$ fr. sera inscrite à son compte de retraite par l'Etat pendant l'exercice suivant. Mais il faut bien remarquer que le *maximum* des primes allouées par l'Etat est *de 15 fois 0 fr. 60 ou de 9 fr.* Ainsi l'affilié qui verserait 50 fr. n'aurait pas droit à 50 fois 0 fr. 60 de prime, *mais seulement au maximum des primes, c'est-à-dire à 9 fr.*

La loi de 1900, étant destinée à encourager l'initiative individuelle, ne pouvait pas admettre tous les versements, quelle que fût leur origine, à servir de base à l'attribution des primes. Elle a établi le principe d'une distinction entre les versements personnels ou assimilés, et ceux qui peuvent être effectués, au profit des intéressés, par les pouvoirs publics. En d'autres termes, il existe des versements subsidiables et des versements non subsidiables. Sont considérés comme versements personnels, et par conséquent comme subsidiables et comme donnant seuls droit aux encouragements de l'Etat : 1° les versements personnels, c'est-à-dire ceux qui sont effectués des deniers de l'affilié ; 2° les versements qui sont opérés au profit de l'affilié par une tierce personne (patron, donateur, etc.) : il s'agit alors de gratifications ou de libéralités ; 3° les versements effectués par les Mutualités au moyen de leur fonds social, dans lequel est comprise l'allocation de 2 fr. par livret, qui est accordée par l'Etat à ces sociétés intermédiaires, en vertu

de l'art. 12 (Toutefois ces versements, émanant de tierces personnes, n'entrent pas en ligne de compte dans le chiffre total des 60 fr. de versements).

Les versements effectués par les pouvoirs publics (l'Etat, la province, la commune, le bureau de bienfaisance, les hospices), *sous forme de subsides* au profit de l'affilié, ne sont pas pris en considération pour l'allocation des primes (art. 3, alin. 4) (1). Il n'en serait autrement que si ces administrations publiques agissaient *comme employeurs* (2). Les secours accordés à un ouvrier par le bureau de bienfaisance ne suffiraient pas à exclure un ouvrier du bénéfice de la loi de 1900 (3). La loi admet les versements à capital aliéné comme ceux à capital réservé, car les deux modes de versements témoignent d'un effort analogue en vue de l'épargne (art. 4, alin. 1). D'ailleurs une préférence très marquée a toujours été manifestée par les Belges en faveur des versements à capital réservé.

Chacun de ces deux procédés de versements offre des avantages particuliers. Le versement à capital réservé produit les conséquences suivantes : l'auteur des versements pourra, lorsqu'il sera arrivé à l'âge d'entrée en jouissance de sa rente, bénéficier du rachat du capital réservé, qui a été institué par l'article 7, alin. 1 de la loi de 1900 et par l'arrêté du 19 mars 1901, il

(1) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1899-1900, p. 136 et s.

(2) *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1900, n° 136.

(3) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1899-1900, p. 1370.

pourra demander, dès ce moment, qu'on lui rembourse à lui-même la valeur de rachat des capitaux réservés. Un tarif annexé à l'arrêté du 11 mars 1901 est destiné à servir de base au calcul de la somme à rembourser dans cette hypothèse. Si l'auteur du versement n'use pas de cette faculté de rachat, ses héritiers toucheront à son décès tout ce qu'il a versé moins 3 %, quel que soit le temps pendant lequel il aura joui de la rente. Mais il importe de remarquer, qu'en cas de versements à capital réservé, la rente est constituée seulement par une partie des sommes versées, l'autre partie devant être assimilée à une prime d'assurance qui garantit le remboursement du capital aux héritiers. On s'explique que les capitaux versés ne puissent être uniquement affectés à la constitution de la rente, car, outre l'obligation de verser une rente à l'affilié, la Caisse de retraite a assumé celle de rendre à ses héritiers les sommes versées, ou de lui rembourser à lui-même, s'il le juge opportun, après l'entrée en jouissance de sa rente, la valeur de rachat des capitaux réservés (1). L'affilié peut même abandonner tout ou partie des capitaux réservés et affecter cet abandon à la constitution de nouvelles rentes. L'âge d'entrée en jouissance de celle-ci pouvant être différent de celui choisi pour les rentes précédentes (2).

(1) *Doc. parl.*, Sénat, 1900, n° 88.

(2) BRASSEUR, *La pension pour tous*, Liège, 1904, p. 6 et 7.

Dans le versement à capital abandonné, le capital est définitivement aliéné. Dans ce cas, l'auteur des versements ne pourra jamais réclamer les sommes versées et ses héritiers ne toucheront rien à son décès ; mais sa rente annuelle sera beaucoup plus élevée, car, chaque annuité, qui est servie de la rente, comprend non seulement les intérêts mais une partie du capital. En ce qui concerne les primes provenant de l'Etat, elles sont toujours versées à capital abandonné (art. 4, alinéa 2) ; car il est nécessaire que les sacrifices accomplis par l'Etat produisent leur maximum d'effet utile.

Quelle que fût l'importance qu'il attribuait au développement de l'épargne, l'Etat ne pouvait contribuer à la formation des retraites indéfiniment, sans risquer de grever lourdement son budget (exposé des motifs, p. 7) : nous avons déjà signalé une limitation, quant au maximum des subsides annuels de l'Etat, qui ne sauraient dépasser chaque année 9 fr. par livret.

Une seconde limitation est inscrite dans l'art. 6 de la loi de 1900. L'intervention de l'Etat cesse dès que l'affilié a acquis une rente suffisante pour le mettre à l'abri de la misère : il ne bénéficie plus des primes, dès le moment où les sommes versées à son livret suffisent à lui assurer une pension de 360 fr., à l'âge de 65 ans, à capital abandonné.

Ce n'est pas seulement l'Etat qui accorde des avantages pécuniaires à ceux qui veulent se constituer une

pension pour leurs vieux jours ; toutes les provinces encouragent pécuniairement l'affiliation à la Caisse de retraite. Seulement les primes qu'elles accordent ne sont pas fixées par une loi comme les primes allouées par l'Etat ; elles sont constituées par une simple inscription au budget des provinces, et, par suite, elles ne présentent pas la même stabilité que les subsides fournis par l'Etat. Leur mode de répartition varie suivant les provinces et suivant les tendances en vue desquelles elles sont accordées.

Dans certains endroits, elles constituent uniquement un supplément de prime d'encouragement, et sont réparties suivant des règles qui se rapprochent de celles adoptées par l'Etat. Il en est ainsi des primes des provinces d'Anvers, Brabant, Hainaut, Limbourg, Luxembourg et Namur.

Voici d'après M. Hallaert (1), un aperçu des subsides accordés dans les diverses provinces : A Anvers, 0 fr. 20 par franc, sur les 12 premiers francs. Dans la province de Brabant, 0 fr. 50 par franc, sur les 24 premiers francs aux adultes et sur les 12 premiers francs aux écoliers. Dans le Hainaut, 1 fr. par franc sur les 12 premiers francs et 0 fr. 50 sur les 12 fr. suivants, enfin 1 fr. par chaque nouveau livret, sur lequel il est versé au moins 3 fr. Dans la province de Limbourg, 0 fr. 50 par franc, sur les 6 premiers francs. Dans les provinces de Liège, de Luxembourg

(1) HALLAERT, *op. cit.*, p. 17.

et de Namur, le subside n'est pas fixé d'une manière invariable ; les primes sont réservées uniquement aux ouvriers et personnes assimilées aux ouvriers âgés de 40 ans ; en somme, il existe dans ces trois provinces des règles particulières, au point de vue de la répartition des sommes inscrites au budget. Dans la Flandre-Orientale, il est accordé un subside de 1 fr. par franc sur les 4 premiers francs et de 1 fr. pour chaque nouveau livret pris dans le courant de l'année. Dans la Flandre-Occidentale, la contribution provinciale est de 0 fr. 30 par franc sur les 12 premiers francs, si les versements ne dépassent pas 60 fr. pour une année. Une surprime de 0 fr. 20 par franc est accordée aux personnes dépourvues d'aisance qui, au 1^{er} janvier 1901 avaient plus de 50 et moins de 55 ans et une surprime de 0 fr. 15 par franc à celles qui avaient 40 ans révolus et moins de 50 ans.

Enfin, indépendamment des subsides fournis par l'Etat et par les provinces, il existe beaucoup de communes, de bureaux de bienfaisance et d'hospices civils qui accordent des encouragements pécuniaires à ceux qui versent à la Caisse de retraite. Le nombre des établissements qui prennent cette initiative augmente chaque année et, d'ici peu de temps, cette coutume sera générale en Belgique, chaque commune se piquant d'inscrire une certaine somme à son budget annuel, pour venir en aide aux personnes prévoyantes et nécessiteuses.

M. Hallaert signale (1) que ces subsides sont très variables, ils dépendent des ressources dont disposent ces administrations, ainsi que du but accessoire qu'elles ont en vue. Un subside de 1 fr. par année et par membre est accordé par la commune de Thielt, par celle de Coxyde et par les hospices de Bruges et de Furnes ; le bureau de bienfaisance de Furnes accorde 2 fr. par membre ; la commune de Proven 1 fr. 75 ; à Voormezele, un système particulier est suivi : la commune verse une prime de 0 fr. 10 par franc sur les 6 premiers francs aux membres de la Katholieke Zieken-gilde et un subside annuel de 10 fr. à la société de retraite. Pour les enfants qui fréquentent les écoles de Voormezele, d'une manière régulière, il y a attribution d'une prime de 0 fr. 02, à tout enfant qui a versé, pendant chaque semaine d'assiduité à l'école, au moins 0 fr. 03 et dont les parents ont au moins deux enfants en âge de fréquenter l'école ; toutefois, cette dernière condition n'est pas requise, quand les parents sont secourus par le bureau de bienfaisance. Ces primes sont payées, au nom des intéressés, à la société de retraite et servent à parfaire au besoin leurs versements minimum de 0 fr. 05 comme membres de la société.

La ville d'Ypres a élaboré, le 20 avril 1901, un règlement qui est cité comme un modèle des documents de ce genre (2). Il est alloué chaque année aux partici-

(1) HALLAERT, *op. cit.*, p. 18.

(2) A. et F. DEFREYN, *op. cit.*, p. 49.

pants âgés de 6 à 64 ans inclusivement, une prime de 0 fr. 10 par franc jusqu'à 12 francs, sur leurs versements personnels de l'année précédente. Et, d'après l'art. 3 du règlement, il est alloué en outre : *a)* à ceux qui se font assurer entre leur 6^e et leur 15^e année 1 franc, à inscrire à leur livret, dans le courant de l'année suivante ; *b)* aux assurés âgés de 12 ans, pareillement 1 franc, à condition qu'au 1^{er} janvier qui suit, ils soient assurés depuis au moins un an ; *c)* aux assurés âgés de 15 ans, de même 1 franc, pourvu qu'ils réunissent les conditions imposées aux assurés de 12 ans. Ces primes supplémentaires sont refusées à ceux dont les versements dépassent un total de 60 fr. pour l'année entière ; d'autre part, elles sont également refusées aux agents de l'Etat qui sont pensionnés et aux assurés dont la somme inscrite, calculée à capital abandonné, produirait, à 65 ans, une rente annuelle de plus de 360 fr.

Enfin, les sociétés mutualistes reconnues ayant la personnalité morale, peuvent recevoir des libéralités et, en fait, les dons et legs que leur adressent les personnes bienveillantes sont nombreux.

En outre, les sociétés intermédiaires reconnues reçoivent du Gouvernement, quand elles ont pour objet l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite, une subvention annuelle de 2 fr., pour chaque livret sur lequel il aura été versé, pendant l'année écoulée, une somme de 3 fr. au moins, non

compris les subsides des pouvoirs publics, des provinces, des communes ou autres administrations. Cette subvention annuelle de 2 fr. constitue un fonds à la disposition des Mutualités, qui les répartiront entre leurs membres, de la manière déterminée par les statuts ou règlements. En général, on peut évaluer au moins à 2 fr. la part de chaque membre, lors de la répartition annuelle et cette subvention se répète chaque année, à condition bien entendu, que les versements se continuent.

C'est à la société et non à ses membres que la subvention établie par l'art. 12 est accordée, mais, comme les frais d'administration sont peu élevés, il lui est presque toujours possible d'effectuer une répartition entre les livrets de ses membres. De sorte que, si l'on ajoute ce subside aux primes, on arrive au résultat suivant : voici un affilié qui verse régulièrement 3 fr. par an, par exemple ; dès la troisième année de son affiliation, à ses versements personnels viendront s'ajouter 2 fr. de subvention et cinq fois 0 fr. 60 de primes. Il y aura donc sur son livret 8 fr. inscrits sur lesquels il n'aura versé que 3 fr. S'il avait versé 13 fr. par an, dès la troisième année de son affiliation à ses versements personnels seraient venus s'ajouter 2 fr. de subvention, et quinze fois 0 fr. 60 de primes ; il y aurait donc sur son livret 24 fr. inscrits, sur lesquels il n'aurait versé que 13 fr.

Enfin, si nous supposons que dans le courant de

l'année de 1906, se fonde une société de Mutualité reconnue comptant 400 membres, qui, durant cette année, versent chacun 5 fr. en moyenne, cette société recevra en 1907 un subside de $400 \times 2 = 800$ fr. et les membres recevront de l'Etat chacun un subside de 0 fr. $60 \times 5 = 3$ fr., ce qui représente 1,200 fr. pour les 400 membres, indépendamment des encouragements pécuniaires émanant de la province ou des administrations publiques, qui atteindront au moins la moitié de cette dernière somme, soit 600 fr.; de sorte que, finalement en 1907, les membres de la société intermédiaire auront la satisfaction de se voir enrichis de la somme totale d'au moins 2,600 fr. (800 fr. + 1,200 fr. + 600 fr.).

SECTION IV

AVANTAGES DES VERSEMENTS OPÉRÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE DES SOCIÉTÉS MUTUALISTES RECONNUES

Il résulte des développements qui précèdent que les personnes prévoyantes trouvent des avantages certains à opérer leurs versements par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue et à ne pas les effectuer directement à la banque ou aux bureaux de poste.

La Mutualité n'est qu'un organisme intermédiaire entre ses membres et la Caisse générale : les versements opérés par ses membres sont déposés

par elle et, dans un très bref délai, à la Caisse générale de retraite ; c'est cet organisme central qui reçoit les fonds de toutes les Mutualités, les gère et sert les pensions.

Les avantages réservés aux membres de ces sociétés sont nombreux :

1° Les affiliés mutualistes ne sont pas privés des subsides de l'Etat par le motif qu'ils payent un chiffre de contributions directes excédant, 50, 60, 70 ou 80 fr., suivant le chiffre de la population de la commune qu'ils habitent (circulaire du 10 janvier 1902). En d'autres termes, l'exclusion prononcée par l'art. 2 ne concerne que les personnes affiliées directement à la Caisse générale de retraite.

2° Par l'intermédiaire d'une société mutualiste, on peut commencer à verser dès l'âge de 6 ans, au lieu de l'âge de 16 ans exigé des affiliés directs et, dès l'âge de 6 ans, les affiliés mutualistes jouissent des primes ; il y a là un avantage considérable, car ce sont les versements accomplis pendant les années de jeunesse qui constituent pour la vieillesse les rentes les plus considérables.

3° On reçoit sa part à la répartition des fonds sociaux, y compris le subside annuel de 2 fr. par livret fourni par l'Etat, toutes les fois qu'il aura été versé pendant l'année précédente sur ce livret une somme de 3 fr. au moins.

Cette disposition qui est prévue dans l'art. 12 avait

pour objet principal de couvrir les frais d'administration des sociétés mutualistes : mais, comme ces frais sont généralement peu élevés et sont souvent assurés par d'autres ressources, la société intermédiaire pourra presque toujours disposer intégralement de ce subsidé pour augmenter les versements de ses membres.

4° Ceux-ci participeront, en outre, aux subsides de la province, de la commune ou des administrations publiques.

5° Les personnes prévoyantes ont aussi beaucoup plus de facilités pour opérer leurs versements. On peut affirmer que la principale raison d'être des Mutualités, c'est d'épargner à leurs membres toute formalité, toute démarche et tout embarras : les membres d'une société mutualiste payent leur cotisation au trésorier de la société, qui demeure sur place ou qui y siège pour recevoir les versements ; on verse ce qu'on veut, 0 fr. 03, 0 fr. 10, 0 fr. 20, 1 fr., ou plus ; pourvu qu'on observe une certaine régularité, imposée par le règlement de la société ; on peut fixer pour ces versements soit des échéances hebdomadaires, soit des échéances mensuelles. Dès qu'une personne prévoyante a signé son adhésion à la société intermédiaire, elle n'a plus à s'occuper de rien en ce qui concerne la formation de sa retraite. L'administration de la société mutualiste affine ses membres à la Caisse générale de retraite ; elle y reporte les sommes versées ; elle

perçoit au nom de ses affiliés les primes gagnées ; ce sont là autant de services précieux pour les travailleurs qui ne disposent pas toujours du temps ou de l'instruction nécessaires pour accomplir en temps utile toutes ces formalités (1).

En l'absence de Mutualités, les personnes prévoyantes se trouveraient dans l'obligation de se rendre personnellement à la Banque de l'Etat ou au bureau de poste pour y demander leur affiliation ; elles devraient y aller aussi chaque fois qu'elles désireraient opérer des versements, ou tout au moins il leur faudrait s'adresser au facteur de la poste.

D'autre part, les affiliés directs à la Caisse de retraite ne disposent pas des mêmes facilités en ce qui concerne le chiffre de leurs versements ; chaque versement doit être d'au moins 1 fr., ou de plusieurs francs entiers, suivant l'importance de la retraite demandée. Or, cette exigence arrêtera souvent les ouvriers.

Enfin, et surtout, les sociétés mutualistes dispensent leurs membres des formalités requises en vue de toucher les primes accordées par l'Etat, formalités assez compliquées, si l'on en juge par l'arrêté du 20 février 1901 qui les a décrites.

D'après cet arrêté, pour participer aux primes d'encouragement, les personnes affiliées directement à la

(1) HALLAERT, *op. cit.*, p. 24.

Caisse générale de retraite doivent en faire la demande au Ministre de l'Industrie et du Travail et lui faire parvenir chaque année, avant le 30 avril : 1° leur livret de retraite ; 2° un certificat du receveur des contributions attestant la quotité de contributions directes qu'elles payent à l'Etat, y compris les contributions payées par leur conjoint et leur parents demeurant avec elles ; 3° un certificat de l'administration communale ou pièce équivalente, établissant : a) qu'elles ne sont pas des agents de l'Etat ayant droit à une pension ; b) qu'elles sont Belges, et ont leur résidence en Belgique, ou qu'elles appartiennent à l'une des deux nations étrangères (l'Allemagne et le canton de Neuchâtel), qui accordent des avantages réciproques aux Belges et qu'elles ont leur résidence en Belgique depuis au moins 10 années. On comprend dès lors les pertes de temps et les difficultés auxquelles sont exposées les personnes qui ne sont pas membres d'une société mutualiste.

6° Les membres des sociétés intermédiaires de retraite sont incités à la prévoyance par des encouragements quotidiens et par les exemples qu'ils voient autour d'eux. La prévoyance est enseignée jusque dans l'école par les Mutualités scolaires ; en affiliant les enfants, dès le plus jeune âge, les mutualités leur inculquent des idées d'ordre et d'économie et commencent à leur garantir le repos de la vieillesse. L'idée de Mutualité pénètre ainsi d'une manière efficace au

foyer familial. Aussi s'explique-t-on le rapide succès des Mutualités reconnues : au 1^{er} janvier 1904, on comptait 6.447 sociétés mutualistes reconnues, pour une population d'environ 6 millions d'habitants. Il y a donc, en moyenne, une société mutualiste par mille habitants, ce qui montre nettement jusqu'à quel degré le sentiment de la prévoyance s'est inculqué aux citoyens belges (1).

Le nombre des sociétés mutualistes affiliant leurs membres à la Caisse générale de retraite, était au 31 décembre 1904 de 5.053, dont 4.309 d'adultes et 744 d'écoliers.

Les chefs d'industrie, affiliant leur personnel à la Caisse, étaient à la même époque au nombre de 8, pour une somme de 25.061 fr. (un grand nombre d'établissements industriels ayant créé au sein de leur personnel une société de secours mutuels en vue de l'affiliation à la Caisse de retraite, les résultats correspondants figurent dans la statistique des sociétés et non dans celle des chefs d'industrie) (2).

Dans une seule ville, à Bruges, le chiffre des ouvriers inscrits a passé de 1.458 en 1900 à 6.000 à la fin de 1904. Une des sociétés de cette ville compte près de 700 membres, et chaque année, elle en recrute 175 environ (3).

(1) MONTET et BOUTET, *Enquête sur le mouvement et l'importance des retraites pour la vieillesse* (Rapport présenté au 2^e congrès national des retraites pour la vieillesse, Paris 1905), p. 10.

(2) BELLOM, *op. cit.*, p. 23.

(3) *La Revue générale*, Paris, janv. 1905, p. 100.

Le régime institué par la loi du 10 mai 1900 a provoqué particulièrement en 1900 et 1901, un mouvement exceptionnel d'affiliation à la Caisse de retraite ; le nombre de comptes nouveaux a passé de 66.712 en 1899, à 136.384 en 1900 et à 133.606 en 1901 ; il est vrai que le nombre des affiliations au cours de l'année 1902 a été inférieur de près d'un tiers au chiffre des deux années précédentes ; il n'a pas excédé 90.597 et que la décroissance a continué en 1903 et 1904 avec 72.147 et 66.825 comptes nouveaux. Toutefois on ne saurait en conclure que la tendance au recrutement des affiliés dans les sociétés mutualistes, a perdu de son activité : le ralentissement constaté provient de la régularisation d'un mouvement, qui, au lendemain de l'application de la loi de 1900, devait nécessairement se produire avec une intensité anormale.

Au surplus, si le nombre des affiliations a diminué, le montant et le nombre des versements n'a cessé de croître :

Le total des sommes versées est passé de 4.598.636 fr. 98 en 1899 ; à 5.121.056 fr. 02 en 1900 ; à 8.853.414 fr. 08 en 1901 ; à 9.900.404 fr. 21 en 1902.

Le nombre des versements a atteint 627.100 en 1899 ; 856.116 en 1900 ; 1.368.406 en 1901 ; 1.810.402 en 1902 ; 1.857.326 en 1903 ; 1.942.677 en 1904 (1).

(1) BELLOM, *op. cit.*, p. 21 ; — VARLEZ, *Rapport sur la loi des pensions de retraite en Belgique, présenté au 2^e congrès national des retraites pour la vieillesse*, Paris, 1905, p. 3.

SECTION V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- I. Majoration de primes accordée aux personnes âgées de 40 ans au 1^{er} janvier 1900 (art. 8 de la loi du 10 mai 1900 et loi du 20 août 1903) (1).
— II. Allocation annuelle de 65 fr. (articles 9 et 10 de la loi du 10 mai 1900 et arrêté du 20 octobre 1900).

La loi du 10 mai 1900 a dû installer, à côté d'un régime normal fondé sur le principe de l'encouragement à la prévoyance, un régime transitoire établi principalement en faveur des personnes qui, en raison de leur âge, ne bénéficieraient qu'imparfaitement des avantages des retraites, constituées d'après les règles ordinaires ou qui en seraient même totalement exclues.

I. — Une première disposition (art. 8 de la loi du 10 mai 1900), s'applique aux personnes ayant plus de 40 ans, lors de la mise en vigueur de la loi.

En fait, ces personnes ne pourront bénéficier des primes que pendant un temps au moins moitié moindre

(1) Session de 1902-1903.

Chambre des représentants. — *Doc. parl.* : Développement et texte du projet de loi n° 107 ; — Rapport de la section centrale, n° 220.

Ann. parl. : Dépôt du projet. Séance du 5 mars 1903 ; — Dépôt du rapport de la section centrale. Séance du 22 juillet 1903 ; — Discussion générale. Séances des 30 et 31 juillet 1903 ; — Discussion de l'article unique. Premier et deuxième vote. Séance du 31 juillet 1903.

Sénat. — *Doc. parl.* : Rapport des commissions réunies de l'Industrie et du Travail, des Finances et des Travaux publics, n° 98.

Ann. parl. : Discussion générale. Discussion de l'article unique, adoption du projet. Séance du 13 août 1903.

que celles qui auraient commencé les versements dès l'adolescence. Il est donc nécessaire qu'elles épargnent davantage pour parvenir à se constituer une retraite, et, pour les encourager dans cet effort, la loi de 1900 leur accorde le bénéfice des primes de 0 fr. 60 par franc jusqu'à 24 fr. par an au lieu de 15 fr.

Cette disposition peut paraître, au premier abord, une généreuse faveur à l'égard des bénéficiaires, mais il y a lieu de remarquer que l'on s'adresse à des ouvriers et, qu'en Belgique surtout, les salaires sont très minimes. Pour bénéficier pleinement des avantages de la loi, l'ouvrier sera donc obligé de prélever annuellement 24 fr. sur ses faibles ressources et cela à un âge où les rudes travaux de l'industrie ou de l'agriculture auront déjà affaibli sa vigueur ; en outre, ces versements opérés après 40 ans ne lui procureront pas, par la suite, les mêmes avantages que si ces sommes et ces primes avaient été versées à la Caisse de retraite dès l'âge de 20 ans, par exemple.

Cette mesure est donc insuffisante et divers congrès mutualistes, entre autres celui de Liège en 1901, se sont prononcés dans ce sens

M. Denis, de son côté, avait présenté un amendement tendant à remplacer les primes de l'art. 8 par une allocation annuelle forfaitaire de 150 fr. (analogue à la prime de 50 marks de la loi allemande). Cet amendement fut repoussé, mais les Chambres s'émurent néanmoins de cette situation et le législateur essaya

de compléter l'article 8 par les dispositions de la loi du 20 août 1903, qui ajoute à l'article sus-visé un deuxième alinéa ainsi conçu :

« A partir du 1^{er} janvier 1903, le montant de la prime annuelle est porté à concurrence des 6 premiers francs versés :

a) A 1 fr. par franc pour les intéressés ayant atteint au 1^{er} janvier 1900, un âge compris entre 40 et 45 ans ;

b) A 1 fr. 50 par franc pour les intéressés ayant atteint à la même date un âge compris entre 45 et 50 ans ;

c) A 2 fr. par franc pour les intéressés ayant à la même date dépassé l'âge de 50 ans ».

Ces nouvelles dispositions améliorent un peu la situation des vieux ouvriers, mais elles sont encore notoirement insuffisantes.

La mesure proposée par M. Denis (même en réduisant légèrement le taux au début pour ne pas trop obérer les finances belges), aurait semble-t-il mieux résolu la question et mieux servi la cause des vieux ouvriers.

II. — La deuxième disposition (art. 9 de la loi du 10 mai 1900) vise les personnes trop âgées pour pouvoir se constituer normalement une retraite, même avec les encouragements de l'Etat, il s'agit, en un mot, des personnes qui vont atteindre bientôt l'âge

auquel elles ne pourront plus effectuer de versements à la Caisse de retraite (65 ans). La loi nouvelle ne pouvait se désintéresser du sort de ces personnes (1). Une mesure qui était destinée à venir en aide pour la vieillesse aux jeunes générations, ne pouvait, par une iniquité flagrante, laisser en dehors de son domaine d'application les personnes qui, par suite de leur âge, n'étaient plus à même de profiter de la protection légale.

L'art. 9 de la loi du 10 mai 1900 divise en trois catégories les personnes qui ont eu au moins 55 ans le 1^{er} janvier 1901 :

Première catégorie : Elle comprend les personnes qui avaient *au moins 65 ans* à la date sus-visée. Le Gouvernement leur accorde, leur vie durant, une pension annuelle de 65 fr., à condition qu'elles soient Belges, résidant en Belgique, qu'elles soient ouvriers ou anciens ouvriers et dans le besoin. A cet effet, ces personnes doivent adresser une requête au comité de patronage des habitations ouvrières de l'arrondissement de leur résidence. Elles doivent l'adresser par l'entremise de l'administration communale, et ce, au plus tard, avant le 31 décembre qui précède l'année pendant laquelle elles désirent jouir de l'allocation de 65 fr. Si cette demande est agréée, car il n'y a aucun droit acquis aux intéressés, quoi qu'en ait dit M. Dubief (2),

(1) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1900, p. 1381 et s.; — Sénat, 1900, p. 609 et s.

(2) DUBIEF, *A travers la législation du travail*, Paris, 1903, p. 122.

les hommes comme les femmes et les veuves, et même les deux époux peuvent obtenir cette pension sans avoir à déboursier un centime.

La deuxième catégorie comprend les personnes qui avaient *au moins 58 ans et moins de 65 ans*, au 1^{er} janvier 1901 ; à celles-là aussi la pension sera accordée aux mêmes conditions au fur à mesure qu'elles atteindront l'âge de 65 ans, et pourvu qu'elles en fassent la demande avant le 1^{er} janvier de l'année pour laquelle elles désirent en jouir. Celles-là encore sont dispensées de tout versement.

Enfin, *la troisième catégorie* comprend les personnes qui avaient *au moins 55 ans d'âge, et moins de 58 ans*, au 1^{er} janvier 1901. Ces personnes là aussi pourront toucher la pension de 65 fr. aux mêmes conditions que celles prescrites pour les deux premières catégories ; cependant la loi leur impose l'obligation de fournir une légère preuve d'économie et de prévoyance : elles devront avoir versé une somme de 18 fr. à la Caisse générale de retraite de l'Etat, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société de retraite et cette somme doit avoir été versée au moment où la requête est adressée (1).

Les personnes énumérées dans la troisième catégorie sont donc obligées d'avoir épargné au moins 18 fr., sinon elles ne peuvent obtenir la pension de 65 fr., et

(1) CAMERLYNCK, *Commentaire de l'arrêté du 20 octobre 1900*, Liège, 1902, p. 8 et s.

ce versement de 18 fr. peut être réparti en fractions annuelles d'au moins 3 fr. Les intéressés peuvent donc se contenter de verser 3 fr. pendant 6 ans. D'après M. Camerlynck (1) la subvention de 2 fr. fournie sous les conditions précitées aux sociétés mutualistes par l'Etat peut entrer dans la composition de cette somme de 18 fr. de façon qu'il suffirait à l'intéressé de verser : la première année, 3 fr. ; la seconde année, 1 fr. plus 2 fr. de subvention soit 3 fr. ; la troisième année, 3 fr. ; la quatrième année, 1 fr. plus 2 fr. de subvention, soit 3 fr. ; la cinquième année, 3 fr. ; la sixième année, 1 fr. plus 2 fr. de subvention, soit 3 fr. De cette façon, l'ouvrier n'aura versé que 12 fr. de ses propres deniers ; ce résultat est logique puisque, d'après l'interprétation adoptée par le Ministère belge de l'Industrie et du Travail, le subsidé de 2 fr. alloué par l'Etat est assimilé à un versement opéré au profit de l'affilié par une société mutualiste au moyen des fonds sociaux (2).

Il convient de remarquer, d'ailleurs, que ce versement global de 18 fr. n'est qu'un minimum et que les personnes comprises dans la troisième catégorie spécifiée par l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 ont intérêt à verser davantage pour bénéficier plus largement des primes et des subventions. La somme de 18 fr. prévue par la loi n'est d'ailleurs pas perdue pour le retraité,

(1) CAMERLYNCK, *Commentaire*, *op. cit.*, p. 40 et s.

(2) BRASSEUR, *lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903*, *op. cit.*, p. 16

car il lui est loisible de la verser soit à capital abandonné, soit à capital réservé, à son choix.

Ces dispositions si généreuses de la loi belge ne semblent pourtant pas avoir eu beaucoup de succès auprès des intéressés. En effet, une proposition de loi de M. Destrée (1) vient d'être déposée très récemment ; elle concerne les personnes visées par l'art. 9 de la loi du 10 mai 1900. Les quelques versements très peu importants exigés n'ayant pas été faits par un grand nombre d'intéressés, arrivés maintenant à l'âge d'entrée en jouissance de la pension, M. Destrée est d'avis de supprimer la condition qui leur a été imposée.

Il importe de remarquer que la qualité d'ouvrier ou d'ancien ouvrier est une condition *sine quâ non* pour bénéficier des allocations de 65 fr. D'après l'article 5 de l'arrêté du 20 octobre 1900, sont considérés comme ouvriers : les hommes et les femmes qui, moyennant un salaire, travaillent habituellement de leurs mains pour un patron ou un maître, soit au temps, soit à la pièce, soit au dehors, soit à domicile et cela sans distinguer entre le travail industriel ou de métier. Sont considérés comme anciens ouvriers ceux qui, par la condition habituelle de leur vie antérieure, ont répondu à la précédente définition. La femme ou la veuve d'un ouvrier ou d'un ancien

(1) *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1907, n° 47.

ouvrier est considérée comme ouvrière, alors même qu'elle n'aurait pas travaillé habituellement de ses mains pour autrui (art. 5, § 3, de l'arrêté du 20 octobre 1900).

D'après les explications fournies par le Ministre de l'Industrie et du Travail, les comités de patronage sont chargés d'apprécier, en fait, quelles sont les personnes qui peuvent être considérées comme ouvriers ou anciens ouvriers (1). Il paraît d'ailleurs que l'interprétation de la loi à l'égard des personnes est comprise d'une manière assez large (2).

Enfin, pour bénéficier de la pension de 65 fr., il faut se trouver dans le besoin. Sur ce point des difficultés furent soulevées à la Chambre des représentants ; notamment les adversaires du Gouvernement et les socialistes redoutaient que l'appréciation du besoin ne fut abandonnée à des comités composés de fonctionnaires ou d'agents électoraux. Ils réclamaient donc des règles précises, insérées dans la loi elle-même. Mais, à raison de la complexité de la question, le Parlement, désireux de voir aboutir le plus tôt possible la loi des retraites, laissa à l'arrêté du 20 octobre 1900, le soin de résoudre le problème (3).

Sont considérés comme étant dans le besoin, aux termes de l'art. 6 de cet arrêté, ceux dont les ressour-

(1) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1900-1901, p. 67.

(2) ARSANDAUX, *op. cit.*, p. 273.

(3) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1900, p. 1383 et s..

ces, mises en rapport avec leurs charges, sont ordinairement insuffisantes pour qu'ils puissent pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance. En d'autres termes, il faut que l'individu ne puisse pas pourvoir à sa subsistance selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession (1).

Dans sa deuxième partie d'ailleurs, l'art. 6 indique les éléments principaux dont il est tenu compte pour établir la situation de l'intéressé. On compare ses ressources (le salaire de l'intéressé ou de son conjoint et des enfants ou descendants, habitants avec lui, la nature et la contenance de ses propriétés et des biens qu'il tient en location, ses épargnes, les secours de la bienfaisance publique, les subventions résultant de droits réels ou personnels, comme les droits d'usage et les pensions alimentaires) ; et les charges (l'entretien du ménage, selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, en considérant le nombre et l'âge des personnes qui composent la famille, les infirmités, le loyer, les impôts et les charges réelles comme les hypothèques). C'est l'ensemble de la situation des intéressés qui doit être examinée conformément à la bonne moyenne des familles ouvrières de la même condition et de la même localité.

La question sera résolue en fait par les comités de

(1) CAMERLYNCK (*Commentaire*), *op. cit.*, p. 17.

patronage pour chaque cas particulier. Par exemple, le fait de gagner un salaire, d'avoir des propriétés ou des épargnes, de recevoir des secours de la bienfaisance publique ou d'autres institutions ne constituerait pas des causes d'exclusion de la pension de 65 fr., mais de simples éléments d'appréciation. Le législateur n'a pas pu exiger évidemment que l'ouvrier besogneux renonce à un faible salaire ou aliène le petit capital qu'il possédait, pour être à même de réclamer la pension de 65 fr. Toute solution contraire serait en opposition avec le but d'encouragement à la prévoyance que se propose la loi de 1900.

SECTION VI

RESSOURCES FINANCIÈRES NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DE LA LOI

Une loi du genre de celle du 10 mai 1900, comportant des subsides du Gouvernement, ne peut pas être appliquée, sans entraîner pour l'Etat un surcroît de dépenses considérables. Le Gouvernement belge l'avait bien compris ; il estimait que « la situation prospère des finances, correspondant à la prospérité générale du pays, permettait d'inscrire ce crédit au budget ordinaire sans recourir à la création de nouvelles ressources » (exposé des motifs, p. 11). La Belgique a en effet, par suite de son état de neutralité, et de

l'absence de dépenses militaires excessives qui grèvent les budgets de la plupart des Etats européens, le privilège d'avoir une situation financière prospère et de pouvoir, mieux que toute autre nation, faire face aux exigences de l'organisation sociale nouvelle. Cependant, les prévisions des auteurs de la loi ont été en partie déçues. L'art. 12, *in fine*, disposait que le crédit nécessaire serait rattaché au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail et le crédit ainsi fixé était de 12 millions (1). Mais, dès 1901, première année de la mise en vigueur de la loi, la subvention fournie par l'Etat s'éleva au total de 13.150.000 fr., dont 11.440.000 fr., pour les allocations de 65 fr., assignées aux vieillards (2).

Pendant cette année 1901, les éléments de ce chiffre total de 13.150.000 fr., indiquant les frais incombant à l'Etat, ont été les suivants : 1.100.000 fr. de primes de 0 fr. 60, correspondant à 1.835.000 fr. de versements primés ; 410.000 fr. de subventions à 2 fr. ; 200.000 fr. pour frais d'administration, soit 1.710.000 fr. A cette somme de 1.710.000 fr., il y a lieu d'ajouter 176.000 allocations de 65 fr., accordées à des vieillards ayant atteint l'âge de 65 ans, ce qui correspond à 40 % de la population du même âge, soit 11.440 fr.

On avait prévu 6.500.000 fr., pour le montant des

(1) ARSANDAUX, *op. cit.*, p. 277.

(2) LEFORT, *Les Caisses de retraites ouvrières en France et à l'étranger*, Paris, 1906, t. I, p. 137.

charges budgétaires ; on dut, par la suite, affecter à cet office un fonds spécial de 12.000.000 en 1901, première année d'exercice de la loi, et ce chiffre fut encore insuffisant, puisque les dépenses précitées ont atteint celui de 13.150.000 fr. (1).

Il ne faut pas s'étonner de ces résultats : dans tous les pays où l'Etat réglemente la prévoyance et l'organise par lui-même, il est indéniable que les facultés individuelles d'épargne s'affaiblissent quelque peu. Elles ne sauraient assurément disparaître dans la population belge, puisque l'Etat se borne à ajouter aux économies constituées en vue de la retraite, sans se charger de former lui-même cette retraite. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une catégorie considérable d'individus songe à profiter des subsides de l'Etat et à prendre sa part de la manne gouvernementale. En même temps, la charité privée se détourne des vieillards ; les liens familiaux se distendent. Dans la famille on se désintéresse des personnes arrivées à la vieillesse et l'on compte sur l'Etat pour assurer l'accomplissement d'un devoir de charité qui, depuis une tradition séculaire, se rattachait aux liens du sang.

Ces considérations ne peuvent pas sans doute affaiblir l'obligation qui incombe à l'Etat de venir en aide aux travailleurs sur le déclin de leur vie ; mais, si le principe est intangible en lui-même, son application

(1) DEDÉ, *Les sociétés de secours mutuels*, Paris, 1905, p. 83-84.

donne lieu à toutes les difficultés qui surgissent dans la mise en œuvre des institutions même les meilleures. Chacun veut participer aux profits qui résultent des retraites, notamment en ce qui concerne le régime transitoire organisé par la loi de 1900, pour les vieux ouvriers dans le besoin, qui n'avaient pu profiter du régime nouveau, en raison de leur âge. Des compétitions ardentes se sont produites, pour être admis à bénéficier de l'allocation de 65 fr. et, comme il y avait quelque dureté à se montrer trop sévère appréciateur de la situation besogneuse, exigée pour avoir droit à l'allocation, on a admis à profiter de la réforme des individus dont l'état de misère n'était pas absolument précisé (1).

Le crédit prévu par la loi de 1900 doit être versé à la Caisse des dépôts et consignations, qui l'administre d'après les règles applicables à tous les fonds dont elle a la gestion. Elle garde par devers elle les excédents disponibles, en vue des éventualités de plus en plus probables où la dépense occasionnée par les subsides destinés aux retraites dépasserait 12 millions. Le Gouvernement belge a, d'ailleurs, si bien compris qu'il assumait un sacrifice dont le poids deviendrait de plus en plus lourd, qu'il n'a pas hésité à déclarer qu'il augmenterait le crédit de 12 millions, en cas d'insuffisance reconnue par la suite (exposé des motifs, p. 11).

(1) LEFORT, *op. cit.*, p. 138.

Signalons, au surplus, qu'un député socialiste, M. Denis, préoccupé par la perspective des majorations toujours croissantes des crédits destinés aux retraites, avait proposé d'élever considérablement les droits de succession sur les valeurs mobilières. Mais cette proposition fut repoussée, avec raison, par le motif qu'un impôt doit servir aux dépenses des services publics utiles à toute la collectivité, et non pas à la satisfaction d'un besoin déterminé, qui n'est éprouvé que par quelques classes de citoyens (1).

Cependant, malgré la grande part prise par l'Etat à la constitution des retraites ouvrières, il s'est trouvé des protestataires qui ont critiqué comme insuffisante la collaboration du Gouvernement. Ils ont dit que le chiffre insignifiant des subsides alloués par l'Etat attestait une indifférence presque complète de celui-ci vis-à-vis de la classe des travailleurs. Ils ont affirmé que ceux qui prétendaient s'être exonérés par une contribution si faible, de la dette sociale étaient coupables de mauvaise foi ou victimes d'une illusion. On est même allé jusqu'à soutenir que la loi de 1900 n'avait accompli qu'une réforme insignifiante, et presque injurieuse pour la classe ouvrière (2). Il semble évident que de pareilles critiques émanent de gens naïfs ou mal intentionnés, qui se sont fait illu-

(1) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1900, p. 1391.

(2) BRIQUET, dans le *Mouvement socialiste* du 29 mars 1902, Paris, 1902, p. 609.

sion sur les ressources financières de la Belgique, ou qui ont cherché ainsi à entretenir une agitation factice parmi les travailleurs. Le Gouvernement belge, n'ayant pas hésité à majorer le chiffre des crédits qu'il avait destiné aux subsides, s'est efforcé de procurer à la loi de 1900 son maximum d'effets utiles et il ne pouvait faire mieux, sans risquer d'obérer gravement l'avenir de ses finances.

SECTION VII

RÉSULTATS DE LA LOI DU 10 MAI 1900

On se convaincra de l'importance sociale de la loi de 1900, par le tableau des avantages techniques qui résultent de son fonctionnement. En supposant un enfant pour qui ses parents ont commencé à verser 0 fr. 25 par mois, dès qu'il a atteint l'âge de six ans et qui, devenu homme, a continué régulièrement ses versements, voici comment sa rente s'établit (à capital aliéné) :

Rente acquise par :	A 55 ANS.	A 60 ANS.	A 65 ANS.
Les versements personnels...	40 ^f 01 ^c	63 ^f 96 ^c	110 ^f 15 ^c
Les subventions.....	25 48	40 77	70 27
Les primes.....	38 46	61 43	105 74
Rente totale.....	103 ^f 95 ^c	166 ^f 16 ^c	286 ^f 16 ^c
Somme totale versée.....	147 ^f	162 ^f	177 ^f

Le jeune homme de 20 ans, qui veut épargner 0 fr. 10 par jour, soit 3 fr. par mois, jouira à 55 ans

d'une rente de 279 fr. 65 (versements personnels : 241 fr. 49 ; subventions : 12 fr. 70 ; primes : 25 fr. 66). A 60 ans, la rente s'élèverait à 456 fr. 24 ; et à 65 ans à 796 fr. 86 (1).

D'autre part, en supposant des versements personnels de 1 fr. 25 par mois, effectués par les seuls intéressés, l'augmentation des rentes personnelles dues aux primes de l'Etat (l'entrée en jouissance commençant par exemple à 55 ans), serait de 50 fr. pour toutes les personnes affiliées depuis l'âge de 6 ans jusqu'à l'âge de 24 ans ; de 42 fr., pour celles affiliées à 26 ans ; de 32 fr., pour celles affiliées à 30 ans ; de 28 fr., pour celles affiliées à 32 ans ; de 25 fr., pour celles affiliées à 34 ans ; de 21 fr., pour celles affiliées à 36 ans et de 18 fr. pour celles affiliées à 38 ans.

Ces avantages ont paru appréciables à la petite bourgeoisie, aux petits industriels, aux petits commerçants, aux petits propriétaires, aux domestiques ; la loi de 1900 n'a pas reçu un accueil moins enthousiaste dans la catégorie des travailleurs agricoles. C'est de ce côté, beaucoup plus que chez les travailleurs des mines, des manufactures, des hauts fourneaux, des verreries et du tissage, que se rencontrent les gros contingents de mutualistes (2).

(1) BRASSEUR, *Lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903* (op. cit., p. 16 et s.).

(2) SALAUN, *Les résultats de la loi belge sur les retraites ouvrières*, Paris, 1902, p. 415 ; — Paul LOUIS, *L'ouvrier devant l'Etat, Histoire comparée des lois du travail dans les deux Mondes*, Paris, 1904, p. 409.

TROISIÈME PARTIE

Institutions de prévoyance qui existent actuellement en France.

CHAPITRE VI

RÉGIME ACTUEL DE LA PRÉVOYANCE EN FRANCE

Nous n'avons pas l'intention de faire ici une étude détaillée des différents modes de prévoyance mis actuellement par la loi française à la disposition des intéressés. Il n'entre pas non plus dans notre pensée de critiquer en détail le projet de loi français sur les retraites ouvrières, ce qui dépasserait le cadre de ce modeste ouvrage.

Nous nous bornerons donc à indiquer, en quelques mots, les principales institutions de prévoyance existant actuellement en France et à donner un bref aperçu des dispositions du projet de loi français afin de pouvoir comparer la situation faite par la loi aux ouvriers prévoyants, tant en Belgique qu'en France.

La France ne possède pas encore à proprement parler une « loi de retraite ». Un projet de loi a été voté par la Chambre des députés le 23 février 1906, il a pour objet, en principe, de créer des pensions constituées :

1° par un prélèvement obligatoire de 2 % sur les salaires des assujettis (ouvriers et employés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture);

2° par un versement égal des patrons ;

3° par une majoration de l'Etat pour parfaire la pension de retraite, lorsque les versements précédents la laisseraient inférieure à 360 fr.

Ce projet, maintenant soumis au vote du Sénat, est actuellement discuté à la commission sénatoriale des retraites ouvrières (1).

La législation française comprend néanmoins un certain nombre de dispositions qui permettent :

1° à tout citoyen français de s'assurer contre la maladie et la vieillesse ;

2° à tout vieillard, tout infirme ou tout incurable, n'ayant pas de ressources suffisantes pour vivre, de bénéficier d'allocations mensuelles versées obligatoirement par la commune avec l'aide pécuniaire des départements et de l'Etat.

(1) Voir *Questionnaire de la commission sénatoriale des retraites ouvrières*. Annexes, p. 217.

SECTION I

ASSURANCES CONTRE LA VIEILLESSE

A. Caisse nationale de retraite pour la vieillesse (loi du 18 juin 1850). — B. Sociétés de secours mutuels (loi du 1^{er} avril 1898). — C. Caisses diverses.

A. — *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse*, créée par la loi du 10 juin 1850 sous le nom de « Caisse de retraites et de rentes viagères pour la vieillesse », modifiée par les lois du 30 janvier 1884 et du 20 juillet 1886. Ses fonds sont gérés par la Caisse des dépôts et consignations sous la garantie de l'Etat. Elle constitue des rentes viagères ne pouvant, sauf cas particulier, dépasser 4.200 fr. (à capital aliéné ou réservé au choix du déposant). Ces rentes sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. Elles sont liquidées en principe de 50 à 65 ans. En cas d'infirmité entraînant une incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée de suite en proportion des versements faits. Elle peut, dans ce cas, être bonifiée par l'Etat au moyen d'un crédit spécial inscrit à cet effet au budget du Ministère de l'Intérieur, mais le montant de la pension bonifiée ne peut, ni dépasser le triple du produit de la liquidation, ni être supérieur au maximum de 360 fr., bonification comprise. Le taux de cette bonification est fixé annuellement dans la limite des crédits disponibles. Outre les sommes régulièrement inscrites au budget,

le revenu de la moitié du produit de la vente des bijoux de la Couronne formera une dotation spéciale affectée au service de ces pensions exceptionnelles (loi du 20 juillet 1886, art. 11).

On peut faire des versements à partir de 1 fr., mais sans fraction de francs. Des bulletins-retraites permettant de constituer le minimum de 1 fr., par apposition de timbres poste sur une feuille *ad hoc*, sont mis par l'administration à la disposition des intéressés. Le total des versements ne peut dépasser 500 fr. par an (loi du 26 juillet 1893). On peut verser personnellement ou par intermédiaire à partir de l'âge de 3 ans.

Le déposant qui a stipulé le remboursement à son décès du capital versé à ses héritiers peut, à toute époque, faire abandon de tout ou partie de ce capital à l'effet d'obtenir une augmentation de rente au plus égale à 1.200 fr. (1).

Le montant de la rente est calculé en tenant compte :

- 1° de l'intérêt composé du capital ;
- 2° des chances de mortalité (tables de Deparcieux) ;
- 3° du remboursement au décès du capital réservé s'il y a lieu :

Une loi du 31 décembre 1905 affecte un crédit spécial pour bonifier les pensions de retraite des titulaires qui, ayant opéré des versements depuis 25 ans et étant âgés de 65 ans, ne possèdent pas un revenu de

(1) MASSÉ, *Législation du travail et lois ouvrières*, Paris, 1905, p. 248 et s.

360 fr. (à titre transitoire et pour la période 1895-1905 le nombre d'années de prévoyance exigé monte graduellement de 15 à 25 ans). La majoration ne pourra pas excéder le cinquième de la rente à majorer (loi du 13 juillet 1896). Des bonifications spéciales pourront aussi être allouées aux parents ayant élevé plus de 3 enfants jusqu'à l'âge de 3 ans.

En 1887, les capitaux versés annuellement à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, formaient un total moyen de 23.525.274 fr. En 1905, ces chiffres se sont élevés à la somme de : 63.965.000 fr. La Caisse verse chaque année environ 35.600.000 fr. à 248.369 rentiers.

Les rentes de	2 à	50 fr. compr.	45,39 % du nombre total des rentiers.	
—	51 à	200	—	39,36
—	201 à	600	—	11,26
—	601 à	1.200	—	3,35
—	1.201 à	1.500	--	0,64
				— (1)

Plus de la moitié des rentiers ont donc des pensions n'atteignant pas 50 fr., plus des 4/5 des retraites ne dépassent pas 200 fr. : nous voyons donc que c'est l'épargne populaire qui contribue pour la plus grande part à la constitution de ces rentes.

B. — *Sociétés de secours mutuels.* — Elles sont régies par la loi du 1^{er} avril 1898 et divisées en 3 catégories.

a) Les sociétés libres n'ayant qu'une personnalité

(1) Massé, *op. cit.*, p. 757.

civile restreinte analogue à celle que la loi du 21 mars 1884 confère aux syndicats. Elles sont peu nombreuses.

b) Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, qui ont au contraire une personnalité civile très étendue ; leur nombre est excessivement restreint.

c) Les sociétés approuvées formant le plus gros contingent de la Mutualité et les seules bénéficiant des avantages de la loi. Ce n'est que de ces dernières que nous nous occuperons du reste dans les brèves notes qui vont suivre.

L'approbation d'une société ne peut être refusée que dans 2 cas : 1^o pour non-conformité des statuts avec les dispositions de la loi ; 2^o si les statuts ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses pour la constitution des retraites garanties (loi du 1^{er} avril 1898, art. 16). En cas de refus d'approbation, un recours peut être formé sans frais devant le Conseil d'Etat (même loi, art. 16).

Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la loi, l'approbation peut être retirée par décret rendu en Conseil d'Etat sur la proposition motivée du Ministre de l'Intérieur et après avis du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels (même loi, art. 30). Cette décision sera susceptible d'un recours sans frais devant le Conseil d'Etat (même loi, même article).

Ces sociétés peuvent être autorisées par décret rendu en Conseil d'Etat à posséder des immeubles jusqu'à concurrence des $3/4$ de leur avoir, à les vendre et à les échanger.

Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Les placements de ces sociétés doivent être effectués soit en valeurs de l'Etat, ou ayant une garantie de l'Etat et être placés en dépôt soit dans les caisses d'épargne, soit à la Caisse des dépôts et consignations. Les Mutualités sont, en outre, admises à verser des capitaux à cette caisse : 1° en compte courant disponible, 2° en compte affecté, pour toute la durée de la société, à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable. Ces sommes porteront intérêt à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. La différence entre ce taux et celui de $4\frac{1}{2}\%$ déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852 et par le décret du 26 avril 1856 sera versée à titre de bonification à chaque société au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du Ministère de l'Intérieur. Les intérêts, non employés au cours de l'année, sont capitalisés. Les fonds versés aux comptes ci-dessus, sont employés, par la Caisse des dépôts et consignations, dans les mêmes conditions que les fonds des caisses d'épargne.

L'art. 20 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses

d'épargne édicte que les sommes placées en rentes et celles qui étaient attribuées aux caisses d'épargne, en vertu de la loi du 7 mai 1853, prescrites désormais à l'égard des déposants, seront réparties entre les caisses d'épargne, à concurrence des $\frac{2}{5}$ et les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraite, à raison des $\frac{3}{5}$.

Chaque année, la somme attribuée aux Mutualités est répartie par l'arrêté ministériel, entre les sociétés sus-indiquées, en raison inverse du chiffre moyen des pensions et en raison directe du nombre des sociétaires (décret du 14 mai 1898).

Les pensions de retraite peuvent être constituées :

- a) Par le système du fonds commun inaliénable (à capital réservé au profit de la société). Elles sont, dans ce cas, servies à l'aide des intérêts de ce fonds. Pour bénéficier de ces pensions, les membres doivent être âgés de 50 ans et avoir cotisé pendant 15 ans au moins ;
- b) Par le système du livret individuel, à l'aide de la Caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome. Les pensions sont alors formées par les versements des membres de la société (à capital aliéné ou réservé au profit des sociétaires) et par les ressources dont les statuts permettent de faire bénéficier les livrets individuels (à capital aliéné ou réservé, au profit de la société).

En résumé, grâce à la loi du 1^{er} avril 1898 et grâce au maintien à $4\frac{1}{2}\%$ du taux de l'intérêt servi par

l'Etat à ces sociétés, aux bonifications accordées par l'Etat pour les pensions inférieures à 360 fr., aux cotisations des membres honoraires, aux subventions de l'Etat, des départements et des communes, tout sociétaire peut, à condition de commencer les versements dès l'adolescence, se constituer à 60 ans une retraite inaliénable et insaisissable de 360 fr., sans que la cotisation dépasse une quinzaine de francs par an.

Les services rendus par les Mutualités sont donc des plus appréciables, le nombre de ces sociétés qui n'était encore en 1901 que de 12.000 environ, s'est élevé en 1905 à 20.500, dont 3.000 Mutualités scolaires.

Le capital de ces sociétés atteint aujourd'hui le chiffre imposant d'un demi milliard et progresse de 25 millions environ par an.

En 1897, à la veille de la promulgation de la loi qui a réorganisé le régime de ces sociétés, la Mutualité ne coûtait à l'Etat que 1.183.612 fr. Sous le nouveau régime le montant des crédits ouverts : 1° pour allouer des subventions aux Sociétés de secours mutuels ne constituant pas de retraites ; 2° pour bonifier à 4 1/2 % les intérêts des sommes placées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations s'élevait en 1904 à 4.759.000 fr. ; pour 1905 les crédits votés s'élevaient à 5.850.000 fr., ce qui représente dans l'espace de 7 ans une augmentation de 4.666.788 fr. (1).

(1) *Revue politique et parlementaire*, novembre 1905. L'œuvre budgétaire de la 3^e République en matière d'assistance et de prévoyance sociale. Paris, 1905.

C. — *Caisses diverses.* — Nous citerons pour mémoire parmi les autres institutions de prévoyance : 1° les caisses patronales et syndicales de retraites, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers (loi du 27 décembre 1895) ; 2° les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894) ; 3° les pensions civiles en faveur des employés et ouvriers directement rétribués par l'Etat (loi du 9 juin 1853, décret du 9 novembre 1853) ; 4° les pensions de l'armée de terre (loi du 11 avril 1831), les pensions des officiers en réforme (loi du 17 août 1879), les pensions des sous-officiers et soldats (loi du 18 août 1879) ; 5° les pensions des employés des compagnies de chemins de fer (lois du 27 décembre 1890 et du 10 avril 1902) ; 6° la caisse des invalides de la marine (créée sous Louis XIV, réorganisée en 1816, modifiée par les lois du 21 avril 1898 et du 7 avril 1902), etc...

SECTION II

ASSISTANCE

Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables
Loi du 14 juillet 1905) (1).

En attendant que le projet de loi organisant les retraites pour la vieillesse soit voté par les deux

(1) *Journal officiel*, 16 juillet 1905, n° 190, p. 4349 à 4352.

Chambres, le législateur n'a pas voulu tarder davantage à assurer la subsistance aux vieillards et aux infirmes. La loi du 14 juillet 1905, qui est entrée en vigueur à partir du 1^{er} janvier dernier, décide en effet que « tout Français, privé de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et soit âgé de 70 ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable » recevra l'assistance dans les conditions déterminées par cette loi (art. 1). Il est regrettable que la loi fixe ainsi l'entrée en jouissance à un âge trop avancé : combien de malheureux invalides mourront avant d'atteindre cet âge et sans pouvoir ainsi bénéficier des avantages de la loi.

L'assistance est donnée par la commune, le département ou l'Etat (art. 2). Ces administrations peuvent toujours exercer leur recours, s'il y a lieu, soit contre l'assisté, si on lui reconnaît ou s'il lui survient des ressources suffisantes, soit contre toute personne ou société tenue de l'obligation de l'assistance, notamment contre les membres de la famille de l'assisté, désigné par les articles 205 à 212 du Code civil (art. 5).

L'admission à l'assistance est entourée de formalités nombreuses pour éviter les fraudes et donner en outre toutes les garanties aux intéressés et aux tiers, par suite des nombreux recours dont sont susceptibles les décisions des diverses commissions (1), qui statuent

(1) Commission municipale, commission cantonale, commission départementale, conseil général, commission centrale.

tant sur l'admission que sur le taux de l'allocation accordée (titre II de la loi ; art. 7 à 17). Une commission centrale composée de 18 membres du conseil supérieur de l'assistance publique élus par leurs pairs, de 2 membres du conseil supérieur de la mutualité, élus par leurs collègues, statue en dernier ressort sur le recours formé. Elle donne aussi son avis sur l'admission à l'assistance de l'Etat (art. 17).

La loi de 1905 organise plusieurs modes d'assistance. En principe, les assistés reçoivent les secours à domicile ; ceux qui ne peuvent être utilement assistés de cette façon, sont placés, s'ils y consentent, soit dans un hospice public ou privé, soit chez des particuliers ; le mode d'assistance appliqué à chaque cas n'a du reste aucun caractère définitif (art. 19).

L'assistance à domicile consiste dans le paiement d'une allocation mensuelle, dont le taux est fixé par le conseil municipal, il ne peut être inférieur à 5 fr. (1), ni, en général, supérieur à 20 fr. Ce n'est que tout exceptionnellement qu'il peut atteindre 30 fr. Le législateur a aussi pensé au vieil ouvrier qui, au cours des années de labeur, est parvenu sur son maigre salaire à se constituer par sa persévérance une modeste retraite. Il ne fallait pas décourager la petite épargne et abolir ainsi toute idée d'effort personnel. Aussi la loi a-t-elle

(1) Peu de villes ont adopté le minimum légal de 5 fr.; la ville de Lyon inscrit à son budget 305.000 fr., permettant d'accorder une allocation de 17 fr. par mois ; Bordeaux versera une allocation mensuelle de 20 fr. qui grèvera son budget d'environ 500.000 fr.

décidé qu'au cas où la personne admise à l'assistance jouirait de certains revenus particuliers, la quotité de l'allocation serait diminuée du montant de ces ressources. Celles provenant de l'épargne ou d'une pension de retraite acquise par l'ayant droit ne seront décomptées que si elles excèdent 60 fr. (120 fr. pour les ayants droit justifiant qu'ils ont élevé au moins 3 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans). Si les ressources dépassent ces chiffres, l'excédent n'entrera en décompte que jusqu'à concurrence de moitié, sans que les ressources provenant de l'épargne et l'allocation d'assistance puissent ensemble dépasser la somme de 480 fr. Les ressources fixes provenant de la bienfaisance privée n'entrent, elles aussi, en décompte que jusqu'à concurrence de moitié avec la même limite de 480 fr. (art. 20).

L'allocation peut être remise en une seule fois ou par fractions, entièrement ou en partie en nature, elle est incessible et insaisissable (art. 21).

Une disposition particulière vise les individus poursuivis pour vagabondage ou mendicité. Tout inculpé aux termes des articles 269, 270, 271 et 274 du Code pénal, qui justifiera avoir fait une demande d'assistance pourra obtenir, s'il y a lieu, un sursis à la poursuite et être ultérieurement, selon les cas, renvoyé des fins de cette poursuite. Ces dispositions ne s'appliqueront pas toutefois au vagabond et au mendiant d'habitude (art. 39).

Il n'est en rien dérogé par la loi de 1905 aux lois relatives aux aliénés (art. 40).

Les dépenses nécessitées par les frais d'assistance, seront supportées par les bureaux de bienfaisance, les hospices, les communes, les départements et l'Etat (art. 27 à 33).

La loi est applicable à partir du 1^{er} janvier 1907.

En résumé, la loi du 14 juillet 1905, assure à tout Français, soit âgé de 70 ans, soit infirme ou incurable, n'ayant pas de ressources suffisantes *et sans qu'il ait jamais été astreint au moindre versement*, une pension qui est au minimum de 60 fr. dans les plus petites communes de France, et qui peut s'élever dans les autres jusqu'à 240 et même exceptionnellement 360 fr. par an.

Le taux de ces pensions montre bien qu'il s'agit simplement d'accorder aux vieux ouvriers et aux invalides, le morceau de pain strictement indispensable ; mais combien de vieillards sauront se contenter de cette maigre pension qui viendra grossir leurs pauvres épargnes et leur permettra de finir leurs jours sans tendre la main ; combien de vieux parents vivant à la charge de leurs enfants, seront heureux de pouvoir apporter cette modeste contribution au budget familial !

QUATRIÈME PARTIE

Le régime projeté de l'organisation de la prévoyance en France.

CHAPITRE VII

PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES, ADOPTÉ
PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 23 FÉVRIER 1906

I. Historique. — II. Bases de la loi, divers régimes institués. — III. Qui a droit à la retraite : *a*) ouvriers français ; *b*) ouvriers étrangers. — IV. Comment est constituée la retraite. — V. Les différentes caisses de retraites : *a*) Caisse nationale de retraites ; *b*) Caisses patronales ou syndicales ; *c*) Caisse de retraite pour la vieillesse ; *d*) Mutualités. — Allocations aux mutualistes à petit salaire. — VI. Fonds commun et sociétés libres. — VII. Unions mutualistes départementales et caisses départementales. — VIII. Age fixé pour la retraite. — IX. Invalidité absolue. Subvention à la veuve et aux orphelins. — X. Ouvriers de l'agriculture. — XI. Retraite facultative. — XII. Période transitoire. — XIII. Tribunal arbitral. — XIV. Recours contre le patron.

Sans vouloir entrer dans la discussion du projet de loi français, nous en exposerons brièvement l'économie générale, afin de pouvoir le comparer avec la loi belge du 10 mai 1900.

I. — Les premiers projets tendant à assurer la vieillesse des travailleurs, datent de l'Assemblée Nationale de 1848. M. Lestiboudois en proposa un autre sous la législature de 1849. Ces timides projets furent du reste à peine discutés. Il faut ensuite attendre jusqu'en 1879 pour trouver un autre projet déposé à la Chambre par M. Martin Nadaud. Lors de l'Exposition universelle de 1889, les travaux de la section d'économie sociale firent enfin pénétrer dans le public les idées de prévoyance et d'assurance nationales en vue de la vieillesse. De 1889 à 1904, les propositions furent nombreuses (46 projets de loi, dont 3 présentés par le Gouvernement).

Le projet Millerand-Guieysse (1), fut enfin définitivement adopté par le Gouvernement et par la commission d'assurance et de prévoyance sociale (2). Cette commission se réunit au lendemain des élections de 1902 et termina ses travaux le 22 novembre 1904. Les débats s'engagèrent devant la Chambre, le 5 juillet 1905 et après 40 séances, le projet était définitivement voté le 23 février 1906.

II. — La loi repose essentiellement sur l'obligation

(1) Projet Millerand-Guieysse déposé le 14 octobre 1902 (*Doc. Parl.*, Ch. des dép., n° 321 (*J. off.*, p. 71).

(2) La commission d'assurance et de prévoyance sociales élue en 1902 était ainsi composée : MM. Millerand, *Président* ; Guieysse, Sarrien, *Vice-Présidents* ; René Renoult, Clément Clament, J.-L. Breton, *Secrétaires* ; Dubuisson, Balitrand, Lafferre, Gauvin, Mirman, Delbet, Pams, Puech, Ferrier, Mercier, Pierre Baudin, Honoré Serres, F. de Pressensé, Defontaine, Thivrier, E. Chauvin, Pourteyron, Deshayes, Bienvenu-Martin, Rey, Gentil, Balandreau, Albert Poulain, Raiberti, Jaurès, Walter.

et la triple participation de l'intéressé, du patron et de l'État. L'intéressé devra prélever 2 % sur son salaire et le patron versera une somme équivalente. Si, au bout de 30 ans de versements et à 60 ans d'âge, ces diverses sommes ne parviennent pas à donner une rente de 360 fr., l'État ajoutera la différence.

La retraite est :

1^o Obligatoire pour tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ;

2^o Facultative pour les artisans, petits patrons, etc., ne payant pas 20 fr. d'impôt au principal des contributions directes ;

3^o Facultativement obligatoire pour les métayers et colons partiaires. Les personnes rentrant dans cette dernière catégorie peuvent être dégagées de l'obligation par une déclaration des intéressés faite à la mairie.

III. — Tout Français lié par un contrat de travail verbal ou écrit et recevant un salaire en argent ou en nature, soit fixe, soit donné sous forme de pourboires ou d'indemnités diverses est obligatoirement soumis à la loi. Pour les employés dont les appointements sont supérieurs à 2,400 fr. par an, les prélèvements obligatoires ne sont opérés que jusqu'à concurrence de ce chiffre. De plus tout assujetti à la loi peut se constituer en même temps que la retraite obligatoire une autre retraite à une caisse particulière. Les ou-

vriers étrangers peuvent bénéficier des avantages de la loi, s'ils réunissent les deux conditions suivantes :
1° avoir fait une déclaration de résidence à la mairie de la commune où ils habitent (loi du 8 août 1893) ;
2° que le pays auquel ils appartiennent assure par traité des avantages équivalents à nos nationaux. Cette deuxième condition n'est plus nécessaire quand l'étranger a fait depuis cinq ans sa déclaration de résidence ; dans ce dernier cas, son droit à la retraite part rétroactivement de la date de la déclaration.

IV. — Les ouvriers, déjà membres d'une caisse de retraite particulière, pourront continuer à verser dans les mêmes conditions. Ces caisses devront garantir la retraite minimum de 360 fr. Tout adhérent à l'une de ces caisses a du reste la faculté de demander quand il lui plaît le transfert de ses droits à la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Les caisses patronales, syndicales, etc..., de retraite pourront continuer à fonctionner sous approbation des Ministres du Commerce et des Finances et après avis conforme du conseil supérieur des retraites, si le patron verse dans ces caisses au moins la moitié des cotisations.

Le prélèvement sur les salaires est fixé à 2 % y compris les salaires en nature. Sont exemptés tous les salaires inférieurs à 1 fr. 50 par jour. Tout assuré reçoit gratuitement un livret individuel ou une carte

annuelle d'identité sur laquelle doivent être inscrits les versements ou apposés les timbres-retraite, représentant les quote-parts respectives de l'ouvrier et du patron. Ces prélèvements et versements seront opérés au moins tous les 15 jours pour les ouvriers et tous les mois pour les employés sous la responsabilité du patron.

L'ouvrier peut faire ses versements soit à capital réservé, soit à capital aliéné : s'il a adopté le premier système, il peut par la suite passer au régime du capital aliéné mais non inversement. Il pourra aussi effectuer des versements volontaires, s'il le désire, au-delà de ceux prescrits par la loi.

Lorsque la pension dépassera 360 fr., il pourra affecter le surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation (inaliénable et insaisissable aux termes d'une loi spéciale).

Le patron doit effectuer des versements égaux aux prélèvements opérés sur les salaires (2 %). Pour les rémunérations inférieures à 1 fr. 50, la cotisation du patron, est due comme pour les salaires plus élevés. Les versements patronaux sont toujours faits à capital aliéné. Pour les ouvriers étrangers ne bénéficiant pas de la loi, le patron devra verser 4 % du salaire de ces travailleurs au fonds de bonifications.

Lorsqu'au moment où s'ouvre le droit à la retraite, la pension n'atteint pas 360 fr., elle est majorée par

l'Etat jusqu'à concurrence de cette dernière somme sous les conditions suivantes : les versements doivent avoir été effectués au compte de l'intéressé pendant 30 ans au moins à raison de 250 jours au minimum par an (200 jours dans certains cas de force majeure, spécialement prévus par la loi). Cette majoration est en principe accordée à l'âge de 60 ans, mais elle peut être abaissée jusqu'à 55 ans pour certains ouvriers et employés, bénéficiant de la retraite avant 60 ans (mineurs, employés de chemins de fer, etc...). Suivant l'âge fixé pour l'entrée en jouissance entre 55 et 60 ans, les pensionnés devront justifier de 25 à 30 ans de versements.

V. — Les versements seront reçus et les retraites seront servies par les mêmes caisses.

a) Une Caisse nationale de retraites ouvrières sera instituée au Ministère du Commerce, ses fonds seront gérés par la Caisse des dépôts et consignations. Le projet prévoit aussi des caisses départementales et cantonales dépendant de la Caisse centrale.

b) Les caisses patronales ou syndicales de retraite approuvées par décret contresigné du Ministre du Commerce et des Finances et après avis du Conseil d'Etat. Ces caisses devront constituer un minimum de retraites de 360 fr. par versements égaux des patrons et des ouvriers. Le pensionné pourra à toute époque demander le transfert des sommes versées à la Caisse

nationale. Dans ce cas la compagnie privée à laquelle il appartient pourra conserver la somme représentant les versements de l'employeur et en rester débitrice jusqu'à la liquidation de la retraite.

Des prélèvements supérieurs à 2 % pourront être opérés avec le consentement des parties à la condition toutefois que le patron et l'ouvrier versent des sommes égales.

c) Les assujettis qui auront déjà contracté une assurance à la Caisse des retraites pour la vieillesse pourront continuer leurs versements dans les mêmes conditions. De même pour ceux qui par la suite voudraient choisir cette Caisse pour constituer leur retraite.

La situation des employés de l'Etat qui viendraient à quitter leur emploi avant d'avoir droit à une retraite sera fixée par un règlement d'administration publique.

d) Les Mutualités restent « l'instrument préféré » de la loi. Les sociétés libres ou approuvées peuvent assurer les retraites à condition d'avoir été agréées par décret du Ministre du Commerce. Le refus d'autorisation ne pourra être basé que sur l'inobservation des conditions fixées par les règlements administratifs. Appel de cette décision pourra d'ailleurs être fait devant le Conseil d'Etat.

Les sociétés de secours mutuels pourront organiser les retraites de 3 façons différentes :

1° Elles pourront servir d'intermédiaires avec la Caisse nationale en centralisant les 2 % prélevés sur

les salaires des ouvriers et les versements correspondants des patrons ;

2° Elles pourront remplacer la Caisse nationale ; les versements seront alors conservés par les sociétés et capitalisés par elles, dans les mêmes conditions que par la Caisse de l'Etat. Les sociétés devront dans ce cas garantir à l'âge prévu et dans les mêmes conditions des retraites au moins égales à celle de la Caisse nationale. La majoration de l'Etat sera accordée à toute retraite ainsi constituée ;

3° Les sociétés qui, outre la retraite, font aussi l'assurance contre la maladie ou l'invalidité, se trouveront particulièrement favorisées par la loi. L'adhérent à ces sociétés pourra, à tout moment, déclarer par écrit sur son livret ou sa carte d'identité, qu'il désire affecter la moitié du prélèvement de 2 % sur son salaire, pour la retraite, à une assurance contre la maladie ou l'invalidité partielle.

Il est évident que, dans ces conditions, les versements à la Caisse de retraite étant réduits de moitié, la rente, à 60 ans, sera diminuée dans les mêmes proportions, néanmoins, dans ce cas, l'Etat complètera la pension si elle n'atteint pas le minimum de 360 fr., comme si l'ensemble des versements avait été consacré à la constitution de la retraite. Une autre disposition intéressante a été admise dans la loi, sur l'initiative de M. Deschanel ; elle accorde des subventions aux mutualistes dont les prélèvements opérés sur le salaire,

pour la retraite et la maladie, seraient trop lourds pour leurs modestes ressources. La subvention qu'ils recevront sera d'autant plus forte que les salaires seront plus faibles.

VI. — Le projet de loi essaye de concilier la constitution des retraites obligatoires avec l'institution du fonds commun. Il prévoit la formation à la Caisse des dépôts et consignations, d'un fonds de retraite distinct et aliénable : L'ancien fonds commun pourra cesser d'être inaliénable dans certains cas et subir des prélèvements par simples décrets, rendus en Conseil d'Etat.

Les sociétés libres qui voudraient être agréées pour constituer les retraites, devront se conformer à la loi du 1^{er} avril 1898, en ce qui concerne le dépôt de leurs fonds à la Caisse des dépôts et consignations.

VII. — Les unions mutualistes départementales pourront demander à prendre la place des caisses départementales de l'Etat, quand elles représenteront les 2/3 des assujettis à la loi, dans le département. Cette autorisation ne pourra leur être refusée, elles deviendront alors les intermédiaires naturels de la Caisse nationale et seront, bien entendu, soumises aux mêmes règles que les caisses qu'elles remplacent.

VIII. — En principe, l'âge de la retraite est fixé à

60 ans, mais la loi donne au bénéficiaire le droit de proroger, s'il le désire, *d'année en année*, l'entrée en jouissance de sa pension. Il pourra, dans ce cas, effectuer de nouveaux versements pour augmenter sa pension ; il bénéficiera alors de la contribution patronale. S'il cesse les versements et continue à travailler, la contribution patronale, au lieu de lui profiter, sera portée au fonds de bonifications. Une autre exception concerne les ouvriers qui, avant 60 ans, se seront constitués le minimum légal de retraite, ils peuvent, s'ils le jugent à propos, demander à jouir de leur retraite à partir de 50 ans. Il leur est aussi loisible de continuer les versements et il est obligatoire pour le patron de leur continuer sa collaboration pour cet acte de prévoyance. Quant à l'Etat, son rôle cesse dès qu'est acquise la rente minimum de 360 fr.

IX. — Les ouvriers invalides avant l'âge, auront droit, quel que soit le nombre d'années de versements, à une pension ne pouvant, y compris la bonification de l'Etat, ni excéder le triple du chiffre auquel elle sera liquidée, ni dépasser la limite de 360 fr.

La loi attribue une allocation de 50 fr. par mois, pendant 6 mois, soit à la veuve, soit à *l'ensemble des orphelins* de l'assuré ou du retraité décédé. Cette disposition sera appliquée, le défunt n'aurait-il encore effectué *qu'un seul versement*.

X. — Une heureuse innovation de la loi concerne

les ouvriers de l'agriculture qui sont eux aussi compris parmi les bénéficiaires.

Est considéré comme ouvrier agricole celui qui est lié à un employeur par un contrat de travail verbal ou écrit, et qui travaille chez cet employeur, ou pour son compte, à la tâche, à la journée, au mois, ou à l'année.

Les versements seront effectués : tous les 3 mois et sur livret individuel, pour les ouvriers employés à titre permanent, lors de chaque paye et sur carte d'identité, à l'aide de timbres-retraite pour les ouvriers temporaires. Les versements pourront aussi être faits à un syndicat agricole, ou à une société de secours mutuels, si l'ouvrier le demande.

Les métayers et les fermiers peuvent échapper à l'obligation ainsi qu'il a été indiqué plus haut. Au cas où ils désireraient profiter des avantages de la retraite, c'est le propriétaire qui est considéré aux regards de la loi comme leur patron et en a toutes les obligations. Le métayer, dont le revenu sera inférieur à 1 fr. 50 par jour, se trouvera exempté du prélèvement, mais le propriétaire sera néanmoins tenu de verser sa quote-part. Il ne pourra en être dispensé que dans le cas où âgé de 60 ans et sans autres ressources, il ne perçoit pas de fermages supérieurs à 500 fr. Le législateur semble ne pas avoir pensé à la situation faite, dans ce cas, aux assurés gagnant moins de 1 fr. 50 par jour ; ces fermiers sont d'un côté, dis-

pensés des versements, à cause de leur faible salaire, d'un autre côté, ils ne bénéficieront pas de la contribution patronale, si le propriétaire ne perçoit que des fermages inférieurs à 500 fr. On ne voit pas dans ces conditions sur quelles bases la retraite sera constituée.

Les retraites agricoles pourront être assurées sous certaines conditions par les syndicats professionnels agricoles, constitués en vertu de la loi du 21 mars 1884.

XI. — Le législateur a en outre voulu réserver le bénéfice de la loi, s'ils le désirent, à un certain nombre d'artisans qui, en général, ne paraissent pas jouir d'une aisance suffisante. Il s'agit, soit d'ouvriers ou d'employés qui sont sortis du salariat, soit de petits patrons redevenus ouvriers, de façonniers ou cultivateurs, travaillant seuls ou avec les membres de leur famille, de métayers ou fermiers, etc... L'énumération de la loi n'est pas limitative, elle s'applique en outre à « toutes personnes de nationalité française, qui ne sont pas imposées à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 fr. ». Les versements ne peuvent être inférieurs à 20 fr. pour chaque compte, ni excéder 500 fr. Ces retraites facultatives sont constituées et liquidées dans les mêmes conditions que les retraites obligatoires. L'intéressé dont les versements auront été régulièrement effectués pendant 30 ans au minimum, à raison de

6 fr. au moins par trimestre, aura droit à la bonification de l'Etat dans les conditions suivantes : si la retraite liquidée n'atteint pas 360 fr., elle sera bonifiée jusqu'à concurrence de cette somme, *sans que la contribution de l'Etat puisse dépasser 120 fr.*

XII. — Le législateur a prévu la réglementation de la période transitoire ; il divise les assujettis à la loi qui doivent bénéficier de ces dispositions en deux catégories :

1^o Ceux âgés de plus de 60 ans, recevront une pension annuelle de 120 fr. (qu'ils travaillent ou non) ;

2^o Ceux âgés de plus de 30 ans et de moins de 60 ans auront droit à la retraite constituée par les prélèvements et versements opérés en leur nom, et recevront en outre de l'Etat une allocation *qui ne pourra en aucun cas dépasser 120 fr.*

Le maximum des pensions fixé par la loi dans ces conditions, *bonification comprise*, est pour ceux qui auront versé :

De 0 à 5 ans	150 fr.
De 5 à 10 —	200
De 10 à 15 —	250
De 15 à 20 —	300
De 20 à 25 —	330
De 25 à 30 —	360

La bonification ne sera accordée qu'à ceux qui

auront travaillé jusqu'à 60 ans et pendant 250 jours au moins par an durant 30 ans. Les années de service militaire comptant comme années de travail. Il est bien entendu que si la pension constituée par les versements ouvriers et patronaux atteint ou dépasse le maximum fixé par la loi, l'Etat n'aura à ajouter aucune bonification.

XIII. — Il est prévu un tribunal arbitral composé : du juge de paix président, de 3 membres élus par les assurés et de 3 membres élus par les employeurs pour régler les contestations entre patrons et ouvriers relatives aux retenues sur les salaires, aux versements exigés, à la liquidation de la retraite, etc... Les assurés ont en outre le bénéfice de l'assistance judiciaire devant le tribunal arbitral, lequel siège au chef-lieu de canton, donc pas de frais ni de déplacements onéreux. Les décisions du tribunal arbitral seront rendues *en dernier ressort*, elle pourront être déférées à la Cour de cassation d'après les règlements du droit commun.

XIV. — La loi prévoit le cas où le patron n'aurait pas effectué les versements prévus. Elle ouvre pendant un délai de 2 ans à l'assuré une action en répétition. Les employeurs, condamnés dans ces conditions, sont condamnés en outre à des dommages-intérêts égaux au double du montant desdites restitutions. Cette prescription est d'ordre public : les assurés ne peuvent

renoncer d'avance ni à cette répétition, ni à ces dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont versés au fonds de bonifications. Le délai de cette action est réduit à 6 mois à l'égard des employeurs qui soumettent leurs carnets de paye à un contrôle administratif.

CINQUIÈME PARTIE

Législation comparée.

CHAPITRE VIII

LA LOI BELGE DU 10 MAI 1900 ET LE PROJET DE LOI
FRANÇAIS ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE
23 FÉVRIER 1906.

I. Base des subsides. — II. Régime de l'obligation et régime de la liberté subsidiée, les Mutualités. — III. Avantages particuliers aux Mutualités assurant concurremment la vieillesse et la maladie. — IV. Modes de versements. — V. Versements du patron. — VI. Contribution de l'Etat. — VII. Age d'entrée en jouissance des pensions. — VIII. Allocations aux veuves et aux orphelins, allocations aux mutualistes à petit salaire. — IX. Période transitoire. — X. Nombre incertain des assurés. — XI. Tribunal arbitral.

Si nous comparons la loi belge de 1900 avec le projet de loi français, nous constatons sur beaucoup de points, des différences sensibles entre le système belge et le futur système français.

En France on s'est résolument attaché à la conception de l'obligation : les versements pour les retraites

sont obligatoirement opérés par 3 catégories de personnes : les ouvriers, les patrons et finalement l'Etat qui les complète.

I. — Nous pouvons relever, dès le début, une première différence entre les deux lois qui tient compte non pas du chiffre annuel du traitement, mais de celui des versements effectués directement à la Caisse générale de retraites pour accorder ou refuser les subsides de l'Etat.

II. — D'autre part, le système de l'obligation est évidemment une conception opposée à celle de la liberté subsidiée. Avec la liberté subsidiée, la loi belge est éminemment favorable au développement de la Mutualité ; au contraire, en adoptant le système de l'obligation ne va-t-on pas porter une atteinte certaine au développement de la Mutualité française ? En effet, le fait d'adhérer à une société de ce genre suppose un choix librement exercé par l'individu, mais si l'Etat rend la retraite obligatoire, quel rôle les Mutualités peuvent-elles jouer désormais ? Leur œuvre de propagande devient pour l'avenir inutile et elles semblent condamnées à végéter et à perdre leur caractère de solidarité.

Cependant pour ne pas heurter l'opinion publique et ne pas arrêter l'essor de cet « instrument préféré parce que préférable de l'application de la loi », d'après la phrase célèbre de Waldeck-Rousseau, de cette

« cellule originelle de la prévoyance », selon le mot de Léon Say, dont les 25.000 groupes et les 4 millions 1/2 de membres forment maintenant une petite armée, aux contingents sans cesse grossissants et pour répondre aux vœux de 63 conseils généraux (1) et à ceux des congrès mutualistes de Nantes (2) et de Paris (3), le projet français s'efforce de maintenir aux Mutualités un rôle important. Au lieu d'opérer leurs versements à la Caisse de l'Etat, les salariés auront le droit de les effectuer dans les Mutualités à condition de notifier leurs intentions à leurs patrons qui seront également tenus de s'adresser à la même société. Les Mutualités dans ce cas, pourront servir, soit d'intermédiaires avec les Caisses de l'Etat, soit constituer elles-mêmes les retraites en capitalisant ces sommes. Dans ce dernier

1) *Vœu concernant les retraites ouvrières*, adopté par 63 conseils généraux sur 66 ayant délibéré (mai 1905) : « Que les pouvoirs publics, en organisant les retraites pour les travailleurs de France, veuillent bien faire appel à la collaboration la plus directe et la plus large des sociétés de secours mutuels, qui seront prêtes à servir d'organes à tout système de prévoyance nationale, utilisant les deux ressorts essentiels d'une démocratie libre : l'effort individuel et l'association ».

(2) 6^e *Congrès national de la Mutualité à Nantes, 17-24 mai 1904*. Vœu concernant les *retraites ouvrières*, voté à l'unanimité, moins 3 voix, sur 1.204 délégués : « Que les retraites ouvrières soient organisées par la Mutualité avec l'aide et sous le contrôle de l'Etat, ou tout au moins que l'Etat organise ce service sur les bases et avec le concours des sociétés de secours mutuels ».

(3) 2^e *Congrès national des retraites pour la vieillesse, 1-14 juin 1905*, tenu à Paris, au Musée social. Vœu adopté à l'unanimité, moins 3 voix : « 1^o qu'en aucun cas, la législation projetée ne porte aucune atteinte aux droits et prérogatives de la Mutualité ; 2^o que la Mutualité soit admise dans la plus large mesure à participer aux services de l'assurance générale et que les assurés éventuels soient, dans tous les cas, mis en état d'entrer dans les sociétés de secours mutuels ».

cas l'Etat, en cas d'insuffisance, complètera la retraite jusqu'à ce qu'elle atteigne 360 fr.

III. — Les sociétés de secours mutuels qui, outre la vieillesse, assurent en cas de maladie, blessures, etc., se verront particulièrement avantagées : la moitié du prélèvement de 2 % pour la retraite pouvant être affectée à la branche maladie et l'Etat complétant malgré cela la retraite jusqu'au minimum de 360 fr.

Les unions départementales de sociétés de secours mutuels pourront en outre, sur leur demande, prendre la place des caisses de l'Etat quand elles comprendront au moins les $\frac{2}{3}$ des assujettis à la loi dans la circonscription. Dans ces conditions, *même les versements des non-mutualistes* devront être effectués à ces sociétés qui seront indemnisées de ces nouvelles charges, dans les mêmes proportions que les caisses de l'Etat qu'elles remplacent.

Les assujettis pourront, s'ils le désirent, et dans les mêmes conditions que ci-dessus, se constituer leur retraite soit dans les caisses patronales ou syndicales approuvées, soit à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

IV. — Quant au mode pratique d'opérer les versements, le projet français admet qu'on pourra recourir indifféremment soit au procédé belge, soit au système allemand. Nous savons qu'en Belgique ce sont les Mutualités qui sont chargées par l'Etat de mentionner

sur le livret de chaque ouvrier les sommes versées. En Allemagne d'autres idées ont cours : l'ouvrier achète au bureau de poste un timbre-retraite qu'il appose sur sa carte d'identité laquelle est envoyée à la fin de chaque année à une caisse régionale chargée de réunir toutes ces cartes, qui se multiplient avec les années dans un casier au nom du déposant.

V. — Un point sur lequel le projet français paraît supérieur à la loi belge concerne l'obligation du patron. En Belgique les patrons ne sont pas tenus de verser pour leurs ouvriers. Le Gouvernement a bien reconnu, sans doute, qu'il existait pour le patron une obligation morale de contribuer à la pension de ceux grâce auxquels il a pu édifier sa fortune ; mais il s'est refusé à sanctionner cette obligation par un texte précis (1). En France, au contraire, les versements patronaux sont obligatoires comme ceux des ouvriers ; tout versement ouvrier a forcément comme corollaire un versement égal du patron. Il est même possible que le patron soit tenu de verser alors que l'ouvrier en sera dispensé. Il en sera ainsi quand ce dernier ne sera pas payé au moins 4 fr. 50 par jour.

VI. — Une autre différence entre la conception française et la conception belge réside dans la manière dont est comprise la contribution de l'Etat.

(1) *Ann. parl.*, Sénat, 7 mai 1900, p. 610 et *Doc. parl.*, 1900, p. 227.

En Belgique, l'Etat procède *par voie de primes*, il donne aux membres des sociétés de retraites reconnues 0 fr. 60 par franc, jusqu'à 15 fr., indépendamment d'un subside de 2 fr. par livret, toutes les fois que le propriétaire de ce livret a effectué dans le courant de l'année précédente un ou plusieurs versements atteignant la somme de 3 fr.

Le caractère particulier du système français est, au contraire, que la contribution de l'Etat varie suivant chaque retraite. L'idée française est simplement que la *retraite doit s'élever à un minimum assuré par l'Etat* ; toutes les fois que les versements réunis du patron et de l'ouvrier n'aboutiront pas à une retraite de 360 fr. par an, *l'Etat se chargera de parfaire la différence*, à la condition, toutefois, que pendant 30 années l'ouvrier et le patron aient versé au moins pendant 250 jours par an.

VII. — L'âge auquel on peut commencer à jouir de la retraite n'est pas non plus le même d'après les deux lois. En Belgique, l'entrée en jouissance des rentes acquises peut être fixée à chaque année d'âge accompli de 55 à 65 ans, sauf le cas d'invalidité résultant d'un accident survenu auparavant (loi du 16 mars 1865).

En France, on aura droit à la retraite dans deux hypothèses : 1° à 60 ans, quel que soit l'état de santé de l'intéressé ; 2° avant 60 ans, dans les cas exception-

nels où par suite d'une maladie ou d'une infirmité quelconque (non compris toutefois dans l'énumération de la loi du 9 avril 1898), l'individu sera devenu complètement invalide. Remarquons, d'ailleurs que, dans le premier cas, la retraite sera fixée d'après l'importance des versements effectués sans jamais pouvoir être inférieure à 360 fr., puisque l'Etat a précisément pour mission de parfaire la retraite jusqu'à concurrence de ce dernier chiffre. Dans le deuxième cas, la retraite liquidée sera bonifiée par le Ministre du Commerce, sous les conditions fixées par règlement d'administration publique dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation, ni excéder 360 fr., bonification comprise. Quant au taux exact de la bonification, il variera suivant le crédit budgétaire spécial, annuellement ouvert à cet effet, sans pouvoir dépasser le double maximum ci-dessus indiqué.

Nous savons, au contraire, qu'en Belgique il n'existe pas de *bonification de pension par l'Etat*, l'importance de celle-ci dépendant de la quotité et de la durée des versements qui ont été effectués ainsi que du *montant des primes allouées par l'Etat sur lesdits versements*.

VIII. — La loi française, plus prévoyante que la loi belge, accorde à la veuve de l'assuré ou du retraité

décédé ou à l'ensemble des orphelins, ayant moins de 16 ans, une allocation de 50 fr. par mois pendant six mois.

Elle prévoit aussi, ainsi que nous l'avons vu précédemment, une subvention graduelle pour les mutualistes à petit salaire, dont les prélèvements pour la retraite et la maladie seraient trop onéreux pour leurs maigres ressources (amendement Deschanel).

IX. — Si nous examinons la façon dont est réglée la période transitoire dans les deux lois, nous trouvons dans la loi belge une disposition accordant une prime annuelle de 65 fr. : 1^o sans versement préalable et au fur et à mesure qu'ils atteindront 65 ans à tous les ouvriers âgés de plus de 58 ans au 1^{er} janvier 1900 ; 2^o moyennant certains versements et au même âge à ceux ayant atteint à la même date un âge compris entre 55 et 58 ans. La loi française accorde aux ouvriers âgés de 60 ans et au-dessus une prime annuelle de 120 fr. (qu'ils travaillent ou non). Les dispositions de la loi française sont donc, sur ce premier point, bien plus libérales que celles de la loi belge.

Une deuxième disposition dans les deux lois concerne :

1^o En Belgique, les personnes ayant l'âge de 40 ans : elles jouiront annuellement d'un certain nombre de primes supplémentaires. Nous avons déjà précédem-

ment critiqué cette disposition au cours de l'étude de la loi belge ;

2° En France, les personnes âgés de 30 ans et au-dessus : elles auront droit à la rente constituée à l'aide de leurs prélèvements et augmentée par une allocation de l'Etat, suivant le nombre d'années de versements ; la bonification complètera la pension jusqu'au maximum fixé suivant les cas entre 150 et 360 fr.

X. — Il est utile d'ajouter que ces dispositions si libérales de la loi française grèveront très lourdement le budget, d'autant plus que le nombre des assujettis à la loi sera considérable. Les évaluations de ce chiffre sont du reste des plus contradictoires, le Ministère du Travail estime le nombre des ouvriers appelés à bénéficier de la loi à 1.050.000 et les charges en résultant à 126 millions. Le Ministère des Finances évalue le nombre d'ouvriers à 2.220.000 et les charges à 264 millions. Cet écart prodigieux montre assez l'incertitude dans laquelle on se trouve, malheureusement, au sujet des répercussions budgétaires de la loi française.

XI. — En dernier lieu, nous signalerons la création par la loi française d'un tribunal arbitral qui est une innovation des plus heureuses, appelée certainement à donner les meilleurs résultats et à aplanir bien des difficultés.

CONCLUSION

Nous sommes encore trop près de la loi du 10 mai 1900 pour pouvoir porter sur le système belge un jugement définitif : une loi de ce genre ne porte ses fruits qu'au bout de longues années et ce n'est guère que quand la génération actuelle sera arrivée à l'âge de bénéficier de ses avantages, que l'on pourra apprécier avec certitude son succès et sa portée sociale.

La réforme du législateur belge a trouvé évidemment des partisans comme des détracteurs ; si nous nous tournons d'abord du côté de ces derniers, nous constatons qu'ils sont assez nombreux, et qu'ils appartiennent aux partis politiques les plus divers ; les socialistes reprochent à la loi d'avoir favorisé l'égoïsme patronal, puisque le chef d'entreprise n'est assujéti à aucune contribution personnelle. D'autre part, disent-ils, reporter à 55 ans l'âge auquel le travailleur pourra profiter de sa retraite, c'est ne lui en concéder la jouissance qu'à une époque beaucoup trop tardive. Combien de malheureux seront morts auparavant, sans avoir pu bénéficier des privations qu'ils se seront

imposées. Enfin le parti socialiste reproche au Gouvernement de ne contribuer que d'une manière trop parcimonieuse à la formation des retraites. Les conservateurs soutiennent, au contraire, que la loi de 1900 a gravement obéré les finances de l'Etat, à raison du mode d'intervention de ce dernier. Ils affirment que la loi n'a pas laissé une part assez grande à l'initiative personnelle ; d'une manière générale, on peut évaluer que, dans la retraite constituée, le résultat de l'effort personnel n'entre que pour 55 %, tandis que le montant des subsides de tout ordre figure pour 45 % (1). Il y aurait lieu, dit-on, de solliciter davantage l'effort personnel, afin d'imposer le moins de sacrifices possibles à l'Etat. Tels sont les griefs formulés contre la loi de 1900.

A-t-on tenu compte de ces critiques, pour réformer cette loi ? Sauf la loi complémentaire du 20 août 1903, aucune retouche n'a été apportée jusqu'ici à l'œuvre que nous venons d'analyser ; cependant parmi les modifications proposées, signalons les suivantes : l'union des fédérations mutualistes neutres a demandé, dès 1900, que la loi soit modifiée dans le sens de la triple participation obligatoire du salarié, du patron, et des pouvoirs publics (2).

D'autre part, on a reproché à la loi d'avoir trop

(1) VARLEZ, *Rapp. op. cit.*, Paris, 1903, p. 5.

(2) Proposition de M. Marocqué, *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1900, n° 40.

étroitement limité les versements donnant droit aux primes en les arrêtant au chiffre de 15 fr., car il y aurait lieu, évidemment, d'encourager les travailleurs à constituer leur retraite, dans le plus bref délai possible (1).

En regard de ces critiques, plus ou moins fondées, on doit reconnaître que le système belge présente des avantages réels. Il reconnaît l'importance de l'initiative individuelle, puisque les subsides de l'Etat ne sont accordés qu'à ceux qui ont déjà fait preuve de facultés personnelles de prévoyance et d'épargne. Il pousse toutes les bonnes volontés et les incite à restreindre les dépenses inutiles et à se constituer une retraite pour la vieillesse. Mais l'aide généreuse de l'Etat ne va qu'à celui qui a fait preuve d'un effort démontré : sans versement : ni prime, ni subside. D'autre part, en faisant largement appel à l'action des sociétés mutualistes, le Gouvernement belge a assuré le succès de la loi, car ces sociétés sont des intermédiaires qui soutiennent les énergies individuelles, les préservent des défaillances, et les tiennent constamment en éveil, pour les obliger à la continuité des versements. L'ouvrier est, pour ainsi dire, contraint à se constituer une retraite. Aussi, s'explique-t-on le développement considérable pris par les sociétés mutualistes, depuis 1900.

(1) Congrès mutualiste provincial de Liège, 1901. Rapports, p. 34 et s.;— Vœu de la réunion des présidents et directeurs des cercles ouvriers à Fayt en 1900 (*Bulletin des œuvres sociales*, nov. 1900).

Sans doute, il est certain que, malgré tous les efforts qui ont été tentés par la propagande de la Caisse générale de retraite et par les conférences des sociétés mutualistes, il y a encore un grand nombre de salariés qui ne se préoccupent pas d'assurer leurs vieux jours ; on a constaté à diverses reprises que l'épargne ne provenait que de l'élite du monde ouvrier. « Il ne paraît pas que la masse profonde des travailleurs proprement dits, soit encore suffisamment intéressée et sollicitée, et les réformateurs estiment que c'est sur ce point qu'il faudra faire porter l'effort principal, en associant peut-être les bureaux de bienfaisance à l'application de la loi, en activant davantage encore la propagande déjà si active, en modifiant sur certains points le mode d'attribution des subsides, et en n'hésitant pas, au besoin, à majorer le chiffre de ces subsides eux-mêmes (1). »

Mais, pour remédier à cet inconvénient, d'ailleurs grave, on en arrivera sans doute, à imposer aux bureaux de bienfaisance, pour éviter des inégalités dans la nation, l'obligation d'inscrire à leur budget une certaine somme, destinée à fournir aux indigents le moyen d'opérer des versements à la Caisse de retraite. C'est ainsi que la députation permanente de Brabant a invité les bureaux de bienfaisance de la province à inscrire à leur budget un crédit spécial, à

(1) SALAUN, *op. cit.*, p. 415 ; — NYSSENS, *Les récentes lois sociales de la Belgique dans la Réforme sociale*, 16 oct. 1901, Paris, 1901, p. 536.

l'effet de favoriser l'affiliation des pauvres à la Caisse de retraite, de manière à atténuer l'infériorité des travailleurs peu rémunérés (1). A Saarbeck, depuis le 1^{er} janvier 1900, les assistés du bureau de bienfaisance sont affiliés d'office aux sociétés de secours mutuels de la commune, et c'est le bureau qui paye intégralement leur cotisation (2).

Mais, même envisagée dans son état actuel, la législation belge de 1900 a été favorablement accueillie dans le pays tout entier. Elle a facilité le fonctionnement des institutions de prévoyance, en transformant toutes les sociétés de secours mutuels en instruments d'affiliation à la Caisse générale de retraite. En concentrant ainsi les efforts, l'organisation de l'épargne acquiert plus d'unité et de puissance. On peut même affirmer que la loi de 1900 présente encore l'avantage d'être une loi d'hygiène sociale. Il est permis tout au moins d'espérer que son application diminuera les dépenses consacrées chaque année à la boisson (on a constaté qu'en 1900, il s'est dépensé en Belgique, une somme de 500 millions de francs en boissons, dont 150 millions en liqueurs spiritueuses) (3). Aussi, au congrès international du commerce et de l'industrie, réuni à Ostende, en août 1902, tous les orateurs ont été unanimes à louer la grande réforme sociale, accomplie en 1900.

(1) SALAUN, *op. cit.*, p. 413.

(2) MABILLEAU, *La Mutualité française*, Paris, 1904, p. 30.

(3) HALLAERT, *op. cit.*, p. 40.

Depuis lors, au cours de tous les congrès sociaux de prévoyance, des orateurs éminents ont pris la parole pour louer la loi belge. Cette loi n'est pourtant pas parfaite et, ainsi que nous l'avons remarqué, elle serait à modifier sur différents points. Les dispositions transitoires entre autres ont été trouvées insuffisantes par beaucoup de critiques. Il ne faut du reste pas se dissimuler que dans toute loi de ce genre ces points seront toujours difficiles à régler. On reconnaît en outre qu'un grand nombre de professions libérales reste malheureusement encore en dehors de cette organisation.

Néanmoins nous avons là, sous les yeux, l'exemple d'un peuple industriel de même race que nous et à l'avant-garde des réformes ouvrières et sociales et qui, sous le régime de la liberté, est arrivé à organiser un système de retraites qui semble, jusqu'à présent, avoir donné de bons résultats, en incitant les citoyens à la prévoyance individuelle, tout en respectant leur liberté.

Si maintenant nous nous tournons vers la législation française et si, laissant de côté les lois sur l'assistance médicale, gratuite obligatoire, sur les accidents du travail, etc., nous envisageons seulement la situation des vieux ouvriers et des invalides, nous voyons qu'à l'heure actuelle les moins fortunés des salariés peuvent, grâce à la Caisse nationale de retraite pour la vieillesse, grâce aux caisses patronales ou syndicales de

prévoyance, grâce surtout aux mutualités et avec l'aide, soit de la garantie ou des subventions de l'Etat, des encouragements des départements et des communes, soit des cotisations des patrons et des syndicats, soit des bonifications accordées par les sociétés mutuelles, etc., se constituer une modeste pension qui leur permettra de passer leurs vieux jours à l'abri du besoin.

Quant aux invalides, aux incurables et aux vieux ouvriers imprévoyants, le législateur ne les a pas non plus oubliés ; la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire, prescrit à l'Etat de venir en aide à ces malheureux, en leur fournissant les modiques ressources qui leur permettront de vivre sans tendre la main.

Le législateur français a cru que son œuvre n'était pas encore parfaite : il a voulu généraliser chez tous les salariés les idées de prévoyance qui jusqu'alors ne se développaient que chez quelques-uns et, par une nouvelle loi, assurer plus efficacement l'avenir de tous.

Deux moyens principaux se présentaient à lui pour atteindre ce but :

1^o Le principe belge de la liberté subsidiée consacré par la loi du 10 mai 1900, système de l'Angleterre, de l'Italie et des autres pays de libre initiative individuelle. Le Parlement a craint que ce système ne parvienne pas à solutionner assez rapidement le problème des retraites ouvrières ;

2° Le principe étatiste de l'administrative et bureaucratique obligation allemande, système trop rigide, trop lourd, trop centralisé et peu compatible avec le caractère français.

Chacun de ces systèmes avait et a encore, en France, ses partisans irréductibles.

La Chambre, dans le projet qu'elle a voté le 23 février 1906, s'est finalement ralliée à un troisième système intermédiaire : elle est arrivée à cette conclusion que, pour assurer à la masse des petits salariés un minimum de retraites, on était obligé, dans une certaine mesure, de recourir au principe de l'obligation : obligation de l'acte de prévoyance, et liberté des moyens.

Ce projet est maintenant soumis au Sénat et une commission spéciale en poursuit l'examen. Sans nous permettre de préjuger ici quel est le système qui aura ses préférences, nous pensons qu'il est indispensable qu'elle examine la question sous toutes ses faces et dans toutes ses répercussions si diverses et si graves, notamment au point de vue de l'avenir de nos finances et de la situation qui sera réservée aux Mutualités et à la prévoyance individuelle.

En ce qui concerne la question financière, il y aurait lieu de regarder ce qui se passe à ce sujet chez nos voisins de l'Est, où s'épanouit le système obligatoire. Ainsi que nous l'avons vu au cours de cette étude (1)

(1) Voir p. 74, en note.

les charges budgétaires allemandes augmentent d'année en année.

En outre, point plus grave encore à signaler : nous ne sommes nullement fixés en France sur le nombre des futurs bénéficiaires, encore moins sur les sommes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la loi ; en effet les chiffres les plus contradictoires sont à ce sujet mis en avant par les Ministères compétents (1).

Une autre question devra en outre être prise en considération par les membres de la commission sénatoriale : quelle part reviendra dans un système de ce genre à la prévoyance spontanée et à la Mutualité ? Les sociétés mutualistes semblent, après de longues discussions, en avoir pris leur parti et tout récemment encore, le 20 avril dernier, le 9^e congrès national de la Mutualité, réuni à Nice, s'est « déclaré prêt à collaborer au fonctionnement de la loi des retraites ouvrières, actuellement en préparation ». Il y a lieu de se demander, néanmoins, jusqu'à quel point, avec le principe de l'obligation, la Mutualité restera la Mutualité. Ne réduira-t-on pas à néant l'idée de prévoyance spontanée et collective des sociétés de secours mutuels, cette si haute conception de la solidarité devant laquelle fraternisent tous les partis et toutes les classes sociales ? Ne portera-t-on pas un coup mortel à ces vaillantes sociétés, qui, en un demi siècle, sont arrivées à se constituer un budget d'un

(1) Voir p. 169.

demi milliard. Que deviendra avec la retraite obligatoire l'énergie de l'individu, la confiance en soi-même qui fait les peuples vraiment forts ? Ne sera-ce point là une cause d'affaiblissement de la race et une prime à l'imprévoyance ?

Dans ces conditions ne vaudrait-il pas mieux, tout en rendant hommage aux idées qui ont guidé le législateur français, se borner à un système analogue à celui qui fonctionne en Belgique ; système moins onéreux pour nos finances, plus profitable au développement prodigieux de nos Mutualités et laissant à la prévoyance et à l'initiative individuelle la part qui doit lui revenir dans un pays libre ?

Vu :

Le Président de la Thèse

A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,

LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

ANNEXES

I. — Belgique.

TABLE de mortalité de Quételet.

AGE.	NOMBRE de SURVIVANTS	AGE.	NOMBRE de SURVIVANTS	AGE.	NOMBRE de SURVIVANTS	AGE.	NOMBRE de SURVIVANTS	AGE.	NOMBRE de SURVIVANTS
0	1.000	21	629	41	504	61	334	81	65
1	850	22	623	42	497	62	322	82	55
2	788	23	616	43	490	63	310	83	46
3	758	24	610	44	483	64	297	84	38
4	738	25	604	45	476	65	284	85	31
5	725	26	597	46	469	66	271	86	25
6	715	27	591	47	462	67	257	87	20
7	707	28	585	48	455	68	244	88	15
8	700	29	579	49	448	69	230	89	12
9	694	30	573	50	440	70	216	90	9
10	689	31	567	51	432	71	201	91	7
11	683	32	561	52	424	72	186	92	5
12	678	33	555	53	415	73	170	93	4
13	673	34	549	54	406	74	154	94	3
14	668	35	543	55	397	75	139	95	2
15	663	36	536	56	387	76	125	96	2
16	657	37	530	57	377	77	111	97	1
17	652	38	524	58	367	78	99	98	1
18	647	39	517	59	356	79	86	99	0
19	641	40	511	60	345	80	75	100	»
20	635								

LOI DU 10 MAI 1900

Concernant les pensions de vieillesse (1)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, etc...

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. — Des primes annuelles d'encouragement en vue de la constitution de pensions de vieillesse sont accordées par l'Etat, dans les conditions déterminées par la présente loi :

1^o Aux personnes assurées à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'Etat, par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue par le Gouvernement, à condition que le montant des versements effectués par elles ne dépasse pas 60 fr. pour l'année entière ;

2^o A toutes autres personnes assurées directement à la Caisse qui ne sont pas exclues du bénéfice de la loi en vertu de l'article suivant.

ART. 2. — Parmi les personnes assurées directement à la Caisse, sont exclues celles qui payent en impôts directs, patentes comprises, au profit de l'Etat, une somme d'au moins : 50 fr. dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ; 60 fr. dans les communes de 10.000 à 25.000 habitants ; 70 fr. dans les communes de 25 à 50.000 habitants ; 80 fr. dans les communes de 50.000 habitants et plus.

L'exclusion d'une personne entraîne celle de son conjoint et de ses enfants habitant avec elle.

Les agents de l'Etat qui ont droit à une pension de retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent, ne peuvent prétendre aux pensions d'encouragement, même s'ils se trouvent dans les conditions prévues à l'article précédent.

(1) Publiée au *Moniteur* des 14-15 mai 1900 ; — DE PAEPE, *Pasinomie* Collection complète des lois, décrets, arrêtés et règlements généraux qui peuvent être invoqués en Belgique, t. XXXV, Bruxelles 1900.

ART. 3. — Pour être admis au bénéfice des primes d'encouragement, il faut :

1° Etre Belge et avoir une résidence en Belgique.

Sont admis toutefois, au bénéfice des primes, les étrangers ayant depuis dix ans leur résidence en Belgique, et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges ;

2° Etre âgés de 16 ans accomplis, à moins que l'affiliation n'ait lieu par l'intermédiaire de sociétés mutualistes reconnues ;

3° Etre titulaire d'un livret de la Caisse générale de retraite ;

4° Avoir fait des versements sur ce livret pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire.

Sont assimilés aux versements personnels, les versements opérés au profit du titulaire par la société mutualiste reconnue dont il est membre ou par une tierce personne. Toutefois, les versements effectués au moyen de subsides des pouvoirs publics ne sont pas pris en considération pour l'allocation des primes de l'Etat.

ART. 4. — Les versements servant de base à l'attribution des primes peuvent être effectués indifféremment à capital abandonné ou à capital réservé.

Les primes de l'Etat sont toujours versées à la Caisse à capital abandonné.

L'entrée en jouissance des rentes acquises ne peut être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie, depuis 55 jusqu'à 65 ans.

ART. 5. — Le montant de la prime annuelle est fixé à 0 fr. 60 par franc et par livret, à concurrence de 15 fr. versés.

Chaque titulaire ne peut avoir qu'un seul livret.

ART. 6. — L'assuré est admis au bénéfice des primes jusqu'à ce que l'ensemble des sommes inscrites sur son livret suffise pour constituer une rente annuelle et viagère de 360 fr.

Pour établir ce maximum, les versements à capital réservé sont censés avoir été faits à capital abandonné et l'entrée en jouissance des rentes est réputée avoir été fixée uniformément à 65 ans.

Toutefois, les rentes acquises au moyen des sommes versées

avant le 1^{er} janvier 1900, sont prises en considération à leur montant réel, quels que soient le mode de versement et l'âge d'entrée en jouissance.

ART. 7. — Un arrêté royal pourra décréter, complémentairement aux dispositions de l'art. 52 de la loi du 16 mars 1865, que la Caisse de retraite aura la faculté de rembourser à l'assuré, après l'entrée en jouissance de sa rente, la valeur de rachat du capital réservé.

L'arrêté royal (1) pourra en outre décréter, par application de l'art. 55 de la loi du 16 mars 1865, que la valeur actuelle du capital réservé pourra, avant l'entrée en jouissance de la rente différée, acquise par ce capital, servir à l'acquisition d'une rente temporaire jusqu'à l'entrée en jouissance de la rente différée.

Dispositions transitoires.

ART. 8. — Par dérogation à l'art. 5, les intéressés qui avaient atteint l'âge de 40 ans au 1^{er} janvier 1900, jouiront de la prime à concurrence de 24 fr. versés annuellement (2).

ART. 9. — Une allocation annuelle de 65 fr. sera accordée à tout ouvrier ou ancien ouvrier belge, ayant une résidence en Belgique, âgé de 65 ans au 1^{er} janvier 1901, et se trouvant dans le besoin.

Sont admis, dans les mêmes conditions, à jouir de cette allocation, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans, les travailleurs âgés d'au moins 55 ans, à la date du 1^{er} janvier 1901 ; toutefois, les intéressés qui auront, à cette dernière date moins de 58 ans accomplis, seront exclus du bénéfice de l'allocation si, pendant une période de trois ans au moins, ils n'ont effectué à la Caisse générale de retraite, des versements s'élevant au moins à 3 fr. par an et formant un total de 18 fr.

ART. 10. — Les allocations prévues à l'article précédent, seront accordées et distribuées moyennant les conditions et conformément aux règles à établir par arrêté royal.

(1) Arrêté royal du 11 mars 1901.

(2) Voir loi complémentaire du 20 août 1903, p. 186.

Constitution d'un fonds spécial.

ART. 11. — En vue de liquider les dépenses résultant de la présente loi, il est institué un fonds spécial des dotations allouées par l'Etat, pour la constitution des pensions de vieillesse.

Ce fonds est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est alimenté :

1° Par une allocation annuelle de 12 millions de francs, inscrite au budget ordinaire de l'Etat et pour la première fois au budget de l'exercice 1901 ;

2° En cas d'insuffisance et à charge de remboursement par des ressources exceptionnelles qui seront éventuellement sollicitées de la Législature.

Encouragements aux sociétés mutualistes reconnues.

ART. 12. — Le Gouvernement allouera à toute société mutualiste reconnue, ayant pour objet l'affiliation de ses membres à la Caisse générale de retraite, une subvention annuelle de 2 fr. pour chaque livret sur lequel il aura été versé, pendant l'année écoulée, une somme de 3 fr. au moins, non compris les subsides des pouvoirs publics, et à la condition que la gestion et les écritures de la société aient été trouvées régulières.

Entrée en vigueur et exécution de la loi.

ART. 13. — La présente loi sera applicable aux versements effectués à la Caisse générale de retraite à partir du 1^{er} janvier 1900.

Les allocations prévues à l'art. 9 seront accordées pour la première fois aux intéressés qui se trouveront au 1^{er} janvier 1900 dans les conditions déterminées par la loi et les arrêtés d'exécution.

ART. 14. — Les mesures d'exécution de la présente loi seront réglées par arrêté royal.

Promulguons, etc.,

Bruxelles, le 10 mai 1900.

Signé : LÉOPOLD.

Contresigné par le Ministre des Finances

et des Travaux publics,

P. DE SMET DE NAYER.

Par le Ministre de l'Industrie et du Travail,

Baron SURMONT DE VOLSBERGHE.

Par le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

LOI DU 20 AOUT 1903

Modifiant la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse (1).

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, etc...

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. — Il est ajouté à l'art. 8 de la loi du 10 mai 1900, un deuxième alinéa ainsi conçu :

« A partir du 1^{er} janvier 1903, le montant de la prime annuelle est portée à concurrence des 6 premiers francs versés :

a) A 1 fr. par an pour les intéressés ayant atteint au 1^{er} janvier 1900 un âge compris entre 40 et 45 ans.

b) A 1 fr. 50 par franc pour les intéressés ayant atteint à la même date un âge compris entre 45 et 50 ans.

c) A 2 fr. par franc pour les intéressés ayant à la même date dépassé l'âge de 50 ans.

Promulguons, etc.

Bruxelles, le 20 août 1903.

Signé : LÉOPOLD.

Contresigné par le Ministre de l'Industrie

et du Travail,

G. FRANCOIS.

(1) Publiée au *Moniteur* du 3 sept. 1903 ; — DE PAEPE, *op. cit.*, t. XXXVIII, Bruxelles, 1903.

ARRÊTÉ ROYAL DU 20 OCTOBRE 1900 (1).

**Etablissant les règles générales en vue de l'attribution
des allocations de vieillesse.**

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir salut.

Vu l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, concernant les pensions de vieillesse ainsi conçu :

ART. 9 (2).

Vu les articles 10, 13 (paragraphe 2) et 14 de la même loi.

Considérant qu'il y a lieu d'établir des règles générales en vue de l'attribution des allocations dont s'agit, sur la proposition de Nos Ministres de l'Industrie et du Travail, des Finances et des Travaux publics.

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I

Conditions auxquelles l'allocation est subordonnée.

ART. 1^{er}. — Pour être admis à recevoir l'allocation annuelle de 65 fr., prévue par l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, il faut :

- 1° Être Belge ;
- 2° Avoir une résidence en Belgique ;
- 3° Être âgé de 65 ans au moins ;
- 4° Être ouvrier ou ancien ouvrier ;
- 5° Se trouver dans le besoin.

ART. 2. — La qualité de Belge se constate par la production des actes de l'état civil ou de naturalisation, comme en matière électorale.

ART. 3. — Est considéré comme ayant une résidence en Belgique, celui qui possède dans le Royaume depuis un an au moins son domicile réel ou son principal établissement.

(1) DE PARPE, *op. cit.*, t. XXXV ; Bruxelles, 1900.

(2) Voir p. 184.

ART. 4. — La condition relative à l'âge doit exister au 1^{er} janvier prochain pour les intéressés qui sollicitent l'allocation pour l'année 1901.

Elle peut être établie par toutes voies de droits.

Les travailleurs âgés d'au moins 65 ans, à la date du 1^{er} janvier 1901 et remplissant les autres conditions établies par la loi et le présent arrêté seront admis à jouir de l'allocation à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date où ils auront atteint l'âge de 65 ans.

Ceux qui, au 1^{er} janvier 1900, auront moins de 58 ans accomplis, devront justifier, à l'appui de leur demande, que pendant une période de 3 ans au moins, ils ont effectué à la Caisse générale de retraite des versements s'élevant au moins à 3 fr. par an et formant un total de 18 fr.

Cette preuve pourra être faite en joignant à la demande soit le livret, soit un certificat de ladite Caisse.

ART. 5. — Sont considérés comme ouvriers, les hommes et les femmes qui, moyennant un salaire, travaillent habituellement de leurs mains pour un patron ou un maître, soit au temps, soit à la pièce, soit au dehors, soit à domicile et cela sans distinguer entre le travail industriel ou de métier.

Sont considérés comme anciens ouvriers, ceux qui, par la condition habituelle de leur vie antérieure, ont répondu à la précédente définition.

La femme ou la veuve d'un ouvrier ou ancien ouvrier est considérée comme ouvrière, lors même qu'elle ne se trouve pas personnellement dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

ART. 6. — Sont considérés comme se trouvant dans le besoin ceux dont les ressources, mises en rapport avec leurs charges, sont ordinairement insuffisantes pour qu'ils puissent pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance.

Pour établir cette situation, il est tenu compte notamment :

En ressources :

1° Du salaire de l'intéressé, de son conjoint et des enfants ou descendants habitant avec lui ;

2° De la nature et de la contenance de leurs propriétés, et des biens qu'ils tiennent en location ;

3° De leurs épargnes ;

4° Des secours de la bienfaisance publique ;

5° Des subventions résultant de droits réels ou personnels, comme les droits d'usage ou les pensions alimentaires ;

En charge :

1° De l'entretien du ménage, selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, en considérant le nombre et l'âge des personnes qui composent la famille ;

2° Des infirmités ;

3° Du loyer, des impôts et des charges réelles.

CHAPITRE II

Procédure d'instruction.

ART. 7. — Toute personne qui sollicite l'allocation de 65 fr., doit en faire la demande par écrit, avant le 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire sur lequel l'allocation doit être imputée. Toutefois, par mesure transitoire, ces demandes seront recevables jusqu'au 31 mars, en ce qui concerne l'année 1901.

La demande énoncera les nom, prénoms, âge, nationalité, profession et résidence du requérant et contiendra un exposé succinct de sa situation matérielle. Si l'intéressé ne sait ou ne peut signer, il en sera fait mention et cette déclaration sera visée par 2 témoins majeurs.

La requête ainsi libellée sera adressée, par l'intermédiaire de l'administration communale, au président du comité de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance, dont la circonscription comprend la résidence du requérant.

ART. 8. — Le bourgmestre complète, s'il y a lieu, les renseignements fournis par le requérant, après avoir, au besoin, entendu celui-ci et en se servant d'un formulaire semblable au modèle annexé au présent arrêté ; les indications concernant les impositions sont visées par le receveur chargé d'en opérer le recouvrement.

Dans le plus court délai possible et au plus tard dans le mois de la réception de la demande, le dossier sera transmis avec l'avis du collège des bourgmestre et échevins, au président du comité de patronage.

ART. 9. — Le comité de patronage statue sur les demandes qui lui sont soumises, soit en séance plénière, soit en commission composée de 3 membres au moins.

La subdivision du comité de patronage en commissions, a lieu par arrêté ministériel après avis de la députation permanente.

Aucune décision ne peut être prise sans la présence de 3 membres au moins. Le comité fait connaître sa décision motivée à l'impétrant, ainsi qu'au gouverneur de la province, auquel il transmet les dossiers de toutes les affaires.

ART. 10. — Dans la quinzaine de la notification, l'impétrant dont la demande aura été rejetée, sera recevable à interjeter appel de cette décision auprès du gouverneur de la province.

En ce qui concerne les décisions qui ont admis les demandes d'allocation, le gouverneur pourra, d'office, dans le mois de réception des dossiers, interjeter appel pour défaut d'une des conditions prévues aux 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'art. 1^{er}. Cet appel sera notifié sans délai à l'intéressé.

ART. 11. — Il sera statué sur l'appel par une commission instituée à cet effet par arrêté ministériel et composée d'un délégué du Gouvernement, d'un délégué du conseil supérieur du travail et d'un délégué de la députation permanente du conseil provincial.

Chaque membre aura un suppléant qui le remplacera en cas d'empêchement. Il pourra être institué plusieurs commissions par province selon les besoins du service.

La commission statuera dans le mois de la date où elle aura été saisie de l'appel, après avoir pris les mesures d'instruction nécessaires; elle notifiera sa décision à l'intéressé et au gouverneur.

Cette décision sera en dernier ressort.

ART. 12. — Après qu'il aura été statué définitivement, les

dossiers seront transmis par le gouverneur au Ministre de l'Industrie et du Travail, en vue de la liquidation des allocations.

ART. 13. — A partir de 1902, le Département de l'Industrie et du Travail fera parvenir aux bourgmestres, dans le mois de janvier de chaque année, une liste des personnes résidant dans leurs communes et admises précédemment à l'allocation annuelle de 65 fr.

Le bourgmestre mentionnera sur cette liste les décès et les changements de résidence ; il signalera les personnes qui paraissent ne plus se trouver dans les conditions prescrites pour pouvoir jouir de la dite allocation.

Il transmettra, dans le mois, la liste ainsi rectifiée et complétée au comité de patronage, qui procédera à une nouvelle instruction, relativement aux personnes dont la situation de fortune serait modifiée.

Les personnes qui changent de résidence ne pourront, l'année suivante, bénéficier de l'allocation que moyennant une nouvelle décision du comité de patronage compétent, prise à la suite d'une nouvelle demande et après l'instruction prévue aux art. 7 et suivants du présent arrêté.

ART. 14. — Notre Ministre de l'Industrie et du Travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 1900.

Signé : LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

BARON SURMONT DE VOLSBERGHE.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

P. DE SMET DE NAYER.

ARRÊTÉ ROYAL DU 20 FÉVRIER 1901 (1).

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, etc. . .

Vu la loi du 10 mai 1900 concernant les pensions de vieillesse et spécialement les art. 1 à 6, 8 et 12 à 14 de cette loi.

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter d'une manière générale les mesures d'exécution relatives à l'allocation des primes d'encouragement et de la subvention déterminées par les art. 5 et 12 de la loi précitée.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail.
Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE 1^{er}. — Les sociétés mutuellistes reconnues, feront parvenir au Ministère de l'Industrie et du Travail, avant le 30 avril de chaque année en vue de la participation aux avantages de la loi du 10 mai 1900 :

1° Un exemplaire du compte de leurs opérations pendant l'année précédente, clôturé au 31 décembre et dressé d'après le modèle arrêté par le Gouvernement.

2° Les tableaux dûment remplis, conformément aux prescriptions de l'art. 2 du présent arrêté et aux modèles y annexés.

3° La déclaration signée par le président, le secrétaire et le trésorier et certifiant la sincérité et l'exactitude des renseignements fournis sur chaque tableau.

ART. 2. — Le tableau A est réservé aux personnes âgées de moins de 40 ans au 1^{er} janvier, et réunissant les conditions suivantes :

1° Être Belge de naissance ou par naturalisation, ou appartenir à un des Etats ci-après :

a) L'empire d'Allemagne ; b) le canton de Neuchâtel.

2° Avoir en Belgique son domicile réel ou son principal établissement ; toutefois, cette condition devra exister depuis 10 ans en ce qui concerne les étrangers appartenant à un des Etats mentionnés ci-dessus.

3° Ne pas avoir droit en qualité d'agent de l'Etat à une pension de retraite, en vertu des lois et règlements existants.

(1) DE PAEPE, *op. cit.*, t. XXXVI, Bruxelles, 1901.

4° Avoir effectué à la Caisse générale de retraite, de ses deniers personnels et par l'intermédiaire de la société des versements dont le total ne dépasse pas 60 fr. pour l'année entière précédant l'exercice.

Le tableau B est réservé aux personnes réunissant les mêmes conditions et ayant atteint l'âge de 40 ans au 1^{er} janvier 1900.

Le tableau C est réservé aux personnes qui ne peuvent prétendre aux primes instituées par l'art. 1^{er} de la loi du 10 mai 1900, mais dont les versements peuvent être pris en considération pour l'allocation de la subvention, prévue à l'art. 12 de la dite loi.

ART. 3. — La subvention prévue à l'art. 12 de la loi du 10 mai 1900, ne sera pas accordée aux sociétés qui n'auront pas satisfait aux dispositions précédentes, ni aux sociétés qui auront fait des déclarations inexactes ou erronées, à moins qu'elles ne justifient de l'absence de faute de leur part.

ART. 4. — Les personnes assurées directement à la Caisse générale de retraite, seront tenues, en vue de leur participation aux primes d'encouragement, d'en faire la demande et de fournir avant le 30 avril de chaque année au Ministre de l'Industrie et du Travail :

1° Leur livret de retraite ; 2° un certificat du receveur des contributions, constatant le montant des impôts directs qu'elles payent au profit de l'Etat, y compris les impôts payés par leur conjoint et leurs ascendants avec lesquels elles habitent ; 3° un certificat de l'administration communale ou d'autres pièces établissant : a) qu'elles ne sont pas agents de l'Etat, ayant droit à une pension de retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent ; b) qu'elles sont Belges et ont une résidence en Belgique, ou qu'elles appartiennent à l'un des 2 pays étrangers indiqués à l'art. 2 ci-dessus, et qu'elles possèdent en Belgique une résidence depuis 10 ans au moins.

ART. 5. — Notre Ministre de l'Industrie et du Travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1901.

Signé : LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

BARON SURMONT DE VOLSBERGHE.

CLERC.

ARRÊTÉ ROYAL DU 15 DÉCEMBRE 1903 (1).

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, etc. . .

Vu la loi du 10 mai 1900, concernant les pensions de vieillesse et spécialement les art. 4 à 6, 8 et 12 à 14 de cette loi ;

Vu nos arrêtés des 20 février et 28 octobre 1901 ;

Considérant qu'en vue de compléter les mesures d'exécution relatives à l'allocation des primes d'encouragement et de la subvention de 2 fr., il y a lieu de remplacer les dits arrêtés par les dispositions suivantes ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail ;
Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. — Les sociétés mutualistes reconnues feront parvenir avant le 15 mars de chaque année, en vue de la participation aux avantages de la loi du 10 mai 1900 :

1° Un exemplaire du compte de leurs opérations pendant l'année précédente, clôturé au 31 décembre et dressé d'après le modèle arrêté par le Gouvernement.

2° Les tableaux dûment remplis, conformément aux prescriptions de l'article 2 du présent arrêté ;

3° La déclaration signée par le président, le secrétaire et le trésorier et certifiant la sincérité et l'exactitude des renseignements fournis sur chaque tableau.

ART. 2. — Les tableaux A, B, C et D mentionneront les personnes réunissant les conditions suivantes :

1° Être Belge de naissance ou par naturalisation ou appartenir à l'un des Etats ci-après :

a) L'empire d'Allemagne ; b) le canton de Neuchâtel.

2° Avoir en Belgique un domicile réel ou son principal établissement. Toutefois, cette condition devra exister depuis dix ans en ce qui concerne les étrangers, appartenant à l'un des Etats mentionnés ci-dessus ;

3° Ne pas avoir droit en qualité d'agent de l'Etat à une pension de retraite en vertu des lois et règlements existants ;

4° Avoir effectué à la Caisse générale de retraite de ses deniers

(1) DE PAEPE, *op. cit.*, t. XXXVIII, Bruxelles, 1903.

personnels des versements dont le total ne dépasse pas 60 fr. pour l'année entière précédant l'exercice ;

5° Avoir fixé entre 55 et 65 ans l'entrée en jouissance des rentes acquises ;

6° Ne pas avoir acquis une rente dépassant 360 fr. dans les conditions déterminées par l'article 6 de la loi du 10 mai 1900.

Le tableau A est réservé aux personnes âgées de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1900.

Le tableau B est réservé aux personnes ayant atteint à la même date un âge compris entre 40 et 45 ans.

Le tableau C est réservé aux personnes ayant atteint à la même date un âge compris entre 45 et 50 ans.

Le tableau D est réservé aux personnes ayant à la même date dépassé l'âge de 50 ans.

ART. 3. — Le tableau E mentionnera les personnes qui ne peuvent prétendre aux primes constituées par l'article 12 de la loi du 10 mai 1900, mais dont les versements peuvent être pris en considération pour l'allocation de la subvention prévue à l'art. 12 de ladite loi.

ART. 4. — La subvention prévue à l'art. 12 de la loi du 10 mai 1900 ne sera pas accordée aux sociétés qui n'auront pas satisfait aux dispositions précédentes, ni aux sociétés qui auront fait des déclarations inexactes ou erronées à moins qu'elles ne justifient de l'absence de faute de leur part.

ART. 5. — Les personnes assurées directement à la Caisse générale de retraite sont tenues en vue de leur participation aux primes d'encouragement d'en faire la demande et de fournir avant le 31 mars de chaque année au Ministre de l'Industrie et du Travail :

1° Leur livret de retraite ;

2° Un certificat du receveur des contributions, constatant le montant des impôts directs qu'elles payent au profit de l'Etat y compris les impôts payés par leur conjoint et leurs ascendants avec lesquels elles habitent ;

3° Un certificat de l'administration communale ou d'autres pièces, établissant :

a) Qu'elles ne sont pas agents de l'Etat ayant droit à une pension de retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent ;

b) Qu'elles sont Belges et ont une résidence en Belgique ou qu'elles appartiennent à l'un des deux pays étrangers indiqués à l'art. 2 ci-dessus et qu'elles possèdent en Belgique une résidence depuis 40 ans au moins.

ART. 6. — Les versements effectués à la Caisse de retraite en exécution du chapitre VI de la loi du 21 mai 1902 sur la milice et la rémunération des miliciens, seront mentionnés par compagnie, escadron ou batterie sur des tableaux semblables à ceux prévus dans l'art. 2.

Les capitaines-commandants certifieront la sincérité et l'exactitude des renseignements fournis sur chaque tableau.

ART. 7. — Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1903.

Signé : LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

G. FRANÇOTTE.

II. — France.

A. Chambre des députés.

PROPOSITION DE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES (1)

ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 23 FÉVRIER 1906

La Chambre des députés a adopté la proposition de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

De la retraite obligatoire de vieillesse et d'invalidité.

ARTICLE 1^{er}. — Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, tout domestique attaché à la personne a droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

ART. 2. — Ces retraites sont assurées, conformément aux dispositions des titres I à IV de la présente loi, soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières ou la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, soit par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaire ou les syndicats professionnels, sous la garantie de l'Etat, dans les conditions prévues à l'art. 49 ci-après.

Les assurés ont toujours le droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, de choisir entre ces diverses caisses.

(1) *Doc. parl.*, Ch. des dép., 1906, N° 632.

ART. 3. — La retraite est constituée par un prélèvement sur le salaire des assurés, par un versement égal des employeurs et par des majorations de l'Etat. Le versement des employeurs doit demeurer à leur charge exclusive, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Le prélèvement sur le salaire des assurés, comme le versement des employeurs, est de deux pour cent (2 %) du salaire, y compris le salaire en nature, évalué dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Toutefois, les salaires quotidiens inférieurs à un franc cinquante (1 fr. 50) sont exemptés du prélèvement.

La présente loi ne s'applique aux employés recevant des salaires supérieurs à deux mille quatre cents francs (2.400 fr.) que jusqu'à concurrence de cette somme.

Tout assuré âgé de moins de soixante ans reçoit gratuitement un livret individuel ou une carte annuelle d'identité, où doivent être inscrits les versements, ou apposés les timbres-retraite correspondants dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Lors de chaque paye, à intervalles qui ne peuvent excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés, cette inscription doit être requise de la caisse qui assure la retraite, ou bien cette apposition doit être faite par les soins des employeurs débiteurs du salaire.

ART. 4. — Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés en conformité de la loi du 8 août 1893 et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers et employés français.

Toutefois ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dispositions de la présente loi à cet égard leur sont rendues en tout ou partie applicables par des traités avec les pays d'origine garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation. Dans ce dernier cas, la retraite éventuelle déjà acquise pendant les cinq premières années est doublée au moyen du fonds de bonifications prévu ci-après, et, si l'assuré est atteint d'invalidité absolue et perma-

nente de travail ou s'il décède, application est faite des dispositions des art. 9 et 10.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les versements patronaux sont affectés au fonds de bonifications. Lesdits versements sont portés à quatre pour cent (4 %) lorsque les ouvriers ou employés étrangers ne sont point immatriculés ou ne résident pas en France.

ART. 5. — Sous réserve des dispositions spéciales qui seront adoptées à titre transitoire, la retraite produite par les versements visés à l'art. 3 ci-dessus est liquidée à l'âge de soixante ans et la majoration de l'Etat est définitivement arrêtée à ce moment. Néanmoins, les assurés ayant atteint l'âge de soixante ans ont le droit de proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année et de continuer à subir le prélèvement de 2 % sur leur salaire ; dans ce cas, le versement corrélatif de leurs employeurs continue également à être effectué à leur compte ; dans le cas contraire, il est affecté au fonds de bonifications.

L'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite, avec droit aux majorations spécifiées par l'art. 8, est fixé à cinquante-cinq ans pour les ouvriers et employés des exploitations minières. Il peut être abaissé au-dessous de soixante ans, jusqu'à cinquante-cinq ans inclusivement, par règlement d'administration publique pour les ouvriers et employés des compagnies et administrations de chemins de fer, ainsi que des industries reconnues particulièrement insalubres, d'après des statistiques établies à ce point de vue par le Ministre du Commerce.

Tout assuré peut, avant l'âge prévu aux alinéas précédents, et à partir de cinquante ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite, dès qu'elle atteint trois cent soixante francs (360 fr.). En ce cas, s'il continue à travailler, les versements de l'employeur sont affectés au fonds de bonifications.

ART. 6. — Il est institué, sous la garantie de l'Etat, une Caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du Ministre du Commerce et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse nationale des retraites ouvrières dirige et centralise les opérations de caisses départementales de retraites qui, suivant les conditions déterminées par règlement d'administration publique, seront organisées dans chaque département, avec des agences cantonales ou communales, et qui seront administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du Gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs.

Les caisses départementales de retraites transmettent à la Caisse des dépôts et consignations les versements qu'elles reçoivent au compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières et elles opèrent les paiements à effectuer pour le compte de cette dernière caisse, avec les fonds mis à cet effet à leur disposition par les soins de la Caisse des dépôts et consignations. Elles peuvent utiliser, à cet effet, l'intermédiaire des bureaux de poste et des comptables directs du Trésor.

La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer le montant des versements qu'elle reçoit au compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières, ainsi que les revenus du portefeuille correspondant qui excèdent les fonds nécessaires au service des paiements et les sommes appartenant aux fonds de garantie et de bonifications prévus ci-après : 1° en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat ; 2° en prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier.

Sur l'initiative du conseil supérieur des retraites prévu ci-après et sur son avis favorable, elle est également autorisée à faire emploi des fonds jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions visées par l'art. 10 de la loi du 20 juillet 1893 et aux institutions analogues de prévoyance ouvrière déterminées par règlement d'administration publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en actions ou obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la loi du 30 novembre 1894, ou en prêts aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du Ministre des Finances ; les achats et ventes de valeurs autres que les rentes peuvent être opérés sans publicité ni concurrence. Les sommes non employées sont versées en compte courant au Trésor, dans les limites d'un maximum et à un taux annuellement fixé par la loi de finances.

ART. 7. — Le tarif des retraites assurées par la Caisse nationale des retraites ouvrières est calculé à un taux annuellement fixé, par décret rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites, et, provisoirement, d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Des décrets rendus dans les mêmes formes devront arrêter, dès que les statistiques établies par le Ministre du Commerce le permettront, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Le tarif ne comprend que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.

La liquidation de la retraite s'opère d'après le montant des versements inscrits sur les livrets individuels ou des timbres apposés sur les cartes d'identité successives et à capital aliéné, à moins que la réserve du capital n'ait été spécifiée dès le début par l'assuré, pour les retenues opérées sur son salaire ; le montant des versements patronaux est toujours liquidé à capital aliéné.

L'assuré peut obtenir gratuitement tant de la Caisse nationale des retraites ouvrières que des autres caisses visées par la présente loi, dans le premier semestre de chaque année, un bulletin indiquant le montant de la retraite qui lui était éventuellement acquise au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, du capital

réservé. Il a la faculté d'effectuer à son compte des versements volontaires, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique.

Lorsque sa retraite éventuelle, avec le complément de retraite acquis d'autre part ou pouvant résulter de versements volontaires faits par lui ou pour lui, dépasse 360 fr., il peut, à toute époque, affecter la valeur actuelle du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable dans les conditions déterminées par une loi spéciale.

ART. 8. — Lorsque la retraite acquise à l'âge déterminé par la présente loi et calculée sur la base du capital aliéné n'atteint pas 360 fr., elle est majorée jusqu'à concurrence de cette somme par l'Etat au moyen du fonds de bonifications, pourvu que des versements aient été effectués au compte du titulaire pendant trente années au moins, à raison de 250 jours de travail au minimum par année.

Si la rente a été constituée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au compte d'un assuré marié, la rente est calculée, pour la majoration, comme si les versements avaient été intégralement effectués au profit du titulaire.

Dans le cas où l'âge normal d'entrée en jouissance est abaissé en vertu de l'art. 5, le nombre d'années exigible pour l'attribution de la majoration, conformément au premier alinéa du présent article, est abaissé d'un nombre égal d'années.

ART. 9. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le Ministre du Commerce, sous les conditions fixées par ce règlement, dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par

la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation ni excéder 360 fr., bonification comprise.

ART. 10. — Si un assuré décède en laissant soit une veuve non pourvue d'une retraite de vieillesse, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans, il est attribué par le Ministre du Commerce sur le fonds de bonifications, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de cinquante francs (50 fr.) pendant six mois à compter du décès.

TITRE II

Des retraites assurées par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales et les syndicats de garantie.

§ 1^{er}. — Sociétés de secours mutuels.

ART. 11. — Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce, après avis du Ministre de l'Intérieur, est admise soit à concourir aux encaissements et aux paiements de la Caisse nationale des retraites ouvrières, moyennant attribution de remises imputables sur le fonds de bonifications, soit à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Cet agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, de l'Intérieur et des Finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'Etat, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme du conseil supérieur des retraites, et sauf recours devant le Conseil d'Etat dans les conditions sus-énoncées.

Lorsqu'il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans l'arrondissement où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de verser à ces sociétés les sommes spécifiées au titre précédent, pour tous les assurés qui lui en font la demande, en désignant la société à laquelle ils sont affiliés.

Au moyen de ces versements, la société doit assurer, à l'âge prévu par la présente loi, des retraites garanties au moins égales à celles que produiraient lesdits versements d'après les tarifs en vigueur pour la Caisse nationale des retraites ouvrières au moment des versements.

ART. 12. — Si la société de secours mutuels agréée réalise, en même temps que l'assurance contre la vieillesse, l'assurance contre la maladie et, le cas échéant, contre l'invalidité, les assurés peuvent à toute époque, par une déclaration écrite sur la carte d'identité ou le livret individuel prévus à l'art. 3, affecter au paiement de leur cotisation d'assurance contre la maladie et l'invalidité soit le quart, soit la moitié des retenues opérées sur leur salaire en vue de la retraite régie par la présente loi.

Les assurés qui, à quelque époque et par quelque mode que ce soit, ont acquis pour l'âge normal d'entrée en jouissance déterminé par la présente loi une retraite éventuelle d'au moins 360 fr., gagée par des ressources certaines dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique, peuvent consacrer à l'affectation prévue par le premier alinéa du présent article l'intégralité des retenues effectuées sur leur salaire.

ART. 13. — Les sociétés de secours mutuels visées à l'article précédent, reçoivent annuellement de l'Etat une allocation pour chaque sociétaire affilié tant en vue de la retraite prévue par la présente loi qu'en vue d'indemnités journalières et de secours médicaux et pharmaceutiques en cas de maladie ou d'invalidité, et justifiant : 1° qu'il a subi l'année précédente des retenues correspondant à huit mois de travail au moins ; 2° qu'il a concurremment acquitté la cotisation statutaire de maladie ou d'invalidité.

Cette allocation, intégralement affectée à la réduction de la cotisation statutaire de maladie ou d'invalidité due par le socié-

taire pour l'année courante, sera fixée en corrélation du montant des retenues subies par lui pendant l'année précédente pour la retraite et versées à la société en conformité de la présente loi.

Elle sera calculée, dans la limite du crédit budgétaire, d'après un barème établi par règlement d'administration publique, pour tous les salaires n'excédant pas annuellement mille francs, et dans des conditions telles que les allocations soient proportionnellement d'autant plus élevées que les salaires sont plus bas.

ART. 14. — Les fonds correspondant aux sommes encaissées pour l'assurance des retraites visées au titre précédent par les sociétés de secours mutuels agréées sont placés dans les conditions prévues par l'art. 21 de la loi du 1^{er} avril 1898. Toutefois, s'ils sont versés à la Caisse des dépôts et consignations, ils forment un fonds de retraites distinct et aliénable sans bénéficier de la bonification d'intérêt spécifiée par la loi de finances du 31 mars 1903.

Le fonds commun de retraites inaliénable possédé lors de la promulgation de la présente loi par les sociétés de secours mutuels approuvées peut, pour des besoins exceptionnels, subir des prélèvements autorisés par décrets rendus en Conseil d'Etat, au vu de délibérations d'assemblées générales extraordinaires remplissant les conditions déterminées par l'art. 11 de la loi du 1^{er} avril 1898.

ART. 15. — Les sociétés de secours mutuels agréées dans les termes de l'art. 11 remplissent de plein droit, sur leur demande, en ce qui concerne les assurés qui leur sont affiliés, le rôle dévolu aux agences cantonales ou communales des caisses départementales de retraites en exécution de l'art. 6.

Lorsque ces sociétés sont groupées en union départementale et qu'elles comprennent parmi leurs affiliés plus des deux tiers des assurés ayant leur résidence dans le département, l'union est admise de plein droit, sur sa demande, à remplir pour l'ensemble des assurés du département le rôle dévolu aux caisses départementales de retraites, à charge de se conformer aux règles édictées pour le fonctionnement desdites caisses.

§ 2. — *Institutions patronales ou syndicales de retraites.*

ART. 16. — Sont dispensés d'effectuer les versements ou les appositions de timbres visés à l'art. 3 :

1° Les chefs d'entreprise qui ont organisés des caisses patronales ou adhéré à des caisses syndicales de retraites ou constitué entre eux des syndicats de garantie solidaire, après approbation du Ministre du Commerce dans les conditions générales déterminées par décret rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites.

L'arrêté approuvant chacune de ces institutions doit constater qu'elle est alimentée, au moins jusqu'à concurrence de moitié, par les employeurs et qu'elle assure des retraites de vieillesse au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Les arrêtés relatifs aux caisses patronales de retraite des chemins de fer sont pris d'accord avec le Ministre des Travaux publics ;

2° Les établissements civils et militaires de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics qui organisent, pour tous ceux de leurs ouvriers et employés qui ne sont pas régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales, des retraites remplissant les conditions spécifiées au 2° alinéa § 1° ci-dessus, dans les conditions déterminées par décrets rendus sur la proposition du Ministre du Commerce, du Ministre des Finances et du Ministre intéressé.

Dans les divers cas prévus au présent article, les retenues sur les salaires peuvent, du consentement des assurés, excéder 2 %, lorsque l'employeur verse au moins le double de la retenue complémentaire opérée sur le salaire.

ART. 17. — Les institutions prévues au § 1^{er} de l'article précédent ont le droit d'ester en justice et peuvent employer leurs fonds en placements déterminés par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites.

Elles sont soumises à la même surveillance que les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie fonctionnant en conformité de la loi du 9 avril 1898.

ART. 18. — Chacun des décrets ou arrêtés prévus à l'art. 16 détermine le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à une autre des caisses visées par la présente loi, lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution de la retraite. Ce transfert est opéré d'après les tarifs de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

L'assuré qui quitte l'entreprise correspondante ou affiliée à l'institution de retraites peut à toute époque requérir le transfert prévu par l'alinéa précédent. Toutefois, l'institution peut, si ses statuts approuvés l'y autorisent, limiter ce transfert à la valeur actuelle de la portion de retraite éventuelle provenant des retenues sur le salaire et rester, quant au surplus, débitrice de la retraite.

En ce qui concerne les ouvriers et employés de l'Etat actuellement régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pensions, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances et des Ministres intéressés déterminent, sur des bases analogues, le mode de liquidation à la charge de l'Etat des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de leur valeur actuelle à une des caisses visées par la présente loi.

§ 3. — *Dispositions communes.*

ART. 19. — Sur toutes les sommes reçues en conformité du présent titre, les sociétés ou institutions y mentionnées doivent, en vue des déficits qui pourraient survenir dans leur gestion, effectuer immédiatement un prélèvement pour la constitution d'un fonds spécial de garantie dont la gestion administrative et financière est assurée conformément aux dispositions de l'art. 6 de la présente loi. La quotité de ce prélèvement est fixée tous les cinq ans par la loi de finances.

TITRE III

Dispositions générales.

ART. 20. — Quand, par cas de force majeure, tels que chômage involontaire ou maladies prolongées, accouchements, blessures, le nombre de deux cent cinquante journées de travail visées à l'art. 8 n'aura pu être atteint par l'assuré, ce nombre sera réduit dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, sans toutefois pouvoir être inférieur à deux cents journées.

ART. 21. — Les retraites, majorations et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. L'incessibilité ne s'applique pas aux arrérages affectés à l'hospitalisation dans un établissement public.

ART. 22. — Les versements personnels supplémentaires effectués par les assurés en vue de retraites aux diverses caisses visées par la présente loi restent soumis aux dispositions qui les régissent respectivement. Toutefois, la liquidation anticipée de ces retraites est obtenue de plein droit lorsqu'il y a invalidité reconnue dans les termes de l'art. 9 ci-dessus.

ART. 23. — Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Un décret règlera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la présente loi par la Caisse nationale des retraites ouvrières et par les autres caisses visées à l'art. 2, ainsi qu'aux encaissements et paiements prévus par le 3^e alinéa de l'art. 6.

Le paiement des majorations et allocations pourra être effectué gratuitement par l'entremise des bureaux de poste.

ART. 24. — Est traduit devant le tribunal correctionnel et passible d'une amende de seize francs à cent francs (16 fr. à 100 fr.) tout employeur ayant omis les appositions de timbres-retraite

ou les versements prescrits par la présente loi ou ayant contrevenu aux dispositions du § 1^{er} de l'art. 3. En cas de récidive dans l'année qui suit une précédente infraction, le maximum est toujours appliqué.

Sont passibles d'une amende de cent francs à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) et d'un emprisonnement de trois à quinze jours les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi sans s'être conformés aux dispositions du titre II.

L'art. 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

ART. 25. — Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux retenues illicites de salaires, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles ainsi qu'à la liquidation des retraites, sont jugées en dernier ressort, au chef-lieu du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire, par un tribunal arbitral composé du juge de paix, président, de trois membres élus par les assurés et de trois membres élus par les employeurs. Les conditions de ces élections, ainsi que la procédure devant le tribunal arbitral, sont déterminées par règlement d'administration publique rendu après avis du conseil supérieur des retraites.

Les décisions du tribunal arbitral peuvent être déférées à la Cour de cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est acquis de plein droit aux assurés pour les instances prévues au présent article.

ART. 26. — Les assurés peuvent, devant le tribunal arbitral, répéter contre leurs employeurs, pendant un délai de deux ans, le montant des timbres-retraite qui auraient dû être apposés ou des versements qui auraient dû être effectués à leur profit d'après la présente loi. Les employeurs condamnés à opérer la restitution sont en même temps condamnés à des dommages-intérêts fixés au double du montant desdites répétitions, sans que les assurés puissent renoncer d'avance ni à ces répétitions, ni à ces dommages-intérêts.

Le montant des répétitions doit faire immédiatement, par les

soins de l'employeur, l'objet d'apposition de timbres ou de versements ; le montant des dommages-intérêts est directement versé au fonds de bonifications. Le délai de deux ans ci-dessus spécifié est toutefois réduit à six mois à l'égard des employeurs qui soumettent tous leurs carnets de paye à un contrôle administratif déterminé par décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce.

ART. 27. — Il est formé auprès du Ministre du Commerce et sous sa présidence un conseil supérieur des retraites, chargé de l'examen des questions concernant la Caisse nationale des retraites ouvrières et l'application de la présente loi.

Il se réunit au moins une fois par semestre. Il élit ses deux vice-présidents.

Ce conseil est composé de :

Trois sénateurs et cinq députés élus par leurs collègues ;

Un conseiller d'Etat nommé par le Conseil d'Etat ;

Trois délégués du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ;

Deux délégués patronaux et deux délégués ouvriers du conseil supérieur du travail ;

Quatre délégués des chambres de commerce, six délégués des syndicats professionnels ouvriers et des deux délégués des bourses du travail, élus dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique ;

Quatre représentants des exploitants agricoles et six représentants des ouvriers et employés de l'agriculture élus dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et de l'Agriculture ;

Quatre personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance, dont deux membres agrégés de l'institut des actuaires, désignés par le Ministre du Commerce ;

Deux personnes désignées au même titre par le Ministre des Finances ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du mouvement général des fonds et le chef du service de l'inspection générale au Ministère des Finances.

Les membres autres que les membres de droit sont nommés pour trois ans.

Le conseil supérieur des retraites nomme une section permanente composée : 1^o de douze membres pris dans son sein, dont deux employeurs et deux ouvriers ou employés de l'industrie et du commerce, deux exploitants et deux ouvriers agricoles, et un délégué du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ; 2^o du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et du directeur du mouvement général des fonds au Ministère des Finances ou de leurs délégués. La section permanente donne son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées, soit par le conseil supérieur, soit par le Ministre du Commerce.

ART. 28. — Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du Ministre du Commerce, après avis du conseil supérieur des retraites, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion administrative de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Le Ministre du Commerce établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi, et en résume les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi. Ce rapport est publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

ART. 29. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre des Finances, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

ART. 30. — A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont abrogées toutes les dispositions contraires, notamment l'art. 3 de la loi du 27 décembre 1895, le titre II de la loi du 29 juin 1894, l'art. 2 de la loi du 27 décembre 1890, en ce qui touche les retraites, et, en ce qui concerne les bénéficiaires de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895, sur les majorations de retraites.

Il n'est rien innové à la législation en vigueur sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et sur la Caisse nationale d'assurance en cas de décès.

TITRE IV

Dispositions transitoires.

ART. 31. — La présente loi sera applicable un an au plus tard après sa promulgation.

ART. 32. — Les ouvriers, employés ou domestiques et les anciens ouvriers, employés ou domestiques visés à l'article premier, qui seront, depuis cinq ans au moins, de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils sont âgés de plus de soixante ans au moment de la mise en vigueur de la loi et au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils justifient de trente années de travail, à raison de deux cent cinquante journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances. La durée du service militaire est réputée à cet égard équivalente à une même durée de travail.

Cette allocation sera de cent vingt francs (120 fr.).

Toutefois, si en s'ajoutant à la retraite calculée comme il est spécifié à l'art. 8, le total est supérieur aux maxima fixés par le barème ci-dessous, cette allocation sera réduite de la quantité nécessaire pour que le total ne dépasse pas les chiffres suivants :

De zéro à cinq années de versement à une caisse de retraite autorisée, cent cinquante francs (150 fr.) ; de cinq à dix années, deux cents francs (200 fr.) ; de dix à quinze années, deux cent cinquante francs (250 fr.) ; quinze à vingt années, trois cents francs (300 fr.) ; de vingt à vingt-cinq années, trois cent trente francs (330 fr.) ; de vingt-cinq à trente années, trois cent soixante francs (360 fr.).

ART. 33. — Ces versements prescrits par les art. 3 et 4, doivent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, être effectués pour les assurés visés à l'art. 32.

Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, des Finances et des Travaux publics détermine les conditions dans lesquelles les dispositions du titre IV de la loi du 29 juin 1894 et de la loi du 31 mars 1903 (art. 84 à 99) peuvent continuer à être appliquées aux ouvriers et employés des mines qui se trouvent régis par le présent titre.

TITRE V

Retraite des ouvriers et employés de l'agriculture.

ART. 34. — Les dispositions des titres précédents sont applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires ou métayers et fermiers, toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique et qu'ils ne seront pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à vingt francs (20 fr.).

ART. 35. — Suivant que les assurés sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sur livrets individuels ou les appositions de timbres sur cartes d'identité sont effectués trimestriellement ou bien lors de chaque paye, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances.

Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles seront opérés, par les propriétaires, les versements afférents tant aux colons partiaires ou métayers et aux fermiers visés à l'article précédent qu'à eux-mêmes.

Le propriétaire âgé de plus de soixante ans et sans autres ressources, qui ne perçoit pas des fermages supérieurs à 500 fr., est dispensé du versement de la contribution.

ART. 36. — Les retraites régies par le présent titre peuvent être assurées par les syndicats professionnels agricoles constitués en conformité de la loi du 21 mars 1884, comportant des conseils

d'administration composés pour moitié au moins de représentants élus des assurés et agréés par le Ministre du Commerce dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances, après avis du conseil supérieur des retraites.

Les métayers ou colons partiaires et fermiers qui, par une déclaration faite à la mairie de leur domicile, auront fait connaître leur volonté d'être affranchis de l'obligation de la retraite, seront compris parmi les bénéficiaires de l'art. 37.

TITRE VI

De la retraite facultative.

ART. 37. — Les ouvriers et employés visés aux articles 1^{er} et 34 qui auraient cessé de se trouver dans les conditions prévues auxdits articles, les artisans, façonniers, commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant que des membres de leur famille, et généralement toutes personnes de nationalité française non visées par les articles précédents, qui ne sont pas imposées à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à vingt francs (20 fr.) sont admis, ainsi que leurs femmes ou veuves et les femmes ou veuves des associés régis par la présente loi, à opérer trimestriellement des versements à l'une des caisses visées à l'art. 2 pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse.

Ces versements ne peuvent être inférieurs à un franc (1 fr.) pour chaque compte, ni excéder cinq cents francs (500 fr.) par an. Le règlement d'administration publique prévu à l'art. 28 déterminera les conditions dans lesquelles ils pourront être remplacés par apposition de timbres retraite sur des cartes d'identité spéciales.

ART. 38. — La retraite acquise en vertu de l'article précédent

est liquidée dans les conditions prévues au titre premier et bénéfice des dispositions de l'art. 9.

Lorsque cette retraite, à l'âge d'entrée en jouissance déterminé par la présente loi et calculée dans les conditions spécifiées à l'art. 8, n'atteindra pas trois cent soixante francs (360 fr.), elle sera bonifiée, au moyen du fonds de bonifications, d'une somme de cent vingt francs (120 fr.), sans pouvoir toutefois être élevée au-dessus de 360 francs, pourvu que des versements aient été effectués au compte des assurés pendant 30 années au moins dans les conditions fixées à l'article précédent et à raison de six francs au minimum par trimestre.

TITRE VII

Moyens financiers.

ART. 39. — Il est pourvu aux différentes allocations prévues par la présente loi et aux frais de son application au moyen d'un crédit annuel inscrit au budget du Ministère du Commerce et d'un fonds de bonifications dont la gestion administrative et financière est assurée conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente loi.

Les opérations de la Caisse nationale des retraites ouvrières font l'objet d'un budget annexe rattaché au budget du Ministère du Commerce.

Le fonds de bonifications est alimenté :

1° Par les versements prévus aux art. 4, 5 et 26 ci-dessus ;

2° Par le montant des amendes prévues à l'art. 24 ;

3° Par les capitaux qui, ayant été réservés en conformité de l'art. 7, tomberaient en déshérence ou ne seraient point réclamés dans les trente années suivant le décès du titulaire de la retraite correspondante ;

4° Par le montant des majorations et allocations prévues aux art. 8, 9, 10 et 32, qui, restant dues aux bénéficiaires au moment de leur décès, n'auraient point été réclamées par leurs héritiers dans le délai de deux ans à compter du décès ;

5° Par les arrérages non perçus prescrits au bout de cinq ans, conformément à l'art. 2277 du Code civil ;

6° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'art. 4 de la loi du 31 décembre 1895 ;

7° Par les dons et legs qui peuvent être faits à l'Etat, avec affectation audit fonds.

Le fonds de bonifications supporte le prélèvement des frais de gestion administrative et financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières. Il est placé dans les conditions prévues à l'art. 6 et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé au dernier alinéa dudit article.

ART. 40. — En cas d'insuffisance des ressources budgétaires, les sommes nécessaires au service des dispositions transitoires pourront être avancées chaque année, dans une proportion déterminée par la loi de finances et qui ne pourra pas excéder la moitié des contributions patronales, par la Caisse nationale des retraites ouvrières au taux d'intérêt annuel fixé pour les tarifs de cette Caisse.

En représentation de ces avances, le Trésor remettra, à la Caisse, des obligations terminables dont la loi de finances déterminera la durée.

ART. 41. — Pour l'élaboration des règlements d'administration publique prévus par la présente loi, le Conseil d'Etat procédera dans les formes déterminées à l'art. 14 de la loi du 24 mai 1872.

ART. 42. — Une loi spéciale déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 février 1906.

Le Président,

Signé : Paul DOUMER.

Les Secrétaires,

Signé : ROGER-BALLU, F. MAROT, PAUL-MEUNIER.

B. — Sénat.

QUESTIONNAIRE

relatif au projet de loi sur les retraites ouvrières, adopté par la Commission sénatoriale, dans sa séance du 29 décembre 1906 (1).

A. — 1° Êtes-vous partisan : du prélèvement obligatoire sur le salaire ? des versements égaux des salariés et des employeurs ?

2° Les versements imposés aux ouvriers et aux patrons doivent-ils, dans votre pensée, être proportionnels aux salaires ? ou fixés par journée de travail ?

3° Êtes-vous d'avis que, dans le système de l'obligation, les allocations de l'État doivent bénéficier à tous les assujettis sans distinction ? ou seulement aux assujettis dont la pension résultant des versements de l'employeur ou de l'employé serait inférieure à 360 fr. à l'âge de la retraite ?

4° Les allocations de l'État doivent-elles être accordées : sous forme de primes annuelles venant s'ajouter aux versements des employeurs et des employés, sous forme de bonifications d'intérêt ? ou sous forme de majorations de pensions ?

5° Dans le système de l'obligation, pensez-vous que l'ouvrier, devant, aux termes du projet de loi voté par la Chambre, subir sur son salaire une retenue pour la constitution de sa pension de retraite, pourra — même avec les avantages offerts par l'art. 42

(1) La Commission sénatoriale des retraites ouvrières, présidée par M. Cuvinot et chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés ayant décidé de procéder à une enquête, a envoyé ce questionnaire aux intéressés : présidents des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des syndicats professionnels, des fédérations, unions et sociétés de secours mutuels, des comices agricoles, chambres d'agriculture, etc.

La Commission sollicite leur réponse pour le 1^{er} avril 1907. Leurs observations feront de la part de la Commission sénatoriale, l'objet d'un examen approfondi,

— continuer à supporter la charge des cotisations nécessaires au fonctionnement de la société de secours mutuels dont il fait partie et qui doit l'assurer contre la maladie et l'invalidité ?

6° Êtes-vous partisan du système de la capitalisation ? ou de celui de la répartition ?

B. — 7° Préférez-vous au régime de l'obligation un système basé, comme dans la loi belge, sur la prévoyance libre et la mutualité, avec encouragement de l'État et comportant des versements facultatifs des salariés et des employeurs et des encouragements obligatoires de l'État ?

C. — 8° Pensez-vous que, soit dans un système d'obligation, soit dans un système de liberté, les subventions de l'État doivent s'appliquer indistinctement à tous les modes de prévoyance, et que les intéressés doivent demeurer libres, à toute époque :

Soit d'appliquer les cotisations et subventions à d'autres modes d'assurance contre les risques de la vie ou de la vieillesse ?

Soit d'affecter, le cas échéant, tout ou partie du capital constitutif de leur pension de retraite à l'acquisition d'une maison, d'un jardin, d'un bien de famille ou à tel autre usage indiqué par la loi ?

D. — 9° Dans votre pensée, le service financier doit-il être confié à une caisse centrale unique ?

Ou décentralisé par la création de caisses régionales, de caisses corporatives ou de caisses libres organisées notamment par les sociétés de secours mutuels pouvant fonctionner concurremment avec la caisse centrale ?

E. — 10° Indiquer les répercussions probables du prélèvement et du versement de 2 % prévus par le projet de la Chambre :

a) sur les salaires et sur la production dans votre profession ;

b) sur la marche générale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Comparez cette charge à celle des impôts actuels.

(On doit répondre à chaque interrogation par *oui* ou par *non*).

TABLE DES MATIÈRES

Les sociétés de secours mutuels et l'organisation des retraites pour la vieillesse en France et en Belgique.

	Pages
PRÉFACE.....	1
INTRODUCTION. — I. Insuffisance de la prévoyance individuelle, dette sociale de l'État et dette patronale. — II. Systèmes de retraites en vigueur. — III. Système allemand et projet de loi français. — IV. Système néo-zélandais. — V. Système belge..	4

PREMIÈRE PARTIE

Institutions de prévoyance qui existaient en Belgique avant la loi du 10 mai 1900.

PRÉAMBULE.	13
CHAPITRE I ^{er} . — Institutions belges privées de prévoyance :	
I. Associations spéciales. — II. Mutualités. — III. Fédérations. IV. Tontines, pseudo-mutualités. — V. Institutions dues à l'initiative patronale. — VI. Projet d'organisation de caisses ouvrières et patronales. — VII. Institutions de retraite patro- nales privées.	16
CHAPITRE II. — Institutions de prévoyance créées par les pouvoirs publics avant la loi du 10 mai 1900 :	
I. — Caisse de retraite des fonctionnaires. — II. Caisse générale d'épargne et de retraite. — Caisse de retraite et de secours des ouvriers des chemins de fer et des postes. — IV. Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, naviguant sous pavillon belge. — V. Caisses diverses, organisées par les provinces et les communes belges pour leur personnel.....	53

DEUXIÈME PARTIE

Organisation des retraites ouvrières en Belgique d'après la loi du 10 mai 1900.

	Pages
CHAPITRE III. — Travaux législatifs préparatoires :	
I. Projet de Fuisseaux. — II. Projet de Malander. — III. Projet Gutchnaere. — IV. Projet Denis. — V. Travaux de la Commission législative : motion Verhaegen, motion Beco. — VI. Projet définitif de la Commission.....	69
CHAPITRE IV. — Institutions qui permettent de réaliser en Belgique le principe de prévoyance :	
Caisse générale d'épargne et de retraite. — Caisse d'assurances sur la vie.....	79
CHAPITRE V. — Loi du 10 mai 1900 :	
SECTION I. — <i>Système de la liberté subsidiée, appliqué par cette loi</i>	83
SECTION II. — <i>Personnes qui sont admises à bénéficier des avantages de la loi</i>	92
SECTION III. — <i>Primes accordées par l'État et versements qui y donnent droit</i>	98
SECTION IV. — <i>Avantages des versements faits par l'intermédiaire des sociétés mutualistes reconnues</i>	108
SECTION V. — <i>Dispositions transitoires</i> : I. Majoration de primes accordées aux personnes âgées de 40 ans au 1 ^{er} janvier 1900 (art. 8 de la loi du 10 mai 1900 et loi du 20 août 1903). — II. Allocation annuelle de 65 fr. établie par les art. 9 et 10 de la loi du 10 mai 1900 et par l'arrêté du 20 octobre 1900.....	115
SECTION VI. — <i>Ressources financières nécessaires au fonctionnement de la loi</i>	124
SECTION VII. — <i>Résultats de la loi du 10 mai 1900</i>	129

TROISIÈME PARTIE

Institutions de prévoyance qui existent actuellement en France

CHAPITRE VI. — Régime actuel de la prévoyance en France.	
PRÉAMBULE.....	131
SECTION I. — <i>Assurance contre la vieillesse</i> : A. Caisse nationale de retraite pour la vieillesse (loi du 18 juin 1850). — B. Sociétés de secours mutuels (loi du 1 ^{er} avril 1898). — C. Caisses diverses.....	133
SECTION II. — <i>Assistance</i> : Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (loi du 14 juillet 1905).....	140

QUATRIÈME PARTIE

Le régime projeté de l'organisation de la prévoyance en France

CHAPITRE VII. — **Projet de loi sur les retraites ouvrières, adopté par la Chambre des députés le 23 février 1906 :**

Pages

- I. Historique. — II. Bases de la loi, divers régimes institués. — III. Qui a droit à la retraite : a) ouvrier français ; b) ouvrier étranger. — IV. Comment est constituée la retraite. — V. Les différentes caisses de retraites : a) Caisse nationale de retraites ; b) Caisses patronales ou syndicales ; c) Caisse de retraite pour la vieillesse ; d) Mutualités ; allocation aux mutualistes à petit salaire. — VI. Fonds communs et sociétés libres. — VII. Unions mutualistes départementales et caisses départementales. — VIII. Age fixé pour la retraite. — IX. Invalidité absolue. Subvention à la veuve et aux orphelins. — X. Ouvriers de l'agriculture. — XI. Retraite facultative. — XII. Période transitoire. — XIII. Tribunal arbitral. — XIV. Recours contre le patron 145

CINQUIÈME PARTIE

Législation comparée.

CHAPITRE VIII. — **La loi belge du 10 mai 1900 et le projet de loi français adopté par la Chambre des députés le 23 février 1906 :**

- I. Bases des subsides. — II. Régime de l'obligation et régime de la liberté subsidiée, les Mutualités. — III. Avantages particuliers aux Mutualités assurant concurremment la vieillesse et la maladie. — IV. Modes de versements. — V. Versements du patron. — VI. Contribution de l'État. — VII. Age d'entrée en jouissance des pensions. — VIII. Allocation aux veuves et aux orphelins, allocation aux mutualistes à petit salaire. — IX. Période transitoire. — X. Nombre incertain des assujettis. — XI. Tribunal arbitral..... 161

CONCLUSION..... 171

ANNEXES**I. — Belgique.**

	Pages
Table de Quételet.....	181
Loi du 10 mai 1900.....	182
Loi complémentaire du 20 août 1903.....	186
Arrêté royal du 20 octobre 1900.....	187
Arrêté royal du 20 février 1901.....	192
Arrêté royal du 15 décembre 1903.....	194

II. — France.**A. — Chambre des députés :**

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, adoptée par la Chambre des députés, le 23 février 1906.....	197
--	-----

B. — Sénat :

Questionnaire de la Commission sénatoriale des retraites ouvrières.....	217
--	-----



Saint-Brieuc. — Typ. F. GUXON (1091-4-7).

Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués

